

Cabo Verde

Programme de Promotion des Opportunités Socioéconomiques Rurales (POSER)

Rapport de supervision

Type de mission	Supervision
Nom du projet	Programme de Promotion des Opportunités Socioéconomiques Rurales (POSER) et POSER-Climat
Pays	Cabo Verde
Programme Officer	Jean Pascal Kaboré
Nom du Directeur du Projet	Joao Fonseca
Date de la mission (mois/année)	Novembre / 2017
Localisation du Projet:	Toutes les îles à l'exception de Boa Vista et Sal
Jours sur le terrain	Six (6) jours
Lieux visités	Santiago Sud et Nord, São Vicente et Santo Antão
Composition de la mission	La mission était composée de Jean Pascal Kaboré, PO au FIDA, Chef de mission ; Sékou Diouf, CPO au Bureau Pays FIDA Sénégal ; Dounamba Konaré, Assistante de programme FIDA du Bureau Pays FIDA Sénégal ; Florent Baarsch, Spécialiste environnement et climat au FIDA à Rome ; Lacine Ahidara, Agronome, Coordonnateur de l'équipe technique ; Oumar Barry, Ingénieur Agronome, Assistant Technique du POSER-C ; Gaëtan Nsoumbidi, Assistant Programme FIDA ; Monique Dieri Mputu, Consultante, Spécialiste genre et ciblage ; Eric Alex Nassouri, Consultant en analyse financière et administration.

Sigles et acronymes

ACD	: Association Communautaire de Développement
ACI	: Appel à la Concurrence Internationale
ADEI	: Agence de Développement de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
ANAS	: Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ARAP	: Autorité Régulatrice des Achats Publics
BAD/FAD	: Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BAI	: Banco Africano de Investimentos
BCA	: Banco Comercial do Atlântico
BCN	: Banco Cabo-Verdiano e Negócios
BCV	: Banque Centrale du Cap Vert
BESCV	: Banco Espírito Santo Cabo Verde
BI	: Banco Interatlântico
CCMF	: Conseil Consultatif de la Micro-finance
CDD	: Community-Driven Development (Développement géré par la Communauté)
CECV	: Caixa Económica de Cabo Verde
CNRP	: Conseil National pour la Réduction de la Pauvreté
CRP	: Commission Régionale de Partenaires
DRF	: Demande de Retrait de Fonds
DSRP	: Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
ECV	: Escudos Capverdiens
FAMF	: Fédération des Associations de Micro-Finance
FAO	: Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FFE	: Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FLM/MFF	: Flexible Lending Mechanism (Mécanisme Flexible de Financement)
FRC	: Fonds de Réinvestissement Communautaire
GFP	: Gestion des Finances Publiques
GoCV	: Gouvernement du Cap-Vert
HIMO	: Haute Intensité de Main d'œuvre
ICIEG	: Institut Capverdien pour l'Egalité et l'Equité-Genre
IDH	: Indice de Développement Humain
IMF	: Institution de Micro-Finance
INMG	: Instituto Nacional de Meteorologica e Geofisica
INE	: Institut National des Statistiques
LC	: Ligne de Crédit
MAE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement
MCA	: Millenium Challenge Account (Programme d'aide au développement US)
MPD	: Mouvement pour la Démocratie
MFRA	: Ministre des Finances et de la Réforme Administrative
MPME	: Petites et Moyenne Entreprises
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMF	: Opérateur de Micro-Finance
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
PAICV	: Parti Africain pour l'indépendance du Cap-Vert
PIB	: Produit Intérieur Brut
PLLP	: Programme Local de Lutte contre la Pauvreté
PLPR	: Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
PMA	: Pays les Moins Avancés
PNLP	: Programme National de Lutte contre la Pauvreté
POSER	: Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales
PRLP	: Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
PTBA	: Plan de Travail et Budget Annuel

QUIBB	: Enquête sur les Indicateurs de Bien-Être Basique
RAF	: Responsable Administratif et Financier
S&E	: Suivi et Evaluation
SAP	: Système d'Auto-Évaluation Participative
SEBRAE	: Service Brésilien d'Appui aux Micros et Petites Entreprises
SIG	: Système d'Information de Gestion
SOE/ECD	: Status of Expenditures (États Certifiés des Dépenses)
SSB	: Services Sociaux de Base
SYGRI	: Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TACV	: Transports Aériens du Cap Vert
TRI	: Taux de Rendement Interne
TRIE	: Taux de Rendement Interne Économique
UCP	: Unité de Coordination du Programme
UniCV	: Universidade do Cabo Verde
USD	: Dollars des Etats-Unis
UT	: Unité Technique
VAN	: Valeur Actuelle Nette

Introduction

Une mission du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Cabo Verde du 13 au 28 novembre 2017, dans le cadre de la supervision conjointe, avec le Gouvernement, du Programme de Promotion des Opportunités Socio-économiques Rurales (POSER) et du POSER-Climat qui vient de démarrer. L'objectif de la mission était : (i) évaluer la performance globale du programme et son impact; (ii) examiner les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) de faire le point global sur les microprojets (MP) financés et examiner l'état l'intégration des activités du projet POSER-C dans le POSER ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme, notamment la prise en compte du *pari passu* entre les financements Prêt FIDA et Prêt Fonds Fiduciaire Espagnol ; (iv) faire le point de la mise en œuvre du don ASAP, (v) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2017 au 30 octobre 2017, par composante aussi bien au niveau physique que financier; (vi) apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la revue à mi-parcours et de la mission de suivi du mois d'août 2017; (vii) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, (viii) faire le point sur l'état d'avancement de la préparation du PTBA 2018 et appuyer l'UCP pour une accélération de la réalisation des objectifs du projet.

La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP), les Associations de Développement Communautaires (ACD), les Comités Régionaux de Partenaires (CRP) et leurs Unités Techniques, ainsi que les bénéficiaires tout au long de son séjour à Praia et dans les îles de Santiago (Sud et Nord), Sao Vicente et Santo Antao. Au niveau institutionnel, la mission a eu des entretiens avec le Ministre de l'Agriculture de l'Environnement (MAA), le Ministre des Finances et de la Réforme Administrative (MFRA), le Directeur Général de l'Agriculture, des Statistiques et des Projets (DGASP), le Directeur Général de la Planification et de l'Organisation Générale (DGPOG), de la Programmation, l'Administrateur de l'Agence Nationale de l'Eau et Assainissement (ANAS), l'Administrateur de l'Institut National de Météorologie et de Géophysique (INMG), le Directeur National de l'Environnement, des Administrateurs de l'Université du Cabo Verde, le Vice-Président de l'Institut National des Statistiques (INE), le Coordonnateur Général de la Coopération Espagnole. La mission a également rencontré des institutions privées et des sociétés : Association des Amis de la Nature (AAN), Unité de Production de Rations Animales (UPRANIMAL) etc.

Une réunion de restitution de l'aide-mémoire incluant les principales conclusions, a été organisée le 28 novembre 2017 au siège du Programme en présence des différentes parties prenantes à sa mise en œuvre. Le présent rapport de supervision fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du MAA (Tutelle Technique du Programme) et du MFRA (Représentant de l'Emprunteur), des différents partenaires, ainsi que ceux de l'UCP.

La mission exprime ses remerciements aux Autorités Cap Verdiennes pour l'accueil dont elle a bénéficié. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du Programme et ses partenaires pour la disponibilité et la qualité des échanges.

A. Bilan du projet

B. Evaluation Globale

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe FIDA/Gouvernement de supervision du POSER et du POSER-C s'est déroulée au Cabo Verde du 11 au 28 novembre 2017. Les objectifs généraux de la mission de supervision étaient de : (i) évaluer la performance globale du programme et son impact; (ii) examiner les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) de faire le point global sur les microprojets (MP) financés et examiner l'état l'intégration des activités du projet POSER-C dans le POSER ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme, notamment la prise en compte du *pari passu* entre les financements Prêt FIDA et Prêt Fonds Fiduciaire Espagnol ; (iv) faire le point de la mise en œuvre du don ASAP, (v) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2017 au 30 octobre 2017, par composante aussi bien au niveau physique que financier; (vi) apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la revue à mi-parcours et de la mission de suivi du mois d'août 2017; (vii) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, (viii) faire le point sur l'avancement de la préparation du PTBA 2018 et appuyer l'UCP pour une accélération de la réalisation des objectifs du projet.

Afin de garantir la réalisation de ses objectifs, la mission a rencontré les autorités gouvernementales, les services techniques et les partenaires à Praia, et a procédé à des visites de terrain :

- À Praia, la mission a eu les rencontres suivantes avec :
 - la DGASP le 16 novembre 2017 ;
 - la DGPOG le 16 novembre 2017 ;
 - l'INE le 17 novembre 2017 ;
 - l'ANAS, le 22 novembre 2017 ;
 - l'INMG, les 17 et 24 novembre 2017 ;
 - UNICV/ECAA, le 23 novembre 2017 ;
 - DNA, le 23 novembre 2017 ;
 - ICIEG, le 16 novembre 2017 ;
 - la Coopération espagnole, le 24 novembre 2017.

Au terme des travaux de la mission, les conclusions ont été restituées aux :

- l'UCP du POSER et du POSER-Climat le 27 novembre 2017 ;
- Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, le 27 novembre 2017 ;
- Ministre des Finances et de la Réforme Administrative, le 28 novembre 2017 ;
- Sur le terrain, la mission a procédé à des visites de microprojets et a eu des entretiens avec les CRP, les ACD, les bénéficiaires et les Délégations du MAA. Les régions visitées sont les suivantes :
 - Santiago Sud et Nord les 15 et 16 novembre 2017 ;
 - São Vicente et Santo Antão du 18 au 21 novembre 2017 - la mission a rencontré l'Association Amis de la Nature à São Vicente ;
- Une réunion a été organisée à Praia avec les CRP des régions de Santiago Nord, Centre et Sud le 17 novembre 2017, à São Vicente le 18 novembre 2017 et à Santo Antão le 21 novembre 2017 ;

Recommandations clés de la mission et Conclusions

Ancrage institutionnel. Initialement, le POSER était sous la tutelle de l'ancien Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du renforcement des ressources humaines, avec une orientation focalisée « Lutte contre la pauvreté ». Suite au changement institutionnel intervenu dans le pays en 2016, l'ancrage du POSER est passé du Ministère de la Jeunesse à celui de l'Agriculture et de l'Environnement. La mission de supervision de juillet 2016 et la Revue à mi-parcours de décembre 2016 ont recommandé l'identification et la mise en œuvre de projets structurants et plus économiques pour améliorer la création de revenus des bénéficiaires, l'atteinte rapide des objectifs du Programme et l'augmentation du niveau de décaissement.

La planification et le développement de tels microprojets nécessitent une expertise plus appropriée orientée vers la planification, l'appui technique à la production, la promotion de l'entrepreneuriat rural, le suivi technique de proximité et la recherche de marchés porteurs. Dans ce contexte, une plus grande implication des services techniques spécialisés du MAA au niveau régional en appui aux CRP et aux ACD apparaît indispensable.

Un premier protocole a déjà été initié par l'UCP du POSER avec la DGASP. Mais pour plus d'opérationnalisation et d'efficacité; d'autres protocoles d'exécution appropriés soutenus par des TDR clairs définissant les rôles et responsabilités de chaque partie, y compris la définition des indicateurs précis de mesure de performance devront être signés au niveau déconcentré entre les CRP et les Délégations du MAA.

Ces conventions devront être évaluées annuellement, sous la supervision de la DGASP et de l'UCP du POSER afin de tirer les enseignements en vue d'un réajustement approprié. Afin d'assurer une mise en œuvre performante et efficace du POSER, la mission recommande un renforcement de l'UCP par des compétences techniques du MAA dans les domaines de l'agriculture, de la gestion de l'eau et de l'élevage. Ces compétences mises à la disposition du POSER à temps plein par le MAA, pourraient bénéficier d'indemnités complémentaires conformément aux dispositions nationales en vigueur.

Le retard de démarrage du Programme et l'insuffisance d'adaptation de l'équipe de l'UCP au passage du PNLP au POSER ont impacté la mise en œuvre du Programme et partant, du décaissement des ressources disponibles. A 16 mois de l'achèvement du projet :, la situation des décaissements est la suivante Prêt FIDA : 50,28% ;

- Prêt additionnel FIDA : 49,88% ;
- Fonds espagnol : 53,62% ;

De ce qui précède, l'année 2018 devra être une année de montée en puissance du POSER afin de démontrer sa capacité d'absorption et d'atteindre les objectifs. A défaut, et conformément aux dispositions en vigueur, le FIDA devrait anticiper la réduction du Prêt pour l'adapter à la capacité réelle du Programme. Afin d'éviter cette situation, et au regard des besoins importants du pays dans les domaines d'investissement du POSER, le MAA et le MFRA devraient accorder une attention particulière à la mise en œuvre du POSER par des appuis conséquent en termes de ressources humaines compétentes, d'allègement de procédures de mise en œuvre et de suivi régulier. En plus des missions habituellement effectuées, l'équipe du FIDA devra apporter un appui régulier et rapproché à cette étape sensible du POSER.

Une approche plus spécifique et explicite d'identification, de planification et de mise en œuvre de projets structurants devrait caractériser le PTBA 2018, conformément aux recommandations des missions antérieures. Dans cette logique, le MAA devra prendre les dispositions pour une appropriation et une gestion durable de ces investissements structurants après l'achèvement du POSER.

La mise en œuvre de la composante II du POSER devrait refléter ces orientations en mettant un accent particulier sur des approches et des outils qui renforcent les capacités des acteurs (ACD, CRP, Bénéficiaires, Délégations du MAA) pour une appropriation et une gestion durable des investissements structurants.

En ce qui concerne le POSER-Climat, au 30 septembre le taux de décaissement était de 0%. Cependant, la mission a noté que le premier décaissement a été effectué le 24 novembre 2017, celui-ci représente 11,60% du budget total du projet.

Collecte des données et suivi des activités sur le terrain. La mission a noté, d'une manière générale au cours des visites de terrain, que ni les bénéficiaires, ni les ACD et CRP, et encore moins les Délégations du MAA, n'arrivaient à fournir des données quantitatives sur les superficies exploitées, les productions, les rendements, les types de semences utilisées pour l'agriculture, les revenus tirés de la mise en œuvre des microprojets, il en est de même pour les données d'exploitation des élevages visités. Cela dénote des insuffisances au niveau de l'encadrement et de la collecte de données, qui se traduisent par :

- au niveau de la sensibilisation/animation, et du renforcement des capacités des bénéficiaires et autres acteurs d'appui, d'une faible appropriation des données de base des exploitations ;
- au niveau de l'UCP et des CRP, une insuffisance de suivi des activités sur le terrain et d'un défaut de mise en œuvre et d'utilisation du dispositif de collecte de données déjà en place ;

La mission a constaté que les acteurs engagés dans la planification, l'appui à la mise en œuvre et le suivi des microprojets, tant au niveau du POSER, des CRP que des ACD n'appliquent pas correctement les outils appropriés pour la collecte, la remontée et le traitement des données pour alimenter convenablement le système de suivi-évaluation du POSER. À 16 mois de l'achèvement du POSER, le suivi des effets des investissements devrait être systématisé et intensifié.

Le Programme devra apporter un appui au système d'encadrement déjà en place (agents de la Délégation du MAA, ACD, CRP) afin que ceux-ci s'assurent de l'internalisation, par les bénéficiaires, des données de base de leurs exploitations, ainsi que des itinéraires techniques y afférents. De plus, le suivi des activités devra faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux de la part de l'UCP et d'une implication sur le terrain des cadres en charge du suivi-évaluation au sein de l'UCP.

Investissements structurants. Une des recommandations importantes de la RMP est la priorisation du financement des microprojets structurants. Ainsi, il avait été arrêté que chaque CRP devait leur affecter au moins 30% des ressources dans le PTBA 2017. La mission a pu apprécier les efforts fournis dans ce sens et a néanmoins demandé au Programme de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accroître de façon substantielle lesdits investissements.

Dans ce cadre, la mission a confirmé les dispositions recommandées par la mission de revue à mi-parcours en termes de conceptualisation et de définition de la stratégie d'identification des projets structurants, des mécanismes de mise en œuvre et de financement. Il s'agit notamment de :

- i) **Définition.** Les projets structurants sont ceux qui permettent d'améliorer de façon optimale la mise en œuvre des microprojets individuels et collectifs. Ainsi, des microprojets individuels pourraient induire la nécessité d'avoir un projet structurant. Par ailleurs, tout projet structurant doit nécessairement entraîner le développement des microprojets.
- ii) **Axes d'intervention.** Principalement, ces investissements devront tendre à la valorisation et à l'utilisation efficiente de l'eau pour l'agriculture. D'autres secteurs d'activités pourront être concernées notamment, la transformation, l'élevage, la pêche, l'environnement. Pour ce faire, la mission a demandé à l'UCP de prendre l'attache des services ad-hoc pour mieux circonscrire des investissements de nature structurante. Dans le même temps, l'UCP devra examiner les voies et moyens pour insérer les femmes et les jeunes dans la dynamique des investissements dits structurants.
- iii) **Procédure de mise en œuvre.** L'identification de ces investissements pourra se faire à différents niveaux :
 - Les délégations ;
 - Les mairies ;
 - Les CRP ;
 - Les autres acteurs de développement.

iv) Une fois l'identification effectuée, le montage du dossier technique est fait par les délégations en collaboration avec les unités techniques. Par la suite, les dossiers sont validés au niveau de la CRP et transmis à l'UCP pour approbation et financement. Le suivi de la mise en œuvre sera assuré par les unités techniques et les délégations. Dans ce processus, l'utilisation de personnes ressources, prestataires techniques, sera nécessaire pour mieux prendre en charge les aspects suivants :

- Le formatage des dossiers de projets au niveau des délégations ;
- L'analyse technique et l'assurance qualité des dossiers au niveau de l'UCP ;
- Le suivi de la mise en œuvre optimale des microprojets induits par les projets structurants.

Viabilité des microprojets. Au cours des visites de terrain, la mission a pu observer des microprojets à divers stades de développement et à différents niveaux de viabilité. La mission n'a pas pu identifier une démarche systématique et cohérente de renforcement d'une logique de durabilité des microprojets sur le terrain. Les ACD assurent le suivi des microprojets sur le terrain avec l'appui des Unités techniques au sein des CRP. Cependant, l'insuffisance de compétences et d'expérience de ces ACD est de nature à limiter les possibilités de durabilité des investissements réalisés.

À 16 mois de son achèvement, dans le cadre de la consolidation des acquis pertinents ayant démontré un potentiel de pérennisation, le POSER est en train de mener une étude diagnostic sur l'ensemble des microprojets financés, afin de déterminer ceux qui présentent de réelles possibilités de viabilité afin de leur apporter un appui conséquent visant à les rendre plus compétitifs et autonomes. Dès que les conclusions de l'étude seront disponibles, l'UCP devra procéder immédiatement à l'identification des microprojets viables et préparer un plan opérationnel d'appui pour les soutenir, y compris à travers le renforcement des capacités des ACD à assumer leur fonction d'appui à la gestion et à la pérennisation des investissements. Ce plan opérationnel devra être disponible dès la fin du premier trimestre 2018.

Remboursement du FRC. Dans le cadre de la mise en œuvre du POSER, il est créé un fonds PRLP/FRC pour le financement des microprojets. Le principe du fonds revolving est d'augmenter progressivement le nombre de bénéficiaires à travers son remboursement échelonné par les bénéficiaires. Ce principe est affirmé dans les conventions signées entre les ACD et les CRP. À ce jour, la mission a constaté que le niveau de remboursement du FRC n'est que de 2,54% du montant brut des investissements pour l'ensemble des microprojets financés, soit un montant total de 8,6 millions CVE. Il faut noter que seulement 102 projets sur 442 ont commencé à rembourser le FRC. Le remboursement du FRC a pris beaucoup de retard en raison de la non définition, au démarrage du Programme, des modalités de remboursement (Taux, fréquence, date de début ...). Par la suite, quand bien même que les modalités ont été définies, l'animation/sensibilisation n'a pas suivi afin de mieux faire comprendre aux bénéficiaires les obligations et les enjeux du remboursement. Le principe de remboursement du FRC par les bénéficiaires étant inscrit dans le DCP du POSER, le MAA et le MFRA devraient engager l'UCP les Délégations du MAA, les CRP et les ACD à prendre les dispositions pour le respect du remboursement. La prochaine mission de suivi du POSER fera une évaluation des avancées, et en concertation avec la partie nationale, décidera de la suite du financement des microprojets.

D. Aperçu général et avancement du projet

Aperçu général. Les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. Ils sont élaborés par les Commissions Régionales de Partenaires (CRP) et approuvés au niveau des Conseils directifs de chaque CRP. Les PRLP définissent les activités qui sont traitées dans les microprojets financés et mis en œuvre par les bénéficiaires au niveau des Associations Communautaires de Développement (ACD). Un nombre important des microprojets individuels (410) et collectifs (85) ont été financés et mis en œuvre. Actuellement à la suite des recommandations de la mission de revue à mi-parcours de 2016 la priorité est donnée à la conception et l'exécution des microprojets structurants générateurs de revenus.

La mission a constaté au cours des visites de terrain que des microprojets dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la transformation sont financés au profit des bénéficiaires.

La mise en œuvre de ces microprojets présente des limites en termes d'appuis techniques, de gestion et de suivi et de collecte de données.

Avancement Globale. A ce jour, le projet a touché directement 9 523 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 10 957 ménages, soit un taux de couverture de 87%. Selon les témoignages des bénéficiaires rencontrés par la mission, le Programme a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur ménage. L'accumulation des biens s'est également améliorée dans leur ménage. Dans les différentes régions et sites visités, la mission a noté l'engagement et la motivation des CRP et des ACD dans l'appui aux bénéficiaires. Elle a également constaté l'adhésion des différents acteurs du développement (ACD, ONG, Services de l'Etat, Collectivités locales) aux CRP. Cela est un signal prometteur en termes d'appropriation et de durabilité des acquis du POSER.

Dans le cadre du PTBA 2017, il était prévu la mise en œuvre de 196 microprojets. La mission a constaté la réalisation effective de 49 microprojets sur le terrain ; soit un taux de réalisation physique de 25% de cet indicateur. L'analyse des données financières a montré un taux d'exécution financière du PTBA 2017 de 40,18%. Au cours de l'année 2017, les microprojets ont été réalisés dans 9 régions. Ils ont touché 3 891 bénéficiaires dont 2 225 hommes, 1 666 femmes et 350 jeunes. Les activités principalement concernées ont été la réalisation de forages avec équipements photovoltaïques pour la production agricole et l'alimentation en eau potable, l'appui à 15 éleveurs de porcs, 2 de volaille et 5 de chèvres, l'appui à 1 unité de transformation et 9 unités de pêcheurs.

Cadre Logique. Le cadre de mesure des rendements du Programme a été revu en septembre 2017 pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale du Programme et d'y intégrer les indicateurs de mesures du Poser-Climat. Le cadre logique révisé respecte le format retenu par le FIDA avec les trois (3) niveaux de résultat : l'objectif global, l'objectif de développement, les effets et les produits. Il compte 44 indicateurs dont, 2 indicateurs d'impact, 1 indicateur pour l'objectif de développement et 41 indicateurs d'effets et de produits. Les indicateurs sont généralement désagrégés par sexe, par âge et par type d'activité. L'estimation du nombre de bénéficiaires du programme se fera à travers 5 indicateurs notamment: (i) nombre de personnes recevant des services du projet (hommes, femmes et jeunes); (ii) nombre correspondant de ménages touchés; (iii) nombre total estimé de personnes au sein de ces ménages; (iv) nombre de ménages de petits exploitants ayant bénéficié d'une assistance pour lutter contre les effets du changement climatique et (v) nombre de membres des ménages pauvres capables de faire face aux effets du changement climatique. Le projet devra faire un effort pour désagréger les jeunes par sexe.

Le cadre logique révisé n'a pas encore fait l'objet de partage avec la participation de tous les acteurs clés impliqués. Les activités développées par le programme sont pertinentes par rapport au contexte. Cependant, du fait du retard constaté dans la mise en œuvre, des risques existent quant à l'atteinte des résultats et les objectifs du programme dans les délais impartis. Les raisons principales sont (i) la faible dimension et l'envergure des projets financés par le Programme, (ii) la faiblesse des ressources mises à la disposition des CRP pour la mise en œuvre du PRLP. Pour le CRP de São Vicente, le POSER a affecté au financement des microprojets 20 538 738 Escudos soit environ 35% des besoins de financement et 26% en référence à la prévision de financement du Costab du Programme. Cette situation entraîne très souvent le rejet des demandes de financement des ACD ou le redimensionnement de certains microprojets pour rester dans l'enveloppe. C'est le cas du microprojet d'acquisition de pirogues équipées de moteur de l'ACD Nova Geração de Pescadores de São Pedro visité par la mission. Sur 145 membres dont environ 70 pêcheurs sans pirogue, la CRP n'a pu financer que 6 bénéficiaires ; et (iii) le manque d'une approche chaîne de valeur pour mettre en cohérence les différents microprojets financés par le Programme afin d'impacter significativement le niveau de pauvreté des bénéficiaires. La mission a noté que les indicateurs d'effets et d'impacts ne sont pas encore suivis par le Programme. Cette situation devra être corrigée sans délai.

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Organiser un atelier de partage du manuel de SSE et du cadre logique regroupant les parties prenantes à la mise en œuvre du Programme	RSE / Coordonnateur	Janvier / 2018	Proposé
Réaliser une étude d'impact des microprojets sur les bénéficiaires prenant en compte leur durabilité et leur réplcation.	RSE / Coordonnateur	Mars/ 218	[proposed] or [agreed]

Réviser le mécanisme d'affectation des fonds aux CRP sur la base des besoins de financement des PRLP.	Coordonnateur/Raf	Décembre / 2017	[proposed] or [agreed]
---	-------------------	-----------------	------------------------

Système de suivi et évaluation. Le Document de conception du Projet (DCP) a envisagé un système de suivi évaluation dont les principales composantes sont le suivi de performances du Programme, des résultats et des impacts. La cellule du suivi et évaluation du programme est constituée d'un responsable de suivi et évaluation et de deux assistantes : l'une prend en charge le fonctionnement du système (supports) et le contrôle de qualité des données, et l'autre, la gestion de l'application informatique (base de données et site Web). Avec le démarrage du Poser-climat, la cellule de suivi et évaluation a été renforcée par le responsable système d'information Géographique (SIG/SE).

Le Système de Suivi et Evaluation (SSE) du POSER a été récemment mis à jour pour prendre en compte les activités du POSER-Climat. Cependant, son opérationnalisation présente certaines difficultés. Il ne parvient pas encore à renseigner les indicateurs de réalisations, d'effets et d'impacts. L'implication dans le dispositif de suivi et évaluation de l'ensemble des parties prenantes spécifiquement les délégations régionales du Ministère de l'agriculture, celles des ACD et des CRP n'est pas encore totale. La présence des acteurs du suivi-évaluation de l'UCP sur le terrain n'est pas effective. Et enfin, le système de suivi et évaluation du programme ne sert pas encore d'outil de pilotage à l'usage de l'UCP, des CRP, des ACP et des bénéficiaires.

Sur les 41 indicateurs de réalisations directes, 10 sont réellement suivis par le programme. La base de données du programme est principalement constituée des informations relatives à l'identification des microprojets et des bénéficiaires désagrégée par sexe et par âge.

Cette situation s'explique principalement par (i) la faiblesse du dispositif de collecte et de traitement des informations au niveau des ACD et des CRP ; (ii) l'absence de rapport d'activités périodiques partant du terrain notamment des ACD et des CRP vers l'UCP du programme ; (iii) l'absence d'auto-évaluations participatives et des enquêtes thématiques pour la mesure de l'impact qui permettront de documenter les effets du programme; (iv) l'absence dans les plans d'affaire des microprojets d'indicateurs objectivement vérifiables à atteindre et (vi) l'absence de réunions de coordination trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre pour passer en revue l'avancement du Programme. L'UCP est consciente de ces faiblesses. La mission recommande la prise immédiate de mesures correctives nécessaires.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Renforcer le dispositif de suivi et évaluation du programme par l'utilisation des outils de collecte de données et l'identification au sein des ACD des personnes ressources endogène/ Animateurs (2 par ACD) et de Responsable de Suivi au niveau des CRP.	RSE/CRP/ACD	31 Janvier 2018	Proposé
Former les personnes ressources endogène des ACD et des responsables SE des CRP sur la collecte et le traitement des données et l'utilisation de la base de données et donner le droit d'accès au système des Responsables suivi comme administrateur local.	RSE / Coordonnateur	Février 2018	Proposé
Systématiser l'élaboration des rapports trimestriels au niveau des ACD, des CRP et au niveau de l'UCP du Programme.	RSE/Coordonnateur	Chaque trimestre	Proposé
Systématiser (i) des réunions de coordination trimestriel regroupant toutes les parties prenantes pour faire le point sur l'état d'avancement du programme., (ii) des ateliers annuels d'autoévaluation des microprojets pour capturer les bonnes pratiques et (iii) des enquêtes thématiques sur les résultats du projet.	Coordonnateur/ RSE/ /CRP		Proposé
Dans le cadre des protocoles d'exécution avec les Délégation du MAA recommandés par cette mission, prévoir l'appui aux ACD ET CRP pour la collecte et l'analyse de données.	Coordonnateur / RSE	Immédiat	Proposé
Renforcer les sorties de terrain de l'équipe Suivi-évaluation pour assurer la qualité des données collectées.	Coordonnateur / RSE	Permanent	Proposé

Le système de suivi & évaluation du Poser répond peu aux besoins de mise en œuvre et de pilotage du Programme ainsi qu'aux besoins d'évaluation de son impact. La base de données devrait être améliorée pour mieux renseigner la chaîne de résultats.

Don Suivi et Evaluation sectoriel du MAA. Le Projet de Renforcement des capacités du système national de suivi & évaluation au Cap-Vert, Don du FIDA pour un montant de 800 000 USD, est en phase de démarrage. L'objectif du projet est le renforcement de l'utilisation de données objectives dans l'élaboration et le pilotage de la politique sectorielle du MAA et dans la gestion des projets, à travers un système de suivi & évaluation sectoriel. Le don prévoit le renforcement des capacités du personnel des Délégations régionales du MAA et l'acquisition d'équipement et des moyens de transport. Le projet est piloté par la Direction Générale de la Planification, du Budget et de la Gestion (DGPOG) du MAA en partenariat avec l'INE pour une durée de 4 années.

L'essentiel des conditions de premier décaissement ont été satisfaites, notamment la mise en place de l'équipe du projet constituée du personnel de la DGPOG, la signature de l'accord entre les MMA et l'Institut National de la Statistique (INE), le premier PTBA y compris le plan de passation des marchés et l'ouverture du compte désigné. Cependant, des corrections sont à apporter au PTBA et au Plan de passation des marchés. La DGPOG devra accélérer la réalisation du manuel de SSE sectoriel et la finalisation des termes de référence de l'étude sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cap-Vert. Elle doit également impliquer toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du projet notamment l'INE, les directions du MAA, les projets et programmes, l'Institution Nationale de la recherche et de Développement Agricole (INIDA), les CRP et les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur du développement rural du Cap-Vert.

Durabilité. La stratégie de sortie et de pérennisation du programme est basée principalement sur (i) le renforcement des capacités des acteurs locaux et de leurs structures notamment des ACD et les CRP; (ii) la rentabilité économique et financière des microprojets; (iii) le développement de synergie et de complémentarité avec les services techniques déconcentrés de l'Etat, les ONGs, les projets et programmes appuyés par d'autres bailleurs de fonds; (iv) le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC); et (v) l'accès durable au financement, aux intrants et matériels/ équipements agricoles, au conseil agricole et rural de qualité et au marché plus rémunérateurs des porteurs de microprojets.

Des ACD et CRP renforcées avec plus d'autonomie technique et financière pourront, à la clôture du Programme, prendre en charge un certain nombre de fonctions notamment le conseil technique et commercial, l'entretien des ouvrages hydrauliques, etc. pour garantir la durabilité des investissements. Actuellement, les capacités d'autofinancement des CRP/ ACD sont faibles. Elles sont dépendantes principalement du financement du POSER. On note toutefois des avancées qui pourraient être consolidées : les CRP de São Vicente, de Santo Antão visitées par la mission ont développé des partenariats avec autres bailleurs de fonds notamment l'Union Européenne, des ONGS et des entreprises publiques et privées, et ont bénéficié de ressources financières supplémentaires. Certaines CRP commencent à fournir des prestations de services pour leurs partenaires, notamment les CRP de São Vicente et de Santo Antão (formation en informatique et gestion financée par l'UE, stages d'étudiants des universités, financement de microprojet par une ONG portugaise).

Le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) est actuellement à 2,5%. La mission a constaté que les taux de remboursement, les montants, les modalités et les dates de paiement ne sont pas encore claires pour les CRP et les ACD. L'opérationnalisation de ce remboursement est un gage de durabilité.

Les CRP se sont regroupées en une Fédération, créée en Juin 2017. Afin de faciliter l'accès au marché plus rémunérateur, un projet de mise en place de coopérative pour la commercialisation des produits des bénéficiaires a été élaboré. La coopérative permettra une vente groupée de la production, la mise en relation commercialisation entre les producteurs et les opérateurs de marchés. Cette coopérative, pourra consolider les actions des CRP dans leurs appuis aux ACD et aux producteurs. Elle apparaît comme un facteur pouvant renforcer la durabilité des actions du POSER.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Evaluer des capacités d'organisation, de gestion et technique des ACD/CRP et appuyer à l'élaboration de plan d'action pour le renforcement de la professionnalisation et de l'autonomisation par ACD et par CRP	Responsable Composante 2/RSE/CRP	28 février 2018	[proposed]
Faciliter l'accès aux financements des ACD à travers (i) l'intermédiation financière entre les porteurs de microprojets et les IMF, (ii) le renforcement de leur capacité de négociation et de partenariat pour la mobilisation d'autres ressources notamment des bailleurs de fonds, des entreprises privées pour l'exécution des financements du PRLP et (iii) le recouvrement du FRC	Responsable Microfinance et Entrepreneuriat /CRP/APIMF	30 Juin 2018	[proposed]
Développer un Protocole de collaboration avec Pro-empresa ancienne l'Agence capverdienne de développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation (ADEI)	Responsable Microfinance et Entrepreneuriat / Coordonnateur	Février 2018	[proposed]
Systématiser les cotisations annuels pour les membres des CRP notamment les ACD, les ONGS...etc.	ACD/CRP	30 Mars 2018	[proposed]

La mission note l'importance de renforcer les compétences en éducation financière pour les porteurs de microprojets afin d'assurer la durabilité de ceux-ci. En effet, le POSER mettra en œuvre, en 2018, la formation des formateurs en éducation financière avec le soutien de la DID et, avec l'appui du BDS le renforcement des capacités des ressources humaines dans toutes les régions d'intervention du Programme. Les formateurs formeront à leur tour l'équipe technique, en se concentrant sur les animateurs et les comptables, ainsi que sur les facilitateurs des personnels des délégations sur le terrain pour renforcer le suivi et l'animation économique et financière.

La stratégie de pérennisation des actions du POSER est perceptible à travers les acteurs institutionnels qui les portent. Cependant, le renforcement des capacités de ces acteurs est indispensable pour leur prise en charge systématique des acquis des investissements à l'achèvement du POSER. Dans cette logique, la durabilité financière et technique est progressivement en construction à travers les microprojets financés et la durabilité institutionnelle à travers les ACD et les CRP.

Gestion de connaissances. Dans cadre du POSER, la gestion des connaissances est assurée par le Responsable du Suivi & évaluation. Pour la capitalisation de sa stratégie d'intervention et de ses résultats à travers notamment, les CRP et les ACD, le programme est en train de préparer des fiches de bonnes pratiques selon la méthodologie développée par la FAO. Les ACD et les CRP ont organisé des visites d'échanges sur le FRC, la gestion des microprojets et les bonnes pratiques au profit des bénéficiaires. Au total, 15 producteurs ont participé aux visites. Trois (3) films documentaires sur les succès du Programmes ont été produits en partenariat avec les CRP de São Vicente, Santo Antão, et Santiago Centre. Afin de garantir la diffusion des produits de la capitalisation, la mission recommande au Programme de développer un partenariat solide avec les organes de presse et de mettre en place un plan de capitalisation des résultats du Programme. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des CRP et de l'unité de coordination sur la capitalisation des résultats du programme. Le protocole d'accord entre l'UCP et la DGASP prévoit la réalisation de supports de communication (fiches, dépliants, films, émissions radios et télé) et des notes d'information pour alimenter le site Web et la page Facebook du Programme. La mission est d'avis que le Programme doit organiser des visites d'échange pour les ACD et les CRP sur l'approche chaîne de valeur au Sénégal et la gestion de l'eau au Maroc.

Stratégie de ciblage. La stratégie de ciblage mise en place par le POSER a permis de s'assurer que les couches vulnérables puissent bénéficier des opportunités créées par le programme, surtout au niveau des activités économiques. Les données reçues par la mission ont été désagrégées en homme, femme et jeune, et sur le terrain, la mission a pu rencontrer ces catégories de bénéficiaires et a noté la part importante des femmes chefs de ménages. Dans quelques rares cas, et particulièrement dans la production agricole, l'accès à la terre est apparu comme un facteur potentiel d'exclusion des femmes et des jeunes (cas du village de Lagoa à Santo Antão, Porto Novo) du fait de la rareté des terres disponibles et de la pénibilité de leur mise en valeur quand elles existent. Les autorités rencontrées ont entrepris des démarches pour que cette question soit réglée au niveau des mairies.

Sur un total de 143 Assemblées communautaires tenues, y ont participé, 58 % des hommes et 42 % des femmes, dont 20 % des jeunes. Pour les AGR à travers les CRP, les femmes interviennent pour 42 % et les jeunes pour 21 %. Les femmes ont surtout bénéficié des microprojets de transformation agro-alimentaire (73%) et une hausse au niveau des microprojets de formation professionnelle (passant de 56 à 59% de 2016 à 2017), et des microprojets d'agriculture et de pêche (de 34 à 36%).

La participation des jeunes dans la mise en œuvre du POSER a connu une amélioration par rapport à l'année 2016. Elle passe de 17 à 21% (formation professionnelle, 71%, transformation agro-alimentaire, 42%, agriculture 16%, élevage, 24% et pêche 30%).

Dans le domaine du genre et pour assurer la performance des activités du programme, des actions ont été prises notamment, la formation des ACD, la mise en vigueur du contrat signé le 7 juin 2017 entre le POSER et l'ICIEG (Institut capverdien pour l'égalité et équité de genre). Depuis lors, cet institut a assuré les formations suivantes : (i) entrepreneuriat (82% de femmes dans les CRP de Santiago) (ii) vie associative et coopérative et l'intégration de la dimension de genre et inclusion des jeunes. En partenariat avec l'ONG Laço Branco pour la promotion de la nouvelle forme de masculinité, 125 hommes, répartis dans Santiago, Fogo, Brava et Maio, ont bénéficié d'une formation sur la promotion de l'équité entre les sexes et construction de nouvelles formes de masculinité.

Il reste à l'ICIEG, le module sur le leadership féminin, lequel va débiter incessamment.

Afin d'assurer un meilleur impact des investissements sur la lutte contre la pauvreté, la mission recommande que l'UCP face un suivi plus régulier et rigoureux de la stratégie de ciblage.

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Reconduire le contrat avec ICIEG et Relancer des thèmes à divulguer auprès des bénéficiaires dans les autres îles du pays	UCP, ICIEG	Janvier 2018	Propose
Poursuivre le programme d'appui aux bénéficiaires (leadership féminin, entrepreneuriat féminin, vie associative, construction d'une nouvelle forme de masculinité)	Délégués du MAA, et autres Structures appropriées	Dès janvier 2018	Propose
Préparer et dérouler un programme de suivi des formations sur le terrain	CRP, ACD, POSER, MAA	Permanent	Propose
Dans l'identification et la mise en œuvre des microprojets, documenter la situation des femmes et jeunes sans terre, et faire un plaidoyer auprès des collectivités locales	CRP, ACD, POSER, MAA	Permanent	Propose
Assurer un suivi plus régulier et rigoureux de la stratégie de ciblage	Ciblage /UCP		

Mise en œuvre des microprojets. Au 30 Septembre 2017, le POSER a financé 495 microprojets. Les microprojets sociaux représentent 9% et ceux générateurs de revenus et d'emplois 91%. Les engagements en microprojets par le POSER touchent un total de 9 523 Bénéficiaires directs, ce qui correspond à 87% de l'objectif fixé dans le cadre logique révisé (10 957 bénéficiaires directs). La distribution des bénéficiaires par secteur montre que l'agriculture concentre deux tiers des bénéficiaires du Programme. La Pêche et l'Élevage, regroupent 23% des bénéficiaires. Les microprojets économiques sont répartis de la façon suivante :

- 170 microprojets d'élevage individuels ou collectifs : 80 projets d'élevage de porcs, 51 projets de poules et de poulets de chair, 37 projets de caprins pour la viande et lait pour la fabrication de fromage et 2 projets d'ovins. Le nombre total des bénéficiaires est 614 personnes chefs de familles dont 210 hommes, 404 femmes et 144 jeunes ;
- 93 microprojets d'agriculture avec un nombre total de 2 932 bénéficiaires dont 1 893 hommes, 1 039 femmes et 467 jeunes. Les activités de ces microprojets sont dans la majorité de production maraîchère et sont mis en œuvre à l'aide de la promotion de technologies efficaces, efficaces et pertinentes de mobilisation et de gestion de l'eau, dont l'irrigation goutte-à-goutte, des cultures sous serres sur système d'irrigation goutte à goutte et des cultures sous serres avec des systèmes hydroponiques (cultures à racines nues sur l'eau) pratiqués sur des caisses ;

- 70 microprojets de pêche maritime, dont 66 pour l'acquisition de 134 moteurs hors-bords et d'autres équipements, 66 pour la réhabilitation ou l'acquisition de 78 bateaux pour des pêcheurs individuels ou des groupements de pêcheurs et 50 pour l'achat des caisses thermiques pour le maintien de la chaîne de froid. Le nombre de bénéficiaires est de 419 pêcheurs artisanaux dont 267 hommes et 152 femmes et 125 jeunes ;
- 66 microprojets de petit commerce ou des services ; la tendance depuis 2014 est vers une diminution de ce type de microprojets, suite aux recommandations de la mission de supervision de juillet 2017 pour la priorisation des secteurs productifs (cf point 16 de l'Aide-mémoire de la mission de suivi de juillet 2017 : « Axes d'intervention ») ; le nombre de bénéficiaires est de 185 personnes. Cependant, ces types de microprojets pourraient contribuer à la commercialisation des produits des activités de production agricole et animale.
- 40 microprojets de transformation agroalimentaire qui regroupent une large gamme d'activités pertinentes en milieu rural (fruits et légumes, céréales, etc.) ; ils bénéficient à 120 personnes, dont 87 femmes chef de ménages et 51 jeunes ; les activités de ces microprojets sont des potentiels appuis à la valorisation et commercialisation des produits des autres microprojets économiques.
- 11 microprojets de formation professionnelle pour 165 bénéficiaires (97 femmes et 117 jeunes). Les activités de ces microprojets vont renforcer les capacités des bénéficiaires sur la maîtrise de l'utilisation des modèles de technologies qui sont proposées.

Au cours de l'année 2017 au total 55 microprojets ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre par les ACD au niveau des CRP avec un financement total 200.897.981,38 ECV dont 160.419.648,78 ECV financés par les fonds du FIDA. Pour un total 3 043 bénéficiaires :

- 14 projets structurants ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 1 818 bénéficiaires. Le montant total du financement est 117.336.129,38 ECV dont 99.321.586,78 ECV financé par les fonds du FIDA,
- 8 projets collectifs ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 935 bénéficiaires. Le montant total du financement est 26.948.316,00 ECV dont 24.336.082,00 ECV financé par les fonds du FIDA
- 33 projets individuels ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 290 bénéficiaires. Le montant total du financement est 56.613.536,00 ECV dont 36.761.980,00 ECV financés par les fonds du FIDA

Réalizations du PTBA 2017 : les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2017 au 30 septembre sont respectivement de 40% et de 40,18%.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices des revenus par les bénéficiaires en partenariat avec les ACD et les CRP et sur la base des fiches de base consolidées le nombre de microprojets d'activités économiques financés par le POSER est de 453 microprojets. Les bénéficiaires de ces microprojets sont au nombre de 4 435 personnes chefs de familles :

Le projet POSER-Climat a officiellement été lancé le 21 août 2017. Le démarrage du POSER-C bénéficie d'une assistance technique pour accélérer sa mise en œuvre. Les activités réalisées à ce jour, dans le cadre du PTBA 2017 sont les suivantes :

Composante 1 :

- La signature de la convention avec UniCV-ECAA et lancement de l'étude de référence, après approbation de l'INE ;
- La confirmation des sites d'interventions à l'aide des visites de terrain sur les quatre îles du pays (Brava, Fogo, Santiago, São Nicolau) en accord avec les délégations du MAA et du coordinateur de l'UCP ;
- L'inventaire, le rassemblement des études techniques disponibles pour les différents sites confirmés et le plan de réalisation des études techniques ;

- Le recrutement l'équipe technique du projet (génie rural, conservation des sols) ;

Composante 2 :

- L'achat (en cours) des quatre stations météorologiques et de 160 pluviomètres paysans pour l'INMG ;

Composante 3 :

- Le recrutement l'équipe technique du projet (SIG/SE) et personnels additionnels (chauffeur et comptable) ;
- L'achat du matériel / équipement nécessaire au démarrage du projet (équipement informatique, véhicule, mobilier de bureau) ;

Les activités restantes au titre de 2017 incluent :

- La continuation et finalisation de certaines études techniques par les experts techniques du projet afin de constituer les termes de référence pour les DAO devant être lancés en 2018 ;
- La finalisation des protocoles d'accord avec l'INMG et l'ANAS pour les composantes 1 et 2.

Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 se présente comme suit : 50% achevé, 40% en cours. Le taux d'exécution financière (décaissements + engagements actuels à réaliser jusqu'au 31/12/2017) est de 70,09% au 31 octobre 2017 (en partie sur préfinancement POSER).

Les activités prévues au titre de 2018 incluent :

Composante 1 :

- Les formations sur l'intégration des risques climatiques dans les PRLP et microprojets financés par les CRP et l'appui aux CRP et ACD (volet 1.1) ;
- La finalisation des études techniques permettant la constitution des DAO ;
- Le démarrage de la construction des ouvrages de gestion de l'eau et des sols dans trois sites du projet : Fogo (zone nord), Brava et Santiago (Longuera Covada, Ribeireta), après passation des marchés et sélection des entreprises ;
- La finalisation et présentation des résultats de l'étude de référence conduite par UniCV-ECAA ;
- La formation sur la construction et l'entretien des ouvrages de conservation des sols et correction torrentielle destinée aux cadres du MAA, de ses services décentralisés, aux CRP et ACD ;

Composante 2 :

- La conduite et la présentation des résultats des études par l'ANAS sur (1) le bilan hydrique en relation avec les variables climatiques de surface et (2) la pollution des eaux souterraines ;
- L'entrée sur le réseau des stations météorologiques automatiques de l'INMG et les formations auprès des agriculteurs sur l'utilisation des pluviomètres paysans et l'information climatique.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Accélérer la mise en œuvre du volet 1.1 <ul style="list-style-type: none"> • Définir les activités devant être conduites afin de les inscrire dans des termes de référence / protocoles • Procéder à l'appel d'offre • Sélectionner une offre et commencer les activités 	Coordonnateur	12/ 2017	[proposed]
Etablir les protocoles avec l'INMG et l'ANAS <ul style="list-style-type: none"> • Définir les activités devant être intégrées dans les protocoles avec chacune des institutions • Signer les protocoles pour commencer les activités 	Equipe POSER-C / Coordonnateur	12/ 2017	[proposed]

Gestion financière.

Au 30/09/2017, le taux d'exécution du PTBA 2017 est de 40,18%. Le taux de réalisation de l'Etat capverdien est très satisfaisant tandis que les taux de réalisation des fonds FIDA, FFE et les bénéficiaires restent relativement faibles.

L'amélioration de la performance globale du PTBA reste fortement tributaire de la mise en œuvre des micro-projets et des projets structurants (catégorie I « Fonds PRLP » représentant en poids plus de 50% des prévisions budgétaires du poids). Un accent particulier devra donc être porté sur la sélection et la mise en œuvre rapide et efficiente des activités de cette catégorie si l'on veut atteindre les objectifs fixés par le projet à son élaboration.

Lors de la revue à mi-parcours du projet quinze (15) recommandations ont été formulées sur les aspects fiduciaires du projet. La revue de mise en œuvre de ces recommandations peut être résumée dans le tableau suivant.

Recommandations	Mise en œuvre
1. Prendre les dispositions nécessaires pour assurer la formation d'appoint relative à Tom2Pro et à la passation des marchés	Oui
2. Effectuer l'inventaire physique de clôture des comptes 2016 et procéder au rapprochement physique/comptable	Inventaire effectué, mais les données n'ont pas été rapprochées à la comptabilité
3. Reprendre sous Tom2Pro les immobilisations détaillées par nature, par bailleur et par site (UCP/CRP)	Non
4. Prendre les dispositions nécessaires, dans le cadre de la réglementation nationale en vigueur, pour combler les postes des CRP qui vont être vacants d'ici à fin décembre	Oui Cependant un poste d'animateur au niveau de la CRP Santiago Sul reste à pourvoir
5. Procéder à l'évaluation des performances du personnel sur la des objectifs/résultats de 2016 et transmettre le rapport au FIDA	Non
6. Etablir le PTBA 2017 sur la base des conclusions et des recommandations de la revue à mi-parcours et transmettre au FIDA	Oui
7. Prendre en compte les éléments d'amélioration des décaissements énoncés dans le cadre de la présente revue	Non
8. Mettre en œuvre le nouveau système d'allocation des ressources aux CRP en tenant en compte des directives y relatives en matière d'investissements structurants et de performance d'exécution	Non
9. Tenir compte des ressources disponibles projetés au 31/12/16, pour élaborer les PTBA 2017 et 2018/2019	Oui
10. Régulariser l'écart maîtrisé de reconstitution du compte désigné de 136 551,30 Euros en plus dans ledit compte	Oui
11. Compléter la régularisation des taxes avec les éléments des CRP/ACD	En cours
12. Procéder à l'analyse de la contribution des bénéficiaires pour avoisiner les 10% prévus	Oui
13. Mettre en œuvre des actions de sensibilisation d'appoint auprès des porteurs de micro-projets afin d'accroître de façon substantielle les remboursements	En cours
14. Relever le seuil des ECD	Oui
15. Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2016, validé au cours de la mission	Oui

Huit (8) recommandations mises en œuvre soit 53%

Quatre (4) recommandations non mises en œuvre soit 27%

Deux (2) recommandations en cours de mise en œuvre soit 13%

Une (1) recommandation partiellement mise en œuvre soit 7%

Au 30/09/2017, le montant total exécuté est de 207 345 488,00 CVE pour des prévisions de 516 009 922,85 CVE, soit un taux d'exécution de 40,18%

Les taux par bailleur, par composante et par catégorie se présentent ainsi :

Taux par bailleur :

BAILLEURS	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
FIDA	247 105 565,98	95 790 446,10	38,76%
FFE	210 497 333,99	81 599 268,90	38,76%
Etat	21 046 840,84	13 155 930,00	62,51%
Bénéficiaires	37 360 182,04	16 799 843,00	44,97%
TOTAL	516 009 922,85	207 345 488,00	40,18%

Le taux de réalisation financier de la contrepartie est satisfaisant alors que les taux de réalisation des fonds FIDA, FFE et bénéficiaires restent relativement faibles. Cette situation s'explique par :

- La contrepartie intègre les taxes ;
- Les microprojets sont de faible envergure et leur nombre limité.

Taux par composante :

COMPOSANTES	Prévisions	Réalisations	Taux
Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(PRLP)	355 633 630,00	153 265 250,00	43,10%
Formation, animation et mise en réseau	100 762 646,00	22 370 300,00	22,20%
Coordination et Gestion	59 613 916,00	31 709 938,00	53,19%
TOTAL	516 010 192,00	207 345 488,00	40,18%

Taux par catégorie :

CaTEGORIES	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution
	Montants	Poids en%	Montants	Poids en%	
Catégories I - Fonds PRLP	286 232 589,00	55,47%	108 860 180,00	52,50%	38,03%
Catégories II - Prestation de services	153 085 582,00	29,67%	56 549 134,00	27,27%	36,94%
Catégories III - Personnel	34 267 100,00	6,64%	25 079 950,00	12,10%	73,19%
Catégories IV - Fonctionnement	42 424 651,58	8,22%	16 856 224,00	8,13%	39,73%
TOTAL	516 009 922,58	100%	207 345 488,00	100,00%	40,18%

De façon globale le taux de réalisation du PTBA 2017 est tributaire de la catégorie I au regard du poids de cette catégorie (55.5%) dans le PTBA 2017.

Décaissements/bailleurs. Pour le projet POSER, à la date du 30 septembre 2017, les décaissements cumulés sur les financements extérieurs sont évalués à 9,572 millions de USD soit 46,68% des montants alloués :

- 3,031 millions de dollars USD représentant 47,51% du prêt FIDA ;
- 2,122 millions de dollars USD représentant 45,93% du prêt supplémentaire FIDA
- 4,419 millions de dollars USD représentant 46.5% du prêt FFE
- Zéro pour le don (POSER Climat)

Ce pourcentage reste relativement faible à 18 mois de la date d'achèvement du projet.

En ce qui concerne le POSER Climat l'évaluation des besoins de trésorerie pour le PTBA 2017 et les six premiers mois de de 2018 se détaille comme suit :

		Montants (USD)		
Composantes		Dépenses engagées sur le PTBA 2017 ⁽¹⁾	Evaluation des dépenses du 1er semestre 2018 ⁽²⁾	Total
1	Fonds de financement des PRLP	36 474,92	563 274,43	599 749,35
2	Appui Institutionnel pour l'Adaptation aux CC de l'Agriculture Paysanne	82 468,28	34 006,43	116 474,71
3	Coordination et suivi-évaluation du Projet	130 684,96	67 867,27	198 552,24
Total		249 628,16	665 148,13	914 776,29

⁽¹⁾ Sur ce total de dépenses un montant total de 39 199,92 ont déjà été payés à travers les fonds du POSER (ce montant est à rembourser par le POSER-Climat)

⁽²⁾ Montant évalué sur la base des prévisions de réalisation sur le 1er semestre 2018 du projet de PTBA 2018

Les contrôles indiquent des faiblesses importantes en matière de contrôle interne et les mesures de suivi sont incomplètes.

Les rapports financiers ne sont pas générés et envoyés à intervalles réguliers au FIDA comme indiqué dans les accords de financement.

Des points critiques sur le contrôle interne relevés par l'audit au 31/12/2016 n'ont pas été entièrement mis en œuvre.

Le contrôle des DRF révèle des incohérences dans la chronologie des numéros (A titre d'illustration le n°40 peut être retrouvé à la suite du numéro 258 du même journal). Cette situation dénote de nombreuses suppressions/ressaisies à plusieurs niveaux (utilisateurs) dans le logiciel qui peuvent si aucune solution n'est trouvée remettre en cause l'intégrité et la fiabilité de la base comptable du projet ;

De nombreuses pièces demandées à partir des formulaires 102 ne sont pas disponibles à l'UCP. Les pièces justificatives sont conservées au niveau des CRP (ce qui pose le problème de la responsabilité de la justification des dépenses du projet). Selon les informations fournies par le projet, des contrôles (entre 2 et 3) sont effectués annuellement pour vérifier la conformité des dépenses des CRP cependant nous relevons que ces contrôles ne sont pas systématiquement matérialisés par des rapports.

Sur la base de la sélection effectuée le taux de justifications des ECD donne un pourcentage total justifié de 31,03% détaillé comme suit :

	N°DRF							Total
	11	12	13	14	15	16	17	
Montant sélectionné	178 322,26	158 035,18	154 830,10	154 413,70	103 492,80	152 471,60	265 045,33	1 166 610,97
Pièces justificatives disponibles et contrôlées	52 462,03	513 19,60	39 567,01	70 183,04	34 537,06	29 199,19	84 788,59	362 056,52
%pièces disponibles	29,42%	32,47%	25,56%	45,45%	33,37%	19,15%	31,99%	31,03%

En conclusion le contrôle sur les dépenses des CRP qui représentent plus de 50% des dépenses de l'UCP n'est pas satisfaisant.

Les recommandations critiques suivantes des auditeurs sur le contrôle interne en vigueur n'ont pas été mises en œuvre :

- (a) Les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, nommément qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds ;
- (b) La comptabilisation et le retrait ou paiement du montant correspondant aux 8% pour le développement durable des CRP et ACD doivent être précédés par une non-objection préalable du suivi-évaluation de l'UCP-PNLP qui doit aussi confirmer à priori que les microprojets sont déjà conclus ;
- (c) L'UCP-PNLP doit créer la fonction d'auditeur interne pour l'analyse périodique des systèmes de contrôle interne implémentés dans l'UCP et les CRP de façon à mieux sauvegarder les fonds et les actifs du programme en général.

L'effectif du POSER a été réduit. Le Responsable Animation, Communication et Réseaux est malade depuis quelques mois. Son poste est cumulé par la Responsable Genre et Ciblage. A cette situation s'ajoute la démission de l'Animateur de la CRP Santiago Sud, dont il faut assurer rapidement le remplacement.

Tous les contrats signés par le personnel sont des contrats à durée indéterminée dont le terme indiqué est la fin de projet. Cette situation est contraire aux dispositions de l'accord de financement (Page 11); les salaires servis à certains agents notamment les comptables sont différents de ceux indiqués dans les contrats de travail.

Evaluation des performances. Le personnel n'a pas fait l'objet d'évaluation depuis le début du projet.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Faire remonter toutes les pièces justificatives originales des CRP vers l'UCP. Cela pourra se faire au fur et à mesure de la soumission des demandes des fonds des CRP. Celles-ci pourront à défaut garder des copies à leur niveau	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 juin 2018	[proposed]
Veiller à ce que les ACD et les CRP facturent, comptabilisent et prélèvent leurs pourcentages sur les microprojets	RPSE, RAF, Coordonnateur,	01/01/2018	[proposed]
Mettre en place une cellule de contrôle/validation des pièces des CRP qui devra contrôler les documents comptables et les pièces justificatives à la réception des DRF des CRP avant tout décaissement par l'UCP	Coordonnateur, RAF	01/01/2018	[proposed]
Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO	RAF, le Coordonnateur	30 avril 2018	[proposed]
Analyser et mettre en œuvre les recommandations de l'audit 2016	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 avril 2018	[proposed]

Les rapports d'audit ont été soumis avant la date d'échéance. Les rapports sont en grande partie conformes aux termes de référence convenus, aux directives du FIDA et aux normes d'audit acceptables.

Le financement global ne rencontre que des problèmes mineurs. La plupart des engagements juridiques sont respectés par le projet.

Passation des marchés. Des difficultés modérées sont rencontrées lors des acquisitions au niveau du PPM, notamment le manque d'informations dans le PPM pouvant faciliter une appréciation de l'exécution des marchés et un suivi de la planification des activités de passation de marchés initialement prévues.

POSER

Comparaison registre de contrat du Service comptabilité (TOM2PRO) et celui du RPM

Certaines divergences ont été notées entre le registre tenu par la RPM et celui issu du logiciel (différences entre le nombre de contrats répertoriés, ainsi que certaines variations au niveau des

dates de contrats). Il y a lieu d'harmoniser les données TOM2PRO avec celles disponibles au niveau de la RPM.

Le taux d'exécution du PPM 2017 est le suivant :

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	6	4	26	20%
Fournitures	0		25	0%
Protocole		3		100%
Total	6	7	51	25%

Examen des dossiers de passation de marchés au niveau de la RPM

Nous avons passé en revue 06 marchés de consultants pour le POSER 2017 avec comme objectifs de s'assurer que les modalités de pré-sélection sont conformes avec les procédures nationales et les directives du FIDA.

Après analyse de l'échantillon, les méthodes utilisées/appliquées pour les services de consultants ne présentent pas d'observations particulières pour la conformité avec les procédures citées plus haut à l'exception du contrat N.003 relatif à l'audit des comptes 2016 prévu sur le PPM pour être effectué par la méthode SQL mais heureusement réalisé avec la méthode SBQC.

On note également un certain retard dans l'exécution du contrat N.015 relatif à l'évaluation des performances du personnel de l'UCP.

En ce qui concerne l'acquisition des biens et services, les prévisions du PPM s'élèvent à 145.752,14 CVE mais aucune des prévisions n'a encore été exécutée.

A cet effet, le projet devrait, lors de la préparation et soumission du PPM 2018, réfléchir sur ces capacités réelles de réalisation des activités à inclure dans ledit PPM.

Une base de données fournisseurs est disponible au niveau de l'UCP. Elle a été élaborée par la RPM qui effectue des mises à jour périodiques. Cependant, cette base n'a pas fait l'objet de validation par une commission et interne/ou par les autres services.

Nous recommandons à l'UCP de relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission interne qui va valider la base de données lors de son tout prochain renouvellement.

En termes de classement, les dossiers de passation de marchés sont d'une manière générale bien ordonnés mais leur classement nécessite une mise à jour régulière pour palier à certaines petites failles en vue d'en faciliter l'exploitation en cas de vérification.

POSER-Climat

Le PPM 2017 a été élaboré et soumis mais la non-objection n'a pas été accordée à la date de la mission.

Le plan de passation des marchés (PPM 2017-2018) dans le DCP Climat final bien élaboré n'a pas été suivi.

Deux (2) marchés de consultant ont été exécutés concernant le recrutement de deux consultants internationaux en assistance technique pour une valeur de 4.609.663 CVE, soit 41.803,41 euros et l'autre prévu dans le PTBA 2017 mais non reflété dans le PPM 2017 par omission pour une valeur de 716.281,44 CVE soit 6.495,70 euros pour l'assistance technique à l'UCP dans le cadre du POSER-C pour l'actualisation du manuel des procédures du suivi-évaluation.

Le taux de réalisation est le suivant :

PPM de 18 mois

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	1	6	21	33.33%
Travaux			19	0%

Biens et services			18	0%
Total	1	6	58	12.68%

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Améliorer la présentation du PPM en renseignant les sections nécessaires avant l'envoi de la demande d'ANO au FIDA.	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Identifier et signer un contrat d'assistance ponctuel avec une personne ressource pour un appui au suivi et à la passation de marchés et prévoir un renforcement des capacités de la RPM	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Dans la mesure où le registre des contrats présenté lors de la soumission des DRF est celui issu du logiciel TOM2PRO, initier un rapprochement périodique entre le registre extra comptable et celui issu du logiciel pour déceler et corriger les éventuelles incohérences	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Tenir compte des capacités de mise en œuvre lors de l'élaboration des PPM	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission qui va valider la base de données fournisseurs	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Suivre rigoureusement les règles de passation des marchés pour une bonne élaboration des PPM du POSER-C	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]

E. Mise en œuvre du Programme

i. Efficacité et Focus sur le Développement

Effectivité du Développement

Efficacité **Note :** **4**

Justification de la notation

Le Programme a touché directement 9 523 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 10 957 ménages, soit un taux de couverture de 87%. Selon les témoignages des bénéficiaires rencontrés par la mission, le Programme a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs ménages, ainsi que l'accumulation des biens. Dans les différentes régions et sites visités, la mission a noté l'engagement et la motivation des CRP et des ACD dans l'appui aux bénéficiaires. Elle a également constaté l'adhésion des différents acteurs du développement (ACD, ONG, Services de l'Etat, Collectivités locales) aux CRP. Cela est un signal prometteur en termes d'appropriation et de durabilité des acquis du POSER. Cependant, pour un projet dans son avant-dernière année de mise en œuvre, et qui de surcroît présente un faible taux de décaissement et un niveau d'exécution relativement bas, il est difficile de parler d'efficacité. Des dispositions urgentes devraient être prises pour améliorer le niveau d'exécution du Programme, de même que le celui de décaissement durant l'année 2018.

Analyse du Log-Frame & Principaux problèmes d'Efficacité

Le cadre logique révisé n'a pas encore fait l'objet de partage avec la participation de tous les acteurs clés impliqués. Les activités développées par le programme sont pertinentes par rapport au contexte. Cependant, du fait du retard constaté dans la mise en œuvre, des risques existent quant à l'atteinte des résultats et les objectifs du programme dans les délais impartis. Les raisons principales sont (i) la faible dimension et l'envergure des projets financés par le Programme, (ii) la faiblesse des ressources mises à la disposition des CRP pour la mise en œuvre du PRLP. Pour le CRP de São Vicente, le POSER a affecté au financement des microprojets 20 538 738 Escudos soit environ 35% des besoins de financement et 26% en référence à la prévision de financement du Costab du Programme. Cette situation entraîne très souvent le rejet des demandes de financement des ACD ou le redimensionnement de certains microprojets pour rester dans l'enveloppe. C'est le cas du microprojet d'acquisition de pirogues équipées de moteur de l'ACD Nova Geração de Pescadores de São Pedro visité par la mission. Sur 145 membres dont environ 70 pêcheurs sans pirogue, la CRP n'a pu financer que 6 bénéficiaires ; et (iii) le manque d'une approche chaîne de valeur pour mettre en cohérence les différents microprojets financés par le Programme afin d'impacter significativement le niveau de pauvreté des bénéficiaires. La mission a noté

que les indicateurs d'effets et d'impacts ne sont pas encore suivis par le Programme. Cette situation devra être corrigée sans délai.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Exécution du PTBA 2018 Prendre les dispositions pour améliorer le taux d'exécution du Programme en 2018, de même que le taux de décaissement	Coordo/UCP	décembre/2017	Proposé
Renforcement des activités en 2018 Revoir à la hausse la taille des microprojets, y consacrer beaucoup plus de ressources et élaborer les plans d'affaires en tenant compte des chaînes de valeur	Coordo/UCP	décembre/2017	Proposé

Focus sur le Development

Ciblage et sensibilisation

Note : 5

Justification de la notation

Pour la prise en compte de l'équité homme-femme, le taux de la Mission de Revue à mi-parcours a été maintenu. La parité homme-femme est certes d'application dans les différents aspects du POSER, mais l'on constate qu'il n'y a aucune femme, qui préside les CRP. Aussi, la participation des femmes dans les organes de direction est assez faible.

De même, pour l'efficacité du ciblage, le taux demeure le même. Pour un microprojet de l'élevage à Santiago, l'association communautaire a sélectionné 4 membres bénéficiaires. Ces 4 bénéficiaires étaient en fait formés de 2 couples. Certes, c'est un cas rare, mais si le ciblage était conformément aux normes, d'autres chefs de ménage pauvres, pourraient en être bénéficiaires, pour former cette équipe de 4 bénéficiaires.

Aussi, la femme ciblée pêcheur, par l'Association, fait plutôt la commercialisation du poisson. Bénéficiaire directe d'un bateau construit, qu'elle l'a remis à son mari pêcheur; elle peut courir le risque que le mari ne puisse pas lui remettre la quantité correcte pêchée pour la commercialisation. Ce risque peut aller jusqu'au niveau où la bénéficiaire directe, ne soit peut-être pas capable de procéder au remboursement du crédit.

Principaux problèmes

Dans le domaine de ciblage, hormis quelques rares cas, la sélection des bénéficiaires a été conforme aux normes du FIDA et au Guide de Ciblage réalisé par le projet. La population pauvre réside effectivement en milieu rural, exception faite des bénéficiaires d'un microprojet de la ville de Sao Vicente, dont les bénéficiaires sont des agriculteurs du milieu rural et qui sont appelés en ville, pour pratiquer leur expérience des agriculteurs.. Aussi, le mécanisme d'auto-ciblage a été d'application, car les produits à récolter et les services répondent aux besoins des groupes-cibles. Aussi, les services et les ressources sont orientés vers les bénéficiaires ciblés (Ciblage direct).

Ainsi, les bénéficiaires apportent leur expérience d'agriculteurs, d'éleveur, d'aviculteur ou d'autre au microprojet. Les techniciens des CRP ont pu former ces groupes-cibles de quelques thèmes sur la gestion. Les partenaires de POSER, entendez les partenaires techniques et les bénéficiaires, s'approprient de la stratégie du genre et visent à la performance du programme.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Application stricte de la stratégie de ciblage Respecter le processus de ciblage en conformité avec le FIDA et le Guide de Ciblage du POSER	CRP, ACD, autres partenaires techniques	Permanent	Propose
Proposition d'un programme de suivi Suivre l'application des enseignements reçus sur le terrain	CRP, ACD, autres partenaires techniques	Permanent	Propose

Équité genre & participation des femmes

Note : 4

Justification de la notation

L'égalité homme-femme, n'est pas encore aléatoire. Ils ne sont pas nécessairement traités sur le même pied d'égalité dans tous les domaines. Alors que la terre appartient aux privés, une femme ne peut pas être propriétaire terrien et selon les questions culturelles, elle doit s'occuper d'autres types d'activités. En dehors de quelques indicateurs, le pourcentage occupé par la femme dans les microprojets est souvent inférieur à celui des hommes. Aucune femme n'est présidente de CRP dans l'ensemble de 9 îles. La plus part des femmes pauvres sont des chefs de ménages, appelées seules à prendre soins des enfants. L'égalité entre l'homme et la femme est encore aléatoire. Ainsi, le taux 4 correspond à l'aspect de l'égalité homme-femme.

Quant à la participation des femmes, elle est assez faible, à plusieurs niveaux en l'occurrence : 45 % aux instances supérieures des ACD où elles n'occupent que des postes de moindre importance, alors qu'on la souhaiterait solliciter le poste de Présidente ou Vice-Présidente ; 42 % aux AGR par CRP, 45 % aux séances de formation dispensées par les CRP, etc.

Principaux problèmes

Le pays ne dispose que de 10% de terre arable ou cultivable. Comme dit plus haut, la terre appartient aux privés. A l'exception de quelques femmes veuves ayant hérité la terre de leur défunt mari, des femmes, ne sont culturellement pas propriétaires de terre. De ce fait, une femme pauvre peut ne pas bénéficier des avantages lui offertes par le Microprojet, même si elle a été sélectionnée en bonne et due forme. Il y a aussi lieu de noter que le dépierrage manuel des sites pour rendre le sol cultivable, est un travail extrêmement difficile, particulièrement pour les femmes. Une technologie appropriée pour arracher les pierres sous terre, s'avère nécessaire.

Alors qu'il a été prévu que la participation globale de la femme à 50 %, cette participation est actuellement de 47 %. Malgré sa faible présence aux organes supérieurs des ACD et CP, la femme leader bénéficierait très prochainement de l'ICIEG avec le concours de Larço Branco, des thèmes sur le leadership féminin. Le suivi de tous ces modules doit être de rigueur.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Renforcer les capacités des femmes en matière de Leadership féminin	ICIEG, ONG Laço Branco	Dès le début de décembre 2017	Proposé
Acquisition de la technologie moderne pour les travaux d'épierrage à travers la coopération avec des ambassades susceptible d'appuyer le Gouvernement dans ce sens	Gouvernement, ambassade du Japon ou autres coopérations bi et multilatérale	Dès que possible	Proposé

Productivité Agricole (le cas échéant)

Note : 3

Justification de la notation

Les microprojets économiques agricoles exploitent des techniques de production des cultures maraichères qui contribuent à l'utilisation et à la gestion efficace de l'eau à la parcelle. Les techniques utilisées sont principalement : i) irrigation goutte à goutte à la parcelle, ii) cultures sous serre avec irrigation goutte à goutte et iii) cultures sous serres à racines nues communément appelé « Hydroponie ». Les trois techniques sont utilisées à l'aide d'un point d'eau qui est lié à un réseau d'adduction et de distribution de l'eau à la parcelle de l'agriculteur bénéficiaire. Tous ces systèmes présentent de gros avantages en termes de productivité. Il est regrettable que la défaillance en matière de collecte de données n'a pas permis de faire des calculs de rendement des cultures dans ces conditions de production. L'UCP devra prendre toutes les dispositions pour qu'à l'avenir les données soient disponibles.

Les microprojets d'élevage sont principalement des petites unités d'élevages familiales ou collectifs dont les activités portent sur : i) l'élevage des poules pondeuses pour la production et la vente des œufs par les bénéficiaires ; ii) l'élevage des porcs dont les activités portent sur l'engraissement de porcs pour la vente de la viande et la production de porcelets pour la vente des animaux vivants ; iii) l'élevage des caprins pour la viande et le lait destiné à la consommation des familles et à la fabrication de fromage ; et iv) l'élevage des ovins pour la viande destiné principalement à la commercialisation des animaux vivants ou de la viande. Les bénéficiaires sont des personnes issues des familles pauvres et qui sont constituées surtout des femmes et des jeunes qui ont un accès limité au foncier.

Principaux problèmes

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Prendre les dispositions pour la collecte de données et rendre celles-ci disponibles	RMP/UCP	Immédiat	Propose

Adaptation au Changement Climatique

Rating: 5

Justification de la notation

Eu égard à la mise en œuvre progressive des activités du POSER-Climat, nombre des enjeux liés à la contrainte climatique seront pris en charge par cette nouvelle composante, en termes de répliquabilité et de mise à l'échelle. Le POSER-Climat prévoit notamment la formation des CRP et des ACD à l'intégration des risques climatiques dans les projets et stratégies, également le renforcement des équipements météorologiques sur les quatre îles du projet. Le volet sur l'intégration des risques, une fois mis en œuvre, pourra servir d'exemple en termes de conduite d'un développement résilient visant à mieux prendre en compte les risques liés aux aléas dans la planification du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Principaux problèmes

Le Cap Vert est actuellement très durement affecté par une sécheresse. En réponse à cette sécheresse, le gouvernement a décidé de ne pas supporter directement les populations affectées, mais d'augmenter le capital (ou recapitaliser) les institutions de microfinance afin que celles-ci puissent prêter à taux plus faible auprès des populations affectées. Ces prêts ont notamment vocation à l'achat de nourriture pour le bétail. D'un point de vue économique et social, cette mesure porte à question eu égard au risque qu'elle crée parmi les populations rurales, les plus pauvres du pays. En effet, alors que le microcrédit est destiné au financement d'investissements productifs, la mesure actuelle vise à ce que les particuliers financent le redressement des conséquences de la sécheresse. Cette mesure pourrait d'une part accentuer le niveau de d'endettement des foyers (voire créer des situations de surendettement pour certains), exclure les populations les plus pauvres du soutien financier, voire augmenter les écarts de richesse entre zones urbaines et rurales. Il est urgent qu'une analyse détaillée du mécanisme prévu par le gouvernement soit conduite afin d'évaluer son implication sur la pauvreté rurale et les inégalités au Cap Vert. De plus, sur le plus long terme, il s'avère nécessaire d'adopter des mesures plus efficaces de gestion des risques – dont leur transfert par exemple par le biais de mécanismes d'assurance ou d'autres types qui devraient être étudiés et testés avant d'être mis à l'échelle. Dans le cadre de l'étude de « baseline » mise en œuvre par UniCV pour le POSER-Climat, il s'avère également nécessaire d'ajouter une partie dédiée aux conséquences des aléas climatiques et aux stratégies d'adaptation des foyers afin d'évaluer de quelle manière le POSER-Climat aura permis d'améliorer la résilience des foyers ruraux. De plus, afin d'améliorer la significativité statistique de la baseline réalisée par UniCV, il pourrait être nécessaire d'ajouter du financement pour la création d'un groupe dit de « contrôle ».

Actions	Responsabilité	Deadline	Status
Analyse économique et sociale du mécanisme de financement de la sécheresse (le cas échéant, une consultation) <ul style="list-style-type: none"> Proposer au ministère de l'agriculture à ce qu'une analyse économique et sociale afin d'évaluer les implications du financement du redressement par le micro-crédit Le cas échéant, procéder à l'organisation d'une consultation (incluant les bailleurs internationaux) sur ces implications et les solutions. 	OB	12/ 2017	Propose
Analyse des mesures de gestion de risque contre les aléas climatiques, au premier lieu desquels la sécheresse <ul style="list-style-type: none"> Faire l'inventaire des études portant sur la gestion des risques au Cap Vert Si nécessaire, encourager / conduire une analyse sur la gestion des risques, qui inclue également différents mécanismes de transfert des risques. 	Coordo Équipe POSER-C	3/ 2018	Propose
Intégrer un module sur les impacts des aléas climatiques et les stratégies d'adaptation <ul style="list-style-type: none"> Faire parvenir des questions additionnelles sur la résilience sur la base des outils disponibles au FIDA. Explorer la possibilité (en termes de financement) d'ajouter des groupes de contrôle pour chacune des îles du pays. 	FB / OB	12/2017	Propose

ii. Durabilité et mise à l'échelle

Partenariat Note : 5

Justification de la notation

L'exécution du POSER se fait avec ses partenaires de mise en œuvre ; ce sont les CRP (cadres de concertation dans lesquels participent les structures déconcentrées de l'Etat, et des ONG et Associations), les ACD, des institutions nationales, des privés avec lesquels des conventions et contrats sont signés. Les principaux partenaires que sont les ACD et CRP, renforcées avec plus d'autonomie technique et financière, pourront, à la clôture du Programme, prendre en charge un certain nombre de fonctions notamment le conseil technique et commercial, l'entretien des ouvrages hydrauliques, etc. pour garantir la durabilité des investissements. Actuellement, les capacités d'autofinancement des CRP/ACD sont faibles. Elles sont dépendantes principalement du financement du POSER. On note toutefois des avancées qui pourraient être consolidées : les CRP de São Vicente, de Santo Antão visitées par la mission ont développé des partenariats avec autres bailleurs de fonds notamment l'Union Européenne, des ONG et des entreprises publiques et privées, et ont bénéficié de ressources financières supplémentaires. Certaines CRP commencent à fournir des prestations de services pour leurs partenaires, notamment les CRP de São Vicente et de Santo Antão (formation en informatique et gestion financée par l'UE, stages d'étudiants des universités, financement de microprojet par une ONG portugaise).

Capital humain et social, et autonomisation Note : 4

Justification de la notation

Certes, le Cabo Verde aspire à un développement durable et beaucoup d'activités ont été réalisées. Il y a lieu de noter que dans le cadre du genre et égalité homme et femme, le gouvernement n'a pas donné aux femmes, les moyens de participer pleinement à la vie économique dans tous les différents secteurs pour une meilleure participation à la réalisation des objectifs d'un développement durable auquel s'attend le pays. Ce qui, essentiellement conduirait à l'amélioration de la qualité de vie de la femme, de l'homme, de la famille et de la communauté. En milieu rural, la femme n'est pas propriétaire terrien. Si elle a un lopin de terre, à louer, pour la rendre cultivable, elle doit être confrontée au travail extrêmement dur de dépierrer le sol. C'est dans ce cadre que sa participation est faible dans le domaine de l'agriculture. Cette faiblesse se constate aussi dans la plupart des Microprojets garantis par le projet.

La femme, principal facteur de production, est considérée comme la plus pauvre des pauvres. Pour qu'elle puisse s'épanouir correctement, l'on doit appliquer en sa faveur, le principe de discrimination positive.

Principaux problèmes

Dans le domaine du genre, l'autonomisation de la femme n'est pas totalement assurée et cela fait perdurer la pauvreté féminine et particulièrement en milieu rural.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Autonomisation de la femme Donner à la femme les moyens nécessaires pour mieux accompagner le processus du développement	Gouvernement et partenaires de terrain	Dès que possible	Proposé
Réduction de l'écart existant entre l'homme et la femme Pratiquer le principe de discrimination positive en faveur de la femme	Partenaires de terrain	Permanence	Proposé

Qualité de la participation des bénéficiaires Note : 4

Justification de la notation

La population féminine compte au moins 50 % de la population totale tant au niveau de la nation que dans les structures techniques d'encadrement (ACD et CRP). La participation de ce groupe-cible; comme bénéficiaires dans la mise en œuvre du POSER est plus bas qu'en 2016. Jusque-là, les hommes et les femmes se sont répartis presque équitablement la proportion de leur participation dans différents aspects du projet. Actuellement, les femmes ont perdu 3 % de leur participation et s'y retrouvent à 47 % contre 53 % des hommes.

Principaux problèmes

Pour réduire la pauvreté, particulièrement en milieu rural, il y a lieu de promouvoir la participation des femmes dans les organes des ACD et CRP, en leur accordant l'opportunité d'occuper les postes de direction, leur permettant ainsi de participer à la prise de décision.

Le contrat avec ICIEG permettra de procéder au lancement d'une série de formation dont le leadership féminin.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Encouragement des femmes à occuper un poste de direction à l'ACD et CRP Sensibiliser les femmes à solliciter les postes de direction des ACD et CRP. Les hommes doivent participer à ces séances de sensibilisation	POSER, MAA, ACD, CRP; ICIEG, Laço Branco	Au renouvellement du mandat	Proposé
Renforcement des capacités des bénéficiaires Réaliser la formation sur le leadership féminin Procéder au suivi des bénéficiaires	ICIEG, Laço Branco, Responsable Genre/POSER	Dès janvier 2018	Proposé

Réactivité des fournisseurs de services

Note : 5

Justification de la notation

Les services fournis par les CRP, les ACD et les structures de l'Etat pour le suivi et l'appui technique des CRP sont généralement de bonne qualité. Ils sont livrés à temps et dans le respect du budget. Les rapports fournis sont assez complets, informatifs et livrés avec moins d'un mois de retard. Les services fournis répondent en termes généraux et aux demandes de la clientèle rurale.

Principaux problèmes

Les rapports mensuels des CRP sont régulièrement transmis à l'UCP l'UCP au plus tard le 10 du mois suivant comme le stipulent les dispositions du manuel de procédures. Ils comprennent : i) la base Tom2Pro ; ii) les journaux de banque, les relevés bancaires, les rapprochements bancaires et les reconstitutions des comptes désignés ; iii) la DRF d'alimentation ; iv) le tableau d'exécution budgétaire par bailleur, par composante et par bailleur v) le journal de caisse, le procès-verbal d'arrêté mensuel de caisse ; vi) le registre des contrats et les fiches de suivi des contrats ; vii) les états des salaires.

Cependant de nombreux chèques restent en suspens dans les CRP ce qui occasionne des difficultés de justification lors de l'élaboration des DRF.

Certaines recommandations des auditeurs pour l'amélioration du contrôle interne dans les CRP n'ont pas été mises en œuvre. Il s'agit notamment de :

- L'évaluation systématique du personnel doit être faite, au moins à la fin de chaque année civile
- Un rapport écrit du responsable ou collaborateur doit être exigé après le retour des voyages en service;
- Les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, nommément qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds.

Environnement et Gestion des Ressources naturelles

Rating: 5

Justification de la notation

Grâce aux micro-projets d'irrigation ayant contribué à la diffusion des techniques de goutte-à-goutte, le projet a probablement permis de réduire la consommation en eau agricole tout en gagnant en efficacité. Cependant, l'utilisation de l'eau pour l'irrigation est encore peu optimale – les populations ont peu été formées à des méthodes améliorées d'irrigation. Par exemple, le système de goutte-à-goutte est encore placé en surface alors qu'il pourrait être placé sous la surface pour réduire les besoins et la consommation en eau et favoriser la croissance végétale. Le projet POSER a aussi favorisé l'équipement des forages par l'énergie solaire, réduisant les besoins en énergie électrique et / ou fossile. Ce mouvement d'électrification solaire sera encouragé dans le cadre du POSER-Climat.

Principaux problèmes

La gestion de l'eau par les associations d'utilisateur pourrait être optimisée essentiellement par rapport à deux aspects : (1) l'entretien des infrastructures (réservoirs, forages, réseaux de distribution) ; (2) les pratiques d'irrigation. Dans ces deux cas, il est recommandé que les communautés ayant été équipées d'infrastructures par les financements du POSER ou POSER-C reçoivent une formation pour l'entretien et les pratiques d'irrigation consistant notamment à arroser moins fréquemment, etc. Un expert national, par exemple issu de l'ANAS, pourrait dispenser ces formations – tant aux personnels des CRP, qu'aux ACD et aux représentants des délégations du MAA. Ces formations devront être conduites en adéquation avec les résultats de l'étude (sur financement de la coopération Luxembourgeoise) que mène en ce moment l'ANAS sur la gestion communautaire de l'eau agricole. Ces formations permettront ainsi de faciliter l'accès des populations aux recommandations de cette étude.

En ce qui concerne l'électrification solaire des ouvrages, il est recommandé d'accentuer ce mouvement au cours de la dernière année du POSER. Ainsi les projets structurants auxquels travaille l'UCP devraient tous bénéficier (lorsque nécessaire et justifié) d'électricité d'origine solaire.

Actions	Responsabilité	Deadline	Status
Renforcer les capacités des communautés d'usagers d'eau pour l'irrigation <ul style="list-style-type: none"> - Identification de formateurs spécialisés dans la gestion participative des infrastructures d'accès à l'eau agricole - Formation des ACD, CRP et délégations 	OB / LL	3/ 18	Proposé
Accélérer le déploiement de l'énergie solaire dans les projets du POSER <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'expertise dans l'électrification solaire, par le biais de « kit solaire » en collaboration avec les autorités et experts compétents. 	JF	Continu	Proposé

Stratégie de sortie

Rating: 3

Justification de la notation

La stratégie de sortie et de pérennisation du programme est basée principalement sur (i) le renforcement des capacités des acteurs locaux et de leurs structures notamment des ACD et les CRP; (ii) la rentabilité économique et financière des microprojets; (iii) le développement de synergie et de complémentarité avec les services techniques déconcentrés de l'Etat, les ONGs, les projets et programmes appuyés par d'autres bailleurs de fonds; (iv) le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC); et (v) l'accès durable au financement, aux intrants et matériels/ équipements agricoles, au conseil agricole et rural de qualité et au marché plus rémunérateurs des porteurs de microprojets.

Le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) est actuellement à 2,5%. La mission a constaté que les taux de remboursement, les montants, les modalités et les dates de paiement ne sont pas encore claires pour les CRP et les ACD. L'opérationnalisation de ce remboursement est un gage de durabilité.

Les CRP se sont regroupées en une Fédération, créée en Juin 2017. Afin de faciliter l'accès au marché plus rémunérateur, un projet de mise en place de coopérative pour la commercialisation des produits des bénéficiaires a été élaboré. La coopérative permettra une vente groupée de la production, la mise en relation commercialisation entre les producteurs et les opérateurs de marchés. Cette coopérative, pourra consolider les actions des CRP dans leurs appuis aux ACD et aux producteurs. Elle apparait comme un facteur pouvant renforcer la durabilité des actions du POSER

Principaux problèmes

Actions	Responsability	Deadline	Status
Evaluer des capacités d'organisation, de gestion et technique des ACD/CRP et appuyer a l'élaboration de plan d'action pour le renforcement de la professionnalisation et de l'autonomisation par ACD et par CRP	Responsable Composante 2/RSE/CRP	28 février 2018	Proposé
Faciliter l'accès aux financements des ACD à travers (i) l'intermédiation financière entre les porteurs de microprojets et les IMF, (ii) le renforcement de leur capacité de négociation et de partenariat pour la mobilisation d'autres ressources notamment des bailleurs de fonds, des entreprises privées pour l'exécution des financements du PRLP et (iii) le recouvrement du FRC	Responsable Microfinance et Entrepreneuriat /CRP/APIMF	30 Juin 2018	Proposé
Développer un Protocole de collaboration avec Pro-empresa ancienne l'Agence capverdienne de développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation (ADEI)	Responsable Microfinance et Entrepreneuriat / Coordonnateur	Février 2018	Proposé
Systématiser les cotisations annuels pour les membres des CRP notamment les ACD, les ONGS...etc.	ACD/CRP	30 Mars 2018	Proposé

Potentiel de mise à l'échelle

Rating: 4

Justification de la notation

Dans un pays où la ressource en eau est de plus en plus rare et difficile à trouver, la question de la gestion de l'eau devient un enjeu crucial. La mission a pu noter les dispositions prises par les autorités pour diffuser les stratégies efficaces de gestion de l'eau et, en même temps les efforts d'amélioration du niveau de productivité agricole. On pourrait commencer par citer l'exhaure de l'eau : en effet, de nombreux forages permettent l'accès à l'eau, mais ils sont pour la plupart actionnés par le réseau électrique national qui fait que l'eau devient très chère. On observe de plus en plus l'utilisation de l'énergie solaire pour l'exhaure, ramenant ainsi le prix de l'eau à de meilleures proportions. Ensuite, il y a l'utilisation du système d'irrigation « goutte à goutte » qui, en soi est lui-même très économe en eau. Puis, on en vient à la culture sous serre qui permet de mieux contrôler les conditions de production afin de maximiser les rendements. Toutes ces techniques associées à l'application de bonnes pratiques agricoles devraient permettre de rentabiliser les microprojets agricoles, et ainsi accroître le potentiel de réplication à grande échelle.

iii. Gestion du Programme

Qualité de la Gestion du Programme

Rating: 4

Justification de la notation

Suite au changement institutionnel intervenu dans le pays en 2016, l'ancrage du POSER est passé du Ministère de la Jeunesse à celui de l'Agriculture et de l'Environnement. La mission de supervision de juillet 2016 et la Revue à mi-parcours de décembre 2016 ont recommandé l'identification et la mise en œuvre de projets structurants et plus économiques pour améliorer la création de revenus des bénéficiaires, l'atteinte rapide des objectifs du Programme et l'augmentation du niveau de décaissement. Le Programme est en train de mettre en œuvre ces recommandations. La nomination d'un coordonnateur de projet technicien des métiers ruraux (agronome) est venue renforcer cette tendance. La mission a constaté une meilleure implication des directions et délégations du Ministère l'Agriculture dans la mise en œuvre du Programme. Certes, il faudra renforcer cela par l'utilisation de techniciens du MAA à travers des conventions avec les Directions et les Délégations.

En ce qui concerne la gestion administrative et financière, hors-mis le fait que depuis son démarrage, le personnel du Programme n'a pas fait l'objet d'évaluation, les contrôles n'ont pas décelé d'insuffisance majeure à même de mettre en cause la gestion globale.

Gestion des connaissances

Note : 4

Justification de la notation

Le Programme ne dispose pas plan de partage de connaissances. Les responsables du programme et les acteurs stratégiques notamment les CRP et les ACD n'ont pas encore participé à une session de formation en capitalisation des bonnes pratiques. Cependant, il est programmé la capitalisation de la stratégie d'intervention et des résultats à travers notamment, les CRP et les ACD selon les fiches développées par la FAO. Le programme a signé un protocole d'accord avec la DGASP pour la réalisation de supports de communication (fiches, dépliants, films, émissions radios et télé) et des notes d'information pour alimenter le site Web et la page Facebook.

Les ACD et les CRP ont organisé des visites d'échanges sur le FRC, la gestion des microprojets et les bonnes pratiques au profit des bénéficiaires. Au total, 15 producteurs ont participé aux visites. Trois (3) films documentaires sur les succès du Programmes ont été produits en partenariat avec les CRP de São Vicente, Santo Antão, et Santiago Centre. Afin de garantir la diffusion des produits de la capitalisation, la mission recommande au Programme de développer un partenariat solide avec les organes de presse et de mettre en place un plan de capitalisation des résultats du Programme. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des CRP et de l'unité de coordination sur la capitalisation des résultats du programme La mission est d'avis que le Programme doit organiser des visites d'échange pour les ACD et les CRP sur l'approche chaîne de valeur au Sénégal et la gestion de l'eau au Maroc.

Principaux problèmes

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Diffusion des actions du Programme Développer un partenariat solide avec les organes de presse et de mettre en place un plan de capitalisation des résultats du Programme	RSE/COORDO/UCP	Janvier/2018	Proposé
Internalisation de l'approche « chaîne de valeur » organiser des visites d'échange pour les ACD et les CRP sur	RMP/RSE	Janvier/2018	Proposé

l'approche chaîne de valeur au Sénégal et la gestion de l'eau au Maroc			
--	--	--	--

Cohérence PTBA et son exécution

Rating: 3

Justification de la notation

La mise en œuvre du PTBA n'atteint pas 60% des objectifs fixés et sur la base de l'analyse des engagements en cours et des prévisions de dépenses, la barre de 60% ne sera pas franchie au 31/12/2017

Examen du PTBA

Au 30/09/2017, le montant total exécuté est de 207 345 488,00 CVE pour des prévisions de 516 009 922,85 CVE, soit un taux d'exécution de 40,18%

Les taux par bailleur, par composante et par catégorie se présentent ainsi :

Taux par bailleur :

BAILLEURS	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
FIDA	247 105 565,98	95 790 446,10	38,76%
FFE	210 497 333,99	81 599 268,90	38,76%
Etat	21 046 840,84	13 155 930,00	62,51%
Bénéficiaires	37 360 182,04	16 799 843,00	44,97%
TOTAL	516 009 922,85	207 345 488,00	40,18%

Le taux de réalisation financier de la contrepartie est satisfaisant alors que les taux de réalisation des fonds FIDA, FFE et bénéficiaires restent relativement faibles. Cette situation s'explique par :

- La contrepartie intègre les taxes ;
- Les microprojets sont de faible envergure et leur nombre limité.

Taux par composante :

COMPOSANTES	Prévisions	Réalisations	Taux
Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(PRLP)	355 633 630,00	153 265 250,00	43,10%
Formation, animation et mise en réseau	100 762 646,00	22 370 300,00	22,20%
Coordination et Gestion	59 613 916,00	31 709 938,00	53,19%
TOTAL	516 010 192,00	207 345 488,00	40,18%

Taux par catégorie :

CaTEGORIES	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution
	Montants	Poids en%	Montants	Poids en%	
Catégories I - Fonds PRLP	286 232 589.00	55.47%	108 860 180.00	52.50%	38.03%
Catégories II - Prestation de services	153 085 582.00	29.67%	56 549 134.00	27.27%	36.94%
Catégories III - Personnel	34 267 100.00	6.64%	25 079 950.00	12.10%	73.19%
Catégories IV - Fonctionnement	42 424 651.58	8.22%	16 856 224.00	8.13%	39.73%
TOTAL	516 009 922.58	100%	207 345 488.00	100.00%	40.18%

L'amélioration de la performance globale du PTBA reste fortement tributaire de la mise en œuvre des micro-projets et des projets structurants (catégorie I « Fonds PRLP » représentant en poids plus de 50% des prévisions budgétaires du poids). Un accent particulier devra donc être porté sur la sélection et la mise en œuvre rapide et efficiente des activités de cette catégorie si l'on veut atteindre les objectifs fixés par le projet à son élaboration

Performance du Système de Suivi-évaluation

Rating: 3

Justification de la notation

Le Document de conception du Projet (DCP) a envisagé un système de suivi et évaluation pour le suivi de performances du Programme, des résultats et des impacts. Le Système de Suivi et Evaluation (SSE) du POSER a été récemment mis à jour pour prendre en compte les activités du POSER-Climat. Les recommandations de la mission de revue à mi-parcours relatives à l'amélioration du SSE n'ont pas encore été mises en œuvre par le projet.

Actuellement l'opérationnalisation du SSE présente certaines difficultés. Il ne parvient pas encore à renseigner les indicateurs de réalisations, d'effets et d'impacts. La base de données du programme est principalement constituée des informations relatives à l'identification des microprojets et des bénéficiaires désagrégée par sexe et par âge. L'implication dans le dispositif de suivi et évaluation de l'ensemble des parties prenantes spécifiquement les délégations régionales du Ministère de l'agriculture, des ACD et des CRP n'est pas encore totale. La présence du cellule de suivi-évaluation de l'UCP sur le terrain n'est pas effective. Le système de suivi et évaluation du programme ne sert pas encore d'outil de pilotage à l'usage de l'UCP, des CRP, des ACP et des bénéficiaires.

Cette situation s'explique principalement par (i) la faiblesse du dispositif de collecte et de traitement des informations au niveau des ACD et des CRP ; (ii) l'absence de rapport d'activités périodiques partant du terrain notamment des ACD et des CRP vers l'UCP du programme ; (iii) l'absence d'auto-évaluations participatives et des d'enquêtes thématiques pour la mesure de l'impact qui permettront de documenter les effets du programme; (iv) l'absence dans les plans d'affaire des microprojets d'indicateurs objectivement vérifiables à atteindre et (vi) l'absence de réunions de coordination trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre pour passer en revue l'avancement du Programme.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Renforcer le dispositif de suivi et évaluation du programme par l'utilisation des outils de collecte de données et l'identification au sein des ACD des personnes ressources endogène/ Animateurs (2 par ACD) et de Responsable de Suivi au niveau des CRP.	RSE/CRP/ACD	31 Janvier 2018	Proposé
Former les personnes ressources endogène des ACD et des responsables SE des CRP sur la collecte et le traitement des données et l'utilisation de la base de données et donner le droit d'accès au système des Responsables suivi comme administrateur local.	RSE / Coordonnateur	Février 2018	Proposé
Systématiser l'élaboration des rapports trimestriels au niveau des ACD, des CRP et au niveau de l'UCP du Programme.	RSE/Coordonnateur	Chaque trimestre	Proposé
Systématiser (i) des réunions de coordination trimestriel regroupant toutes les parties prenantes pour faire le point sur l'état d'avancement du programme., (ii) des ateliers annuels d'autoévaluation des microprojets pour capturer les bonnes pratiques et (iii) des enquêtes thématiques sur	Coordonnateur/ RSE/ /CRP		Proposé

les résultats du projet.			
Dans le cadre des protocoles d'exécution avec les Délégation du MAA recommandés par cette mission, prévoir l'appui aux ACD ET CRP pour la collecte et l'analyse de données.	Coordonnateur / RSE	Immédiat	Proposé

Exigencies des SECAP¹

Note : 4

Justification de la notation

Le projet POSER-Climat vient mettre en œuvre certaines recommandations qui avaient été faites par la Note d'Evaluation Environnementale et Sociale (NEES). Les recommandations mises en œuvre sont principalement en lien avec la construction des réservoirs, la réduction de l'érosion des sols. Les mesures en lien avec le changement climatique et l'adaptation prévoyaient à ce que les personnels de CRP soient formés aux enjeux climatiques afin que les projets sélectionnés pour être financés prennent en compte ces dimensions. Ces recommandations sont majoritairement mises en œuvre dans le cadre du POSER-Climat.

Examen des SECAP

Les questions ne sont pas applicables dans la mesure où le projet a été conceptualisé en 2012 à l'époque où la procédure SECAP n'était pas encore disponible. Eu égard au niveau limité de suivi & évaluation du projet actuel, il est difficile de mesurer l'effet des recommandations de la note SECAP dans les projets financés. Peu de données sont en effet disponibles en ce qui concerne les pollutions liées à l'élevage, l'usage de pesticides et la pollution des nappes phréatiques en résultant. Une étude sur la pollution des nappes phréatiques a cependant été discutée avec l'ANAS, au cours des consultations menées dans le cadre du POSER-Climat au cours de cette mission. Il est ici recommandé que les activités de porciculture et l'usage de pesticides fassent l'objet d'un meilleur suivi et évaluation au cours des prochains mois afin de mieux appréhender les effets négatifs et / ou positifs du projet sur l'environnement.

Action	Responsabilité	Deadline	Status
Améliorer le suivi & évaluation pour mieux prendre en compte les enjeux environnementaux <ul style="list-style-type: none"> Deux enjeux principaux devront être observés : (1) la pollution des nappes phréatiques par l'élevage de porcs et l'usage de pesticides ; (2) la mise en œuvre de pratiques visant à limiter l'érosion des sols dans les micro-projets et projets structurants du POSER. 	RSE & ARSE		Proposé

iv. Gestion financière et exécution

Taux de décaissement

Taux de décaissement Acceptable

Note : auto-calculé

Justification de la notation

Décaissements/baillleurs. Pour POSER, à la date du 30 septembre 2017, les décaissements cumulés sur les financements extérieurs sont évalués 9,572 millions de USD soit 46,68% des montants alloués :

- (i) 3,031 millions de dollars USD représentant 47,51% du prêt FIDA ;
- (ii) 2,122 millions de dollars USD représentant 45,93% du prêt supplémentaire FIDA
- (iii) 4,419 millions de dollars USD représentant 46.5% du prêt FFE
- (iv) Zéro pour le don (POSER Climat)

Ce pourcentage reste relativement faible à 18 mois de la date d'achèvement du projet.

En ce qui concerne le POSER Climat l'évaluation des besoins de trésorerie pour le PTBA 2017 et les six premiers mois de de 2018 se détaille comme suit :

¹ Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP)

Composantes		Montants (USD)		
		Dépenses engagées sur le PTBA 2017 ⁽¹⁾	Evaluation des dépenses du 1er semestre 2018 ⁽²⁾	Total
1	Fonds de financement des PRLP	36 474,92	563 274,43	599 749,35
2	Appui Institutionnel pour l'Adaptation aux CC de l'Agriculture Paysanne	82 468,28	34 006,43	116 474,71
3	Coordination et suivi-évaluation du Projet	130 684,96	67 867,27	198 552,24
Total		249 628,16	665 148,13	914 776,29

⁽¹⁾ Sur ce total de dépenses un montant total de 39 199,92 ont déjà été payés à travers les fonds de Microcrédit (ce montant est à rembourser par le POSER-Climat)

⁽²⁾ Montant évalué sur la base des prévisions de réalisation sur le 1er semestre 2018 du projet de PTBA 2018

Aspects Fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Rating: 3

Justification de la notation

Les contrôles indiquent des faiblesses importantes en matière de contrôle interne et les mesures de suivi sont incomplètes.

Les corrections d'écritures comptables ne sont pas encadrées.

Les rapports financiers ne sont pas générés et envoyés à intervalles réguliers au FIDA comme indiqué dans les accords de financement.

Des points critiques sur le contrôle interne relevés par l'audit au 31/12/2016 n'ont pas été mis en œuvre.

Principaux problèmes

Le contrôle des DRF révèle des incohérences dans la chronologie des numéros (A titre d'illustration le n° 40 peut être retrouvé à la suite du numéro 258 du même journal). Cette situation dénote de suppressions/ressaisies à plusieurs niveaux (utilisateurs) dans le logiciel qui peuvent si aucune situation n'est trouvée remettre en cause l'intégrité et la fiabilité de la base comptable du projet ;

De nombreuses pièces demandées à partir des formulaires 102 ne sont pas disponibles à l'UCP. Les pièces justificatives sont conservées au niveau des CRP (ce qui pose le problème de la responsabilité de la justification des dépenses du projet). Selon les informations fournies par le projet des contrôles (entre 2 et 3) sont effectués annuellement pour vérifier la conformité des dépenses des CRP cependant nous relevons que ces contrôles ne sont pas systématiquement matérialisés par des rapports

Sur la base de la sélection effectuée le taux de justifications des ECD donne un pourcentage total justifié de 31,03% détaillé comme suit :

	N°DRF							Total
	11	12	13	14	15	16	17	
Montant sélectionné	178 322,26	158 035,18	154 830,10	154 413,70	103 492,80	152 471,60	265 045,33	1 166 610,97
Pièces justificatives disponibles et contrôlées	52 462,03	513 19,60	39 567,01	70 183,04	34 537,06	29 199,19	84 788,59	362 056,52
%pièces disponibles	29,42%	32,47%	25,56%	45,45%	33,37%	19,15%	31,99%	31,03%

En conclusion le contrôle sur les dépenses des CRP qui représentent plus de 50% des dépenses de l'UCP n'est pas satisfaisant

Les recommandations critiques suivantes des auditeurs sur le contrôle interne en vigueur n'ont pas été mises en œuvre :

- (d) Les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, nommément qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds ;
- (e) La comptabilisation et le retrait ou paiement du montant correspondant aux 8% pour le développement durable des CRP et ACD doivent être précédés par une non-objection préalable du suivi-évaluation de l'UCP-PNLP qui doit aussi confirmer à priori que les micro-projets sont déjà conclus ;
- (f) L'UCP-PNLP doit créer la fonction d'auditeur interne pour l'analyse périodique des systèmes de contrôle interne implémentés dans l'UCP et les CRP de façon à mieux sauvegarder les fonds et les actifs du programme en général.

L'effectif du POSER a été réduit. Le Responsable Animation, Communication et Réseaux est malade depuis quelques mois. Son poste est cumulé par la Responsable Genre et Ciblage. A cette situation s'ajoute la démission de l'Animateur du CRP Santiago Sud, dont il faut assurer rapidement le remplacement.

Tous les contrats signés par le personnel sont des contrats à durée indéterminée dont le terme indiqué est la fin de projet. Cette situation est contraire aux dispositions de l'accord de financement (Page 11); les salaires servis à certains agents notamment les comptables sont différents de ceux indiqués dans les contrats de travail.

Lors de la revue à mi-parcours du projet quinze (15) recommandations ont été formulées sur les aspects fiduciaires du projet. Le suivi de la mise en œuvre est le suivant :

- Huit (8) recommandations mises en œuvre soit 53%
- Quatre (4) recommandations non mises en œuvre soit 27%
- Deux (2) recommandations en cours de mise en œuvre soit 13%
- Une (1) recommandation partiellement mise en œuvre soit 7%

Evaluation des performances. Le personnel n'a pas l'objet d'évaluation depuis le début du projet.

Actions	Responsabilité	Date limite	Statut
1. Faire remonter toutes les pièces justificatives originales des CRP vers l'UCP. Cela pourra se faire au fur et à mesure de la soumission des demandes des fonds des CRP. Celles-ci pourront à défaut garder des copies à leur niveau	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 juin 2018	Proposé
2. Veiller à ces les ACD et les CRP facturent, comptabilisent et prélèvent leur pourcentages sur les projets	RPSE, RAF, Coordonnateur,	01/01/2018	Proposé
3. Mettre en place une cellule de contrôle/validation des pièces des CRP qui devra contrôler les documents comptables et les pièces justificatives à la réception des DRF des CRP avant tout décaissement par l'UCP	Coordonnateur, RAF	01/01/2018	Proposé
4. Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO	RAF, le Coordonnateur	30 avril 2018	Proposé
5. Analyser et mettre en œuvre les recommandations de l'audit 2016	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 avril 2018	Proposé

Qualité et ponctualité de l'audit

Note : 5

Justification de la notation

Les rapports d'audit ont été soumis avant la date d'échéance. Les rapports sont en grande partie conformes aux termes de référence convenus, aux directives du FIDA et aux normes d'audit acceptables.

Fonds de contrepartie

Note : 4

Justification de la notation

Le financement global ne rencontre que des problèmes mineurs. Au moins 80% des fonds requis ont été obtenus au cours de l'exercice en cours et les fonds sont libérés à temps.

Conformité avec les clauses de l'Accord de financement

Rating: 4

Justification de la notation

La plupart des engagements juridiques sont respectés par le Programme

Examen de la Passation des marchés

Passation des marchés

Rating: 4

Justification de la notation

Difficultés modérées rencontrées lors des acquisitions au niveau du PPM. Manque d'informations dans le PPM pouvant faciliter une appréciation de l'exécution des marchés et un suivi de la planification des activités de passation de marchés initialement prévues.

Examen du processus

POSER

Des difficultés modérées sont rencontrées lors des acquisitions au niveau du PPM, notamment le manque d'informations dans le PPM pouvant faciliter une appréciation de l'exécution des marchés et un suivi de la planification des activités de passation de marchés initialement prévues.

Comparaison registre de contrat du Service comptabilité (TOM2PRO) et celui du RPM

Certaines divergences ont été notées entre le registre tenu par la RPM et celui issu du logiciel (différences entre le nombre de contrats répertoriés, ainsi que certaines variations au niveau des dates de contrats). Il y a lieu d'harmoniser les données TOM2PRO avec celles disponibles au niveau de la RPM.

Le taux d'exécution du PPM 2017 est le suivant :

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	6	4	26	20%
Fournitures	0		25	0%
Protocole		3		100%
Total	6	7	51	25%

Examen des dossiers de passation de marchés au niveau de la RPM

Nous avons passé en revue 06 marchés de consultants pour le POSER 2017 avec comme objectifs de s'assurer que les modalités de pré-sélection sont conformes avec les procédures nationales et les directives du FIDA.

Après analyse de l'échantillon, les méthodes utilisées/appliquées pour les services de consultants ne présentent pas d'observation particulières pour la conformité avec les procédures citées plus haut à l'exception du contrat N.003 relatif à l'audit des comptes 2016 prévu sur le PPM pour être effectué par la méthode SQL mais heureusement réalisé avec la méthode SBQC.

On note également un certain retard dans l'exécution du contrat N.015 relatif à l'évaluation des performances du personnel de l'UCP.

En ce qui concerne l'acquisition des biens et services, les prévisions du PPM s'élèvent à 145.752,14 CVE mais aucune des prévisions n'a été exécutée.

A cet effet, le projet devrait, lors de la préparation et soumission du PPM 2018, réfléchir sur ces capacités réelles de réalisation des activités à inclure dans ledit PPM.

Une base de données fournisseurs est disponible au niveau de l'UCP. Elle a été élaborée par la RPM qui effectue des mises à jour périodiques. Cependant, cette base n'a pas fait l'objet de validation par une commission et interne/ou par les autres services.

Nous recommandons à l'UCP de relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission interne qui va valider la base de données lors de son tout prochain renouvellement.

En termes de classement, les dossiers de passation de marchés sont d'une manière générale bien ordonnés mais leur classement nécessite une mise à jour régulière pour palier à certaines petites failles en vue d'en faciliter l'exploitation en cas de vérification.

POSER-Climat

Le PPM 2017 a été élaboré et soumis mais la non-objection n'a pas été accordée à la date de la mission.

Le plan de passation des marchés (PPM 2017-2018) dans le DCP Climat final bien élaboré n'a pas été suivi.

Deux (2) marchés de consultant ont été exécutés concernant le recrutement de deux consultants internationaux en assistance technique pour une valeur de 4.609.663 CVE, soit 41.803,41 euros et l'autre prévu dans le PTBA 2017 mais non reflété dans le PPM 2017 par omission pour une valeur de 716.281,44 CVE soit 6.495,70 euros pour l'assistance technique à l'UCP dans le cadre du POSER-C pour l'actualisation du manuel des procédures du suivi-évaluation.

Le taux de réalisation est le suivant :

PPM de 18 mois

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	1	6	21	33.33%
Travaux			19	0%
Biens et services			18	0%
Total	1	6	58	12.68%

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Améliorer la présentation du PPM en renseignant les sections nécessaires avant l'envoi de la demande d'ANO au FIDA.	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Identifier et signer un contrat d'assistance ponctuel avec une personne ressource pour un appui au suivi et à la passation de marchés et prévoir un renforcement des capacités de la RPM	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Dans la mesure où le registre des contrats présenté lors de la soumission des DRF est celui issu du logiciel TOM2PRO, initier un rapprochement périodique entre le registre extra comptable et celui issu du logiciel pour déceler et corriger les éventuelles incohérences	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Tenir compte des capacités de mise en œuvre lors de l'élaboration des PPM	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission qui va valider la base de données fournisseurs	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
Suivre rigoureusement les règles de passation des marchés pour une bonne élaboration des PPM du POSER-C	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]

F. Pertinence

Pertinence

Note : 5

Justification de la notation

Le Programme s'est engagé dans la mise en œuvre de projets structurants, conformément aux recommandations des missions RMP de décembre 2016, et de suivi de mars et juillet 2017. C'est au total 14 projets structurants qui ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 1 818 bénéficiaires. Le montant total du financement de ces 14 projets est de 117 336 129,38 ECV ; ainsi que 8 projets collectifs élaborés pour un nombre total 935 bénéficiaires, dont le montant total du financement est de 26.948.316,00 ECV. Le choix de mettre en œuvre une part importante de projets structurants s'est avéré pertinent en ce sens que cela permet d'agir dans un cadre global, de toucher un plus grand nombre de bénéficiaires et en même temps de faciliter la mise en œuvre de microprojets individuels. Cette tendance devra continuer en 2018 et améliorer le taux d'exécution du Programme.

G. Leçons apprises

Nouvelles technologie de production agricole

Applicabilité

Project	<input checked="" type="checkbox"/>	Country	<input type="checkbox"/>	Region	<input type="checkbox"/>	Multiple-region	<input type="checkbox"/>
---------	-------------------------------------	---------	--------------------------	--------	--------------------------	-----------------	--------------------------

Dans un pays où la ressource en eau est de plus en plus rare et difficile à trouver, la question de la gestion de l'eau devient un enjeu crucial. La mission a pu noter les dispositions prises par les autorités pour diffuser les

stratégies efficaces de gestion de l'eau et, en même temps les efforts d'amélioration du niveau de productivité agricole. On pourrait commencer par citer l'exhaure de l'eau : en effet, de nombreux forages permettent l'accès à l'eau, mais ils sont pour la plupart actionnés par le réseau électrique national qui fait que l'eau devient très chère. On observe de plus en plus l'utilisation de l'énergie solaire pour l'exhaure, ramenant ainsi le prix de l'eau à de meilleures proportions. Ensuite, il y a l'utilisation du système d'irrigation « goutte à goutte » qui, en soi est lui-même très économe en eau. Puis, on en vient à la culture sous serre qui permet de mieux contrôler les conditions de production afin de maximiser les rendements. Toutes ces techniques associées à l'application de bonnes pratiques agricoles devraient permettre de rentabiliser les microprojets agricoles, et ainsi accroître le potentiel de réplique à grande échelle.

H. Cadre Logique

BILAN DU CADRE LOGIQUE ACTUALISÉ EN 30 SEPTEMBRE 2017

Hiérarchie des résultats	Indicateurs clés de performance (*: SYGRI **: ASAP)				Moyens de vérification			Hypothèses
	Libellé	Réalisé 2014 – Set 2017	Cible Finale	%	Source	Fréquence	Responsable	
Objectif global: Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.	1. Prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans (par sexe)*		6%		Enquêtes SYGRI (études de référence et évaluation d'impact)	Démarrage et fin POSER et POSER-C	UCP Bureau d'études indépendant	La croissance économique du pays et les moyens de lutte contre la pauvreté sont efficaces.
	2. Indice d'accumulation des biens*		2,3					
Objectif de développement: Augmenter de manière résiliente au CC les revenus locaux, les emplois et les conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone du Programme.	3. Nombre de bénéficiaires des actions du POSER*	9523a)	10 957	87%	Enquête de référence et évaluation RMP	Démarrage, mi-parcours et fin POSER et POSER-C	UCP	Les prix des matières premières et des intrants, restent abordables pour les populations rurales Développement de liens privilégiés avec le secteur privé local
	4. Revenus moyens des bénéficiaires par modèle de microprojet		Horticulture Poules Porcs :					
	5. Nombre de ménages renforçant leur résilience au CC* **	0	1 215	0%				
Effet 1: Les PRLP sont élaborés de manière participative en intégrant l'adaptation au CC et utilisés comme outil de planification et de mobilisation de financement local.	6. Nombre de partenariats de la CRP (par typologie)		nb		Enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP/UT CRP	Le niveau de confiance des autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient.
	7. Fonds décaissés pour le financement des microprojets (US\$)	4,04 Millions	9,8 millions de US\$	41%				

<u>Produit 1.1: Le CRP augmentent leurs représentativités des acteurs locaux</u>	8. Nombre de membres des CRP par typologie	ACD : 473 SDE :65 Maires :18 ONG :57	nb		PRLP validés Rapports CRP	Au démarrage Semestriellemen t	UCP/CRP/ ACD	Participation active des ACD/qualité de suivi technique. Niveau de confiance des acteurs du développement vis-à-vis des CRP .
<u>Produit 1.2:</u> DES PRLP climato-intelligents sont validés et mis en œuvre. <u>Effet 2:</u> Les investissements socio-économiques appuyés par le Programme améliorent la résilience climatique des activités économiques et les conditions d'existence des ménages pauvres.	9. Nombre de PRLP climato-intelligents **	0	9	0%	CRP	Annuelle	UCP	Capacité des CRP à mobiliser des ressources. Les prix des biens et services sont stables. Les microprojets bien préparés et la conception intègre les risques climatiques prévisibles.
	10. Nombre de bénéficiaires de microprojets économiques	4435 42% femmes 21% femmes	8141 50% femmes 30% jeunes	54%	Rapport d'avancement et enquêtes spécifiques	A partir de l'année 3	UCP/UT CRP	
	11. Nombre de bénéficiaires de microprojets sociaux	4173 53% Femmes 1% Jeunes	2816 50% femmes 30% jeunes	148%				
	12. Nombre d'emplois créés	4270 42% Femmes 20% Jeunes	7531 50% femmes 30% jeunes	57%				
<u>Produit 2.1:</u> Les ménages pauvres bénéficient de microprojets.	13. Nombre de microprojets sociaux réalisés	42	188	22%	Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	Le processus d'élaboration et de financement des microprojets est pertinent, efficace et réellement participatif. L'appui technique est efficace.
	14. Nombre de microprojets économiques réalisés	453	905	50%	Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	
	15. Superficies (ha) pour l'irrigation réhabilitées / a ménagées en systèmes efficients **	0	78	0%	Rapports d'avancement	Trimestrielle	UCP/CRP	

<u>Produit 2.2:</u> L'eau agricole est valorisée et utilisée de manière plus efficiente.	16. Exploitants nouvellement raccordés à un réseau de distribution d'eau d'irrigation primaire**	0	160	0%	Rapports d'avancement/Supervisions	Trimestrielle	UCP/CRP	Les bénéficiaires fournissent leur contribution et l'appui technique est de qualité.
<u>Produit 2.3:</u> L'infiltration des eaux et la protection des bassins versants sont améliorés.	17. Superficies de bassin versant aménagées contre l'érosion**	0	850	0%	Rapports d'avancement/Supervisions Télédétection	Trimestrielle	UCP/CRP	Les Délégations du MAE assurent un bon encadrement technique et les ACD un suivi efficace.
	18. Valeur des équipements avals protégés contre les risques d'érosion (MUSD)**	0	1	0%	Rapports d'avancement/Supervisions	Annuelle	UCP/CRP	
Effet 3: Les structures institutionnelles et les compétences des acteurs locaux sont renforcées pour accompagner efficacement les initiatives de développement des populations rurales.	19. Niveau de reconstitution des Fonds de réinvestissement communautaire (FRC)	2%	100%	2%	Rapport d'avancement et enquêtes spécifiques	Annuelle	UCP/Unité technique CRP	Les bénéficiaires de microprojets remboursent régulièrement les avances reçues.
<u>Produit 3.1:</u> Les ACD opérationnelles sont renforcées.	20. Nombre d'ACD opérationnelles renforcées***	310	508	61%	Rapports d'avancement/évaluation	Trimestrielle	UCP/CRP	Le niveau d'adhésion et de confiance des populations rurales vis-à-vis des ACD se maintient.
<u>Produit 3.2:</u> Les CRP développent des mécanismes d'autofinancement et respectent l'équité de genre.	21. % de femmes et jeunes dans les instances de décision des CRP	28% Femmes 10% Jeunes	xx% femmes xx% jeunes		Rapports d'avancement/évaluation	Trimestrielle	UCP/CRP	Les CPR sont dynamiques, disposent d'une bonne capacité d'organisation et de planification..
	22. Nombre de membres des CRP et ACD formés	567	ND					
<u>Produit 3.3:</u> Le réseau agro-météorologique national est renforcé.	23. Nombre de nouvelles stations météorologiques fonctionnelles**	0	4	0%	Rapports d'avancement/évaluation	Semestrielle	UCP/INMG	Capacités de l'INMG à suivre le bon fonctionnement des stations et à produire des relevés agro-météo réguliers.
	24. Nombre de paysans utilisant un pluviomètre pour l'optimisation du calendrier agricole**	0	160	0%				
<u>Produit 3.4 :</u> Le dialogue politique autour de l'eau agricole est engagé.	25. Nombre de recommandations appliquées pour la gestion et la tarification de l'eau agricole**	0	2	0%	Rapports d'avancement/évaluation	Semestrielle	UCP/CRP	Maintien de l'engagement du gouvernement et compétence de l'ANAS sur l'ensemble du secteur eau. Qualité des études techniques.

Aide-Memoire – Template

A. Bilan du projet

B. Evaluation Globale

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe FIDA/Gouvernement de supervision du POSER et du POSER-C s'est déroulée au Cabo Verde du 11 au 29 novembre 2017. Les objectifs généraux de la mission de supervision étaient de : (i) évaluer la performance globale du programme et son impact; (ii) examiner les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) de faire le point global sur les microprojets (MP) financés et examiner l'état l'intégration des activités du projet POSER-C dans le POSER ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme, notamment la prise en compte du pari passu entre les financements Prêt FIDA et Prêt Fonds Fiduciaire Espagnol ; (iv) faire le point de la mise en œuvre du don ASAP, (v) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2017 au 30 octobre 2017, par composante aussi bien au niveau physique que financier; (vi) apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la revue à mi-parcours et de la mission de suivi du mois d'août 2017; (vii) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, (viii) faire le point sur l'avancement de la préparation du PTBA 2018 et appuyer l'UCP pour une accélération de la réalisation des objectifs du projet.

Afin de garantir la réalisation de ses objectifs, la mission a rencontré les autorités gouvernementales, les services techniques et les partenaires à Praia, et a procédé à des visites de terrain :

- À Praia, la mission a eu les rencontres suivantes avec :
 - la DGASP le 16 novembre 2017 ;
 - la DGPOG le 16 novembre 2017 ;
 - l'INE le 17 novembre 2017 ;
 - l'ANAS, le 22 novembre 2017 ;
 - l'INMG, les 17 et 24 novembre 2017 ;
 - UNICV/ECAA, le 23 novembre 2017 ;
 - DNA, le 23 novembre 2017 ;
 - ICIEG, le 16 novembre 2017 ;
 - la Coopération espagnole, le 24 novembre 2017.

Au terme des travaux de la mission, les conclusions ont été restituées aux :

- l'UCP du POSER et du POSER-Climat le 27 novembre 2017 ;
- Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, le 27 novembre 2017 ;
- Ministre des Finances et de la Réforme Administrative, le 28 novembre 2017 ;
- Sur le terrain, la mission a procédé à des visites de microprojets et a eu des entretiens avec les CRP, les ACD, les bénéficiaires et les Délégations du MAA. Les régions visitées sont les suivantes :
 - Santiago Sud et Nord les 15 et 16 novembre 2017 ;
 - São Vicente et Santo Antão du 18 au 21 novembre 2017 - la mission a rencontré l'Association Amis de la Nature à São Vicente ;
- Une réunion a été organisée à Praia avec les CRP des régions de Santiago Nord, Centre et Sud le 17 novembre 2017, à São Vicente le 18 novembre 2017 et à Santo Antão le 21 novembre 2017 ;

Recommandations clés de la mission et Conclusions

Ancrage institutionnel. Initialement, le POSER était sous la tutelle de l'ancien Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du renforcement des ressources humaines, avec une orientation focalisée « Lutte contre la pauvreté ». Suite au changement institutionnel intervenu dans le pays en 2016, l'ancrage du POSER est passé du Ministère de la Jeunesse à celui de l'Agriculture et de l'Environnement. La mission de supervision de juillet 2016 et la Revue à mi-parcours de décembre 2016 ont recommandé l'identification et la mise en œuvre de projets structurants et plus économiques pour améliorer la création de revenus des bénéficiaires, l'atteinte rapide des objectifs du Programme et l'augmentation du niveau de décaissement.

La planification et le développement de tels microprojets nécessitent une expertise plus appropriée orientée vers la planification, l'appui technique à la production, la promotion de l'entrepreneuriat rural, le suivi technique de proximité et la recherche de marchés porteurs. Dans ce contexte, une plus grande implication des services techniques spécialisés du MAA au niveau régional en appui aux CRP et aux ACD apparaît indispensable.

Un premier protocole a déjà été initié par l'UCP du POSER avec la DGASP. Mais pour plus d'opérationnalisation et d'efficacité, des protocoles d'exécution appropriés soutenus par des TDR clairs définissant les rôles et responsabilités de chaque partie, y compris la définition des indicateurs précis de mesure de performance devront être signés au niveau déconcentré entre les CRP et les Délégations du MAA.

Annuellement, ces conventions devront être évaluées sous la supervision de la DGASP et de l'UCP du POSER afin de tirer les enseignements en vue d'un réajustement approprié. Afin d'assurer une mise en œuvre performante et efficace du POSER, la mission recommande un renforcement de l'UCP par des compétences techniques du MAA dans les domaines de l'agriculture, la gestion de l'eau et l'élevage. Ces compétences mises à la disposition du POSER à temps plein par le MAA, pourraient bénéficier d'indemnités complémentaires conformément aux dispositions nationales en vigueur.

Le retard de démarrage du Programme et l'insuffisance d'adaptation de l'équipe de l'UCP au passage du PNLP au POSER ont impacté la mise en œuvre du Programme et partant, du décaissement des ressources disponibles. A ce jour, la situation des décaissements est la suivante à 16 mois de l'achèvement du projet :

- Prêt FIDA : 50,28% ;
- Prêt additionnel FIDA : 49,88% ;
- Fonds espagnol : 53,62% ;

De ce qui précède, l'année 2018 devra être une année de montée en puissance du POSER afin de démontrer sa capacité d'absorption et d'atteindre les objectifs. A défaut, et conformément aux dispositions en vigueur, le FIDA devrait anticiper la réduction du Prêt pour l'adapter à la capacité réelle. Afin d'éviter cette situation, et au regard des besoins importants du pays dans les domaines d'investissement du POSER, le MAA et le MFRA devraient accorder une attention particulière à la mise en œuvre du POSER en y apportant des appuis conséquent en termes de ressources humaines compétentes, d'allègement de procédures de mise en œuvre, de suivi régulier. En plus des missions habituellement effectuées, l'équipe du FIDA devra apporter un appui régulier et rapproché à cette étape sensible du POSER.

Une approche plus spécifique et explicite d'identification, de planification et de mise en œuvre de projets structurants devrait caractériser le PTBA 2018, conformément aux recommandations des missions antérieures. Dans cette logique, le MAA devra prendre les dispositions pour une appropriation et une gestion durable de ces investissements structurants après l'achèvement du POSER.

La mise en œuvre de la composante II du POSER devrait refléter ces orientations en mettant un accent particulier sur des approches et des outils qui renforcent les capacités des acteurs (ACD, CRP, Bénéficiaires, Délégations du MAA) pour une appropriation et une gestion durable des investissements structurants.

En ce qui concerne le POSER-Climat, au 30 septembre le taux de décaissement était de 0%. Cependant, la mission a noté que le premier décaissement a été effectué le 24 novembre 2017, celui-ci représente 11,60% du budget total du projet.

Collecte des données et suivi des activités sur le terrain. La mission a noté, d'une manière générale au cours des visites de terrain, que ni les bénéficiaires, ni les ACD et CRP, et encore moins les Délégation du MAA, n'arrivaient à fournir des données quantitatives sur les superficies exploitées, les productions, les rendements, les types de semences utilisées pour l'agriculture, les revenus tirés de la mise en œuvre des microprojets, il en est de même pour les données d'exploitation des élevages visités. Cela dénote des insuffisances au niveau de l'encadrement et de la collecte de données, qui se traduisent par :

- au niveau de la sensibilisation/animation, et du renforcement des capacités des bénéficiaires et autres acteurs d'appui, d'une faible appropriation des données de base des exploitations ;
- au niveau de l'UCP et des CRP, une insuffisance de suivi des activités sur le terrain et d'un défaut de mise en œuvre et d'utilisation du dispositif de collecte de données déjà en place ;

La mission a fait le constat que les acteurs engagés dans la planification, l'appui à la mise en œuvre et le suivi des microprojets, tant au niveau du POSER, des CRP que des ACD n'appliquent pas correctement les outils appropriés pour la collecte, la remontée et le traitement des données pour alimenter convenablement le système de suivi-évaluation du POSER. À 16 mois de l'achèvement du POSER, le suivi des effets des investissements devrait être systématisé et intensifié.

Le Programme devra apporter un appui au système d'encadrement déjà en place (agents de la Délégation du MAA, ACD, CRP) afin que ceux-ci s'assurent de l'internalisation, par les bénéficiaires, des données de base de leurs exploitations, ainsi que des itinéraires techniques y afférents. De plus, le suivi des activités devra faire l'objet d'un contrôle plus rigoureux de la part de l'UCP et d'une implication sur le terrain des cadres en charge du suivi-évaluation au sein de l'UCP.

Investissements structurants. Une des recommandations importantes de la RMP est la priorisation du financement des microprojets structurants. Ainsi, il avait été arrêté que chaque CRP devait leur affecter au moins 30% des ressources dans le PTBA 2017. La mission a pu apprécier les efforts fournis dans ce sens et a néanmoins demandé au Programme de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accroître de façon substantielle lesdits investissements.

Dans ce cadre, la mission a confirmé les dispositions recommandées par la mission de revue à mi-parcours en termes de conceptualisation et de définition de la stratégie d'identification des projets structurants, des mécanismes de mise en œuvre et de financement. Il s'agit notamment de :

- i) **Définition.** Les projets structurants sont ceux qui permettent d'améliorer de façon optimale la mise en œuvre des microprojets individuels et collectifs. Ainsi, des microprojets individuels pourraient induire la nécessité d'avoir un projet structurant. Par ailleurs, tout projet structurant doit nécessairement entraîner le développement des microprojets.
- ii) **Axes d'intervention.** Principalement, ces investissements devront tendre à la valorisation et à l'utilisation efficiente de l'eau pour l'agriculture. D'autres secteurs d'activités pourront être concernés notamment, la transformation, l'élevage, la pêche, l'environnement. Pour ce faire, la mission a demandé à l'UCP de prendre l'attache des services ad-hoc pour mieux circonscrire des investissements de nature structurante. Dans le même temps, l'UCP devra examiner les voies et moyens pour insérer les femmes et les jeunes dans la dynamique des investissements dits structurants.
- iii) **Procédure de mise en œuvre.** L'identification de ces investissements pourra se faire à différents niveaux :
 - Les délégations ;
 - Les mairies ;
 - Les CRP ;
 - Les autres acteurs de développement.
- iv) Une fois l'identification effectuée, le montage du dossier technique est fait par les délégations en collaboration avec les unités techniques. Par la suite, les dossiers sont validés au niveau de la CRP et transmis à l'UCP pour approbation et financement. Le suivi de la mise en œuvre sera assuré par les unités techniques et les délégations. Dans ce processus, l'utilisation de personnes ressources, prestataires techniques, sera nécessaire pour mieux prendre en charge les aspects suivants :
 - Le formatage des dossiers de projets au niveau des délégations ;
 - L'analyse technique et l'assurance qualité des dossiers au niveau de l'UCP ;
 - Le suivi de la mise en œuvre optimale des microprojets induits par les projets structurants.

Viabilité des microprojets. Au cours des visites de terrain, la mission a pu observer des microprojets à divers stades de développement et à différents niveaux de viabilité. La mission n'a pas pu identifier une démarche systématique et cohérente de renforcement d'une logique de durabilité des microprojets sur le terrain. Les ACD assurent le suivi des microprojets sur le terrain avec l'appui des Unités techniques au sein des CRP. Cependant, l'insuffisance de compétences et d'expérience de ces ACD est de nature à limiter les possibilités de durabilité des investissements réalisés.

À 16 mois de son achèvement, dans le cadre de la consolidation des acquis pertinents ayant démontré un potentiel de pérennisation, le POSER est en train de mener une étude diagnostic sur l'ensemble des microprojets financés, afin de déterminer ceux qui présentent de réelles possibilités de viabilité afin de leur apporter un appui conséquent visant à les rendre plus compétitifs et autonomes. Dès que les conclusions de l'étude seront disponibles, l'UCP devra procéder immédiatement à l'identification des microprojets viables et préparer un plan opérationnel d'appui pour les soutenir, y compris à travers le renforcement des capacités des ACD à assumer leur fonction d'appui à la gestion et à la pérennisation des investissements. Ce plan opérationnel devra être disponible dès la fin du premier trimestre 2018.

Remboursement du FRC. Dans le cadre de la mise en œuvre du POSER, il est créé un fonds PRLP/FRC pour le financement des microprojets. Le principe du fonds revolving est d'augmenter progressivement le nombre de bénéficiaires à travers son remboursement échelonné par les bénéficiaires. Ce principe est affirmé dans les conventions signées entre les ACD et les CRP. À ce jour, la mission a constaté que le niveau de remboursement du FRC n'est que de 2,54% du montant brut des investissements pour l'ensemble des microprojets financés, soit un montant total de 8,6 millions CVE. Il faut noter que seulement 102 projets sur 442 ont commencé à rembourser le FRC. Le remboursement du FRC a pris beaucoup de retard en raison de la non définition, au démarrage du Programme, des modalités de remboursement (Taux, fréquence, date de début ...). Par la suite, quand bien même que les modalités ont été définies, l'animation/sensibilisation n'a pas suivi afin de mieux faire comprendre aux bénéficiaires les obligations et les enjeux du remboursement. Le principe de remboursement du FRC par les bénéficiaires étant inscrit dans le DCP du POSER, le MAA et le MFRA devraient engager l'UCP les Délégations du MAA, les CRP et les ACD à prendre les dispositions pour le respect du remboursement. La prochaine mission de suivi du POSER fera une évaluation des avancées, et en concertation avec la partie nationale, décidera de la suite du financement des microprojets.

D. Aperçu général et avancement du projet

Aperçu général. Les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. Ils sont élaborés par les Commissions Régionales de Partenaires (CRP) et approuvés au niveau des Conseils directifs de chaque CRP. Les PRLP définissent les activités qui sont traitées dans les microprojets financés et mis en œuvre par les bénéficiaires au niveau des Associations Communautaires de Développement (ACD). Un nombre important des microprojets individuels (410) et collectifs (85) ont été financés et mis en œuvre. Actuellement à la suite des recommandations de la mission de revue à mi-parcours de 2016 la priorité est donnée à la conception et l'exécution des microprojets structurants générateurs de revenus.

La mission a constaté au cours des visites de terrain que des microprojets dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la transformation sont financés au profit des bénéficiaires. La mise en œuvre de ces microprojets présente des limites en termes d'appuis techniques, de gestion et de suivi et de collecte de données.

Avancement Globale. A ce jour, le projet a touché directement 9 523 ménages ruraux vulnérables, pour une prévision de 10 957 ménages, soit un taux de couverture de 87%. Selon les témoignages des bénéficiaires rencontrés par la mission, le Programme a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur ménage. L'accumulation des biens s'est également améliorée dans leur ménage. Dans les différentes régions et sites visités, la mission a noté l'engagement et la motivation des CRP et des ACD dans l'appui aux bénéficiaires. Elle a également constaté l'adhésion des différents acteurs du développement (ACD, ONG, Services de l'Etat, Collectivités locales) aux CRP. Cela est un signal prometteur en termes d'appropriation et de durabilité des acquis du POSER.

Dans le cadre du PTBA 2017, il était prévu la mise en œuvre de 196 microprojets. La mission a constaté la réalisation effective de 49 microprojets sur le terrain ; soit un taux de réalisation physique de 25% de cet indicateur. L'analyse des données financières a montré un taux d'exécution financière du PTBA 2017 de 40,18%. Au cours de l'année 2017, les microprojets ont été réalisés dans 9 régions. Ils ont touché 3 891 bénéficiaires dont 2 225 hommes, 1 666 femmes et 350 jeunes. Les activités principalement concernées ont été la réalisation de forages avec équipements photovoltaïques pour la production agricole et l'alimentation en eau potable, l'appui à 15 éleveurs de porcs, 2 de volaille et 5 de chèvres, l'appui à 1 unité de transformation et 9 unités de pêcheurs.

Cadre Logique. Le cadre de mesure des rendements du Programme a été revu en septembre 2017 pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale du Programme et d'y intégrer les indicateurs de mesures du Poser-Climat. Le cadre logique révisé respecte le format retenu par le FIDA avec les trois (3) niveaux de résultat : l'objectif global, l'objectif de développement, les effets et les produits. Il compte 44 indicateurs dont, 2 indicateurs d'impact, 1 indicateur pour l'objectif de développement et 41 indicateurs d'effets et de produits. Les indicateurs sont généralement désagregés par sexe, par âge et par type d'activité. L'estimation du nombre de bénéficiaires du programme se fera à travers 5 indicateurs notamment: (i) nombre de personnes recevant des services du projet (hommes, femmes et jeunes); (ii) nombre correspondant de ménages touchés; (iii) nombre total estimé de personnes au sein de ces ménages; (iv) nombre de ménages de petits exploitants ayant bénéficié d'une assistance pour lutter contre les effets du changement climatique et (v) nombre de membres des ménages pauvres capables de faire face aux effets du changement climatique. Le projet devra faire un effort pour désagréger les jeunes par sexe.

Le cadre logique révisé n'a pas encore fait l'objet de partage avec la participation de tous les acteurs clés impliqués. Les activités développées par le programme sont pertinentes par rapport au contexte. Cependant, du fait du retard constaté dans la mise en œuvre, des risques existent quant à l'atteinte des résultats et les objectifs du programme dans les délais impartis. Les raisons principales sont (i) la faible dimension et l'envergure des projets financés par le Programme, (ii) la faiblesse des ressources mises à la disposition des CRP pour la mise en œuvre du PRLP. Pour le CRP de São Vicente, le POSER a affecté au financement des microprojets 20

538 738 Escudos soit environ 35% des besoins de financement et 26% en référence à la prévision de financement du Costab du Programme. Cette situation entraîne très souvent le rejet des demandes de financement des ACD ou le redimensionnement de certains microprojets pour rester dans l'enveloppe. C'est le cas du microprojet d'acquisition de pirogues équipées de moteur de l'ACD Nova Geração de Pescadores de São Pedro visité par la mission. Sur 145 membres dont environ 70 pêcheurs sans pirogue, la CRP n'a pu financer que 6 bénéficiaires ; et (iii) le manque d'une approche chaîne de valeur pour mettre en cohérence les différents microprojets financés par le Programme afin d'impacter significativement le niveau de pauvreté des bénéficiaires. La mission a noté que les indicateurs d'effets et d'impacts ne sont pas encore suivis par le Programme. Cette situation devra être corrigée sans délai.

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Organiser un atelier de partage du manuel de SSE et du cadre logique regroupant les parties prenantes à la mise en œuvre du Programme	RSE / Coordonnateur	Janvier / 2018	Proposé
Réaliser une étude d'impact des microprojets sur les bénéficiaires prenant en compte leur durabilité et leur répliquabilité.	RSE / Coordonnateur	Mars/ 218	[proposed] or [agreed]
Réviser le mécanisme d'affectation des fonds aux CRP sur la base des besoins de financement des PRLP.	Coordonnateur/Raf	Décembre / 2017	[proposed] or [agreed]

Système de suivi et évaluation. Le Document de conception du Projet (DCP) a envisagé un système de suivi évaluation dont les principales composantes sont le suivi de performances du Programme, des résultats et des impacts. La cellule du suivi et évaluation du programme est constituée d'un responsable de suivi et évaluation et de deux assistantes : l'une prend en charge le fonctionnement du système (supports) et le contrôle de qualité des données, et l'autre, la gestion de l'application informatique (base de données et site Web). Avec le démarrage du Poser-climat, la cellule de suivi et évaluation a été renforcée par le responsable système d'information Géographique (SIG/SE).

Le Système de Suivi et Evaluation (SSE) du POSER a été récemment mis à jour pour prendre en compte les activités du POSER-Climat. Cependant, son opérationnalisation présente certaines difficultés. Il ne parvient pas encore à renseigner les indicateurs de réalisations, d'effets et d'impacts. L'implication dans le dispositif de suivi et évaluation de l'ensemble des parties prenantes spécifiquement les délégations régionales du Ministère de l'agriculture, des ACD et des CRP n'est pas encore totale. La présence des acteurs du suivi-évaluation de l'UCP sur le terrain n'est pas effective. Et enfin, le système de suivi et évaluation du programme ne sert pas encore d'outil de pilotage à l'usage de l'UCP, des CRP, des ACP et des bénéficiaires.

Sur les 41 indicateurs de réalisations directes, 10 sont réellement suivis par le programme. La base de données du programme est principalement constituée des informations relatives à l'identification des microprojets et des bénéficiaires désagrégée par sexe et par âge.

Cette situation s'explique principalement par (i) la faiblesse du dispositif de collecte et de traitement des informations au niveau des ACD et des CRP ; (ii) l'absence de rapport d'activités périodiques partant du terrain notamment des ACD et des CRP vers l'UCP du programme ; (iii) l'absence d'auto-évaluations participatives et des d'enquêtes thématiques pour la mesure de l'impact qui permettront de documenter les effets du programme ; (iv) l'absence dans les plans d'affaire des microprojets d'indicateurs objectivement vérifiables à atteindre et (vi) l'absence de réunions de coordination trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre pour passer en revue l'avancement du Programme. L'UCP est consciente de ces faiblesses. La mission recommande la prise immédiate de mesures correctives nécessaires.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Renforcer le dispositif de suivi et évaluation du programme par l'utilisation des outils de collecte de données et l'identification au sein des ACD des personnes ressources endogène/ Animateurs (2 par ACD) et de Responsable de Suivi au niveau des CRP.	RSE/CRP/ACD	31 Janvier 2018	[proposed]
Former les personnes ressources endogène des ACD et des responsables SE des CRP sur la collecte et le traitement des données et l'utilisation de la base de données et donner le droit d'accès au système des Responsables suivi comme administrateur local.	RSE / Coordonnateur	Février 2018	[proposed]
Systématiser l'élaboration des rapports trimestriels au niveau	RSE/Coordonnateur	Chaque	[proposed]

des ACD, des CRP et au niveau de l'UCP du Programme.		trimestre	
Systématiser (i) des réunions de coordination trimestriel regroupant toutes les parties prenantes pour faire le point sur l'état d'avancement du programme., (ii) des ateliers annuels d'autoévaluation des microprojets pour capturer les bonnes pratiques et (iii) des enquêtes thématiques sur les résultats du projet.	Coordonnateur/ RSE/ /CRP		[proposed]
Dans le cadre des protocoles d'exécution avec les Délégation du MAA recommandés par cette mission, prévoir l'appui aux ACD ET CRP pour la collecte et l'analyse de données.	Coordonnateur / RSE	Immédiat	[proposed]
Renforcer les sorties de terrain de l'équipe Suivi-évaluation pour assurer la qualité des données collectées.	Coordonnateur / RSE	Permanent	[proposed]

Le système de suivi & évaluation du Poser répond peu aux besoins de mise en œuvre et de pilotage du Programme ainsi qu'aux besoins d'évaluation de son impact. La base de données devrait être améliorée pour mieux renseigner la chaîne de résultats.

Don Suivi et Evaluation sectoriel du MAA. Le Projet de Renforcement des capacités du système national de suivi & évaluation au Cap-Vert, Don du FIDA pour un montant de 800 000 USD, est en phase de démarrage. L'objectif du projet est le renforcement de l'utilisation de données objectives dans l'élaboration et le pilotage de la politique sectorielle du MAA et dans la gestion des projets, à travers un système de suivi & évaluation sectoriel. Le don prévoit le renforcement des capacités du personnel des Délégations régionales du MAA et l'acquisition d'équipement et des moyens de transport. Le projet est piloté par la Direction Générale de la Planification, du Budget et de la Gestion (DGPOG) du MAA en partenariat avec l'INE pour une durée de 4 années.

L'essentiel des conditions de premier décaissement ont été satisfaites, notamment la mise en place de l'équipe du projet constituée du personnel de la DGPOG, la signature de l'accord entre les MMA et l'Institut National de la Statistique (INE), le premier PTBA y compris le plan de passation des marches et l'ouverture du compte désigné. Cependant, des corrections sont à apporter au PTBA et au Plan de passation des marchés. La DGPOG devra accélérer la réalisation du manuel de SSE sectoriel et la finalisation des termes de référence de l'étude sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cap-Vert. Elle doit également impliquer toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du projet notamment l'INE, les directions du MAA, les projets et programmes, l'Institution Nationale de la recherche et de Développement Agricole (INIDA), les CRP et les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur du développement rural du Cap-Vert.

Durabilité. La stratégie de sortie et de pérennisation du programme est basée principalement sur (i) le renforcement des capacités des acteurs locaux et de leurs structures notamment des ACD et les CRP; (ii) la rentabilité économique et financière des microprojets; (iii) le développement de synergie et de complémentarité avec les services techniques déconcentrés de l'Etat, les ONGs, les projets et programmes appuyés par d'autres bailleurs de fonds; (iv) le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC); et (v) l'accès durable au financement, aux intrants et matériels/ équipements agricoles, au conseil agricole et rural de qualité et au marché plus rémunérateurs des porteurs de microprojets.

Des ACD et CRP renforcées avec plus d'autonomie technique et financière pourront, à la clôture du Programme, prendre en charge un certain nombre de fonctions notamment le conseil technique et commercial, l'entretien des ouvrages hydrauliques, etc. pour garantir la durabilité des investissements. Actuellement, les capacités d'autofinancement des CRP/ ACD sont faibles. Elles sont dépendantes principalement du financement du POSER. On note toutefois des avancées qui pourraient être consolidées : les CRP de São Vicente, de Santo António visitées par la mission ont développé des partenariats avec autres bailleurs de fonds notamment l'Union Européenne, des ONGs et des entreprises publiques et privées, et ont bénéficié de ressources financières supplémentaires. Certaines CRP commencent à fournir des prestations de services pour leurs partenaires, notamment les CRP de São Vicente et de Santo António (formation en informatique et gestion financée par l'UE, stages d'étudiants des universités, financement de microprojet par une ONG portugaise).

Le recouvrement du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) est actuellement à 2,5%. La mission a constaté que les taux de remboursement, les montants, les modalités et les dates de paiement ne sont pas encore claires pour les CRP et les ACD. L'opérationnalisation de ce remboursement est un gage de durabilité.

Les CRP se sont regroupées en une Fédération, créée en Juin 2017. Afin de faciliter l'accès au marché plus rémunérateur, un projet de mise en place de coopérative pour la commercialisation des produits des bénéficiaires a été élaboré. La coopérative permettra une vente groupée de la production, la mise en relation commercialisation entre les producteurs et les opérateurs de marchés. Cette coopérative, pourra consolider les actions des CRP dans leurs appuis aux ACD et aux producteurs. Elle apparaît comme un facteur pouvant renforcer la durabilité des actions du POSER.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Evaluer des capacités d'organisation, de gestion et technique des ACD/CRP et appuyer à l'élaboration de plan d'action pour le	Responsable	28 février 2018	[proposed]

renforcement de la professionnalisation et de l'autonomisation par ACD et par CRP	Composante 2/RSE/CRP		
Faciliter l'accès aux financements des ACD à travers (i) l'intermédiation financière entre les porteurs de microprojets et les IMF, (ii) le renforcement de leur capacité de négociation et de partenariat pour la mobilisation d'autres ressources notamment des bailleurs de fonds, des entreprises privées pour l'exécution des financements du PRLP et (iii) le recouvrement du FRC	Responsable Microfinance et Entreprenariat /CRP/APIMF	30 Juin 2018	[proposed]
Développer un Protocole de collaboration avec Pro-empresa ancienne l'Agence capverdienne de développement de l'entreprenariat et de l'innovation (ADEI)	Responsable Microfinance et Entreprenariat / Coordonnateur	Février 2018	[proposed]
Systématiser les cotisations annuels pour les membres des CRP notamment les ACD, les ONGS...etc.	ACD/CRP	30 Mars 2018	[proposed]

La mission note l'importance de renforcer les compétences en éducation financière pour les porteurs de microprojets afin d'assurer la durabilité de ceux-ci. En effet, le POSER mettra en œuvre, en 2018, la formation des formateurs en éducation financière avec le soutien de la DID et, avec l'appui du BDS le renforcement des capacités des ressources humaines dans toutes les régions d'intervention du Programme. Les formateurs formeront à leur tour l'équipe technique, en se concentrant sur les animateurs et les comptables, ainsi que sur les facilitateurs des personnels des délégations sur le terrain pour renforcer le suivi et l'animation économique et financière.

La stratégie de pérennisation des actions du POSER est perceptible à travers les acteurs institutionnels qui les portent. Cependant, le renforcement des capacités de ces acteurs est indispensable pour leur prise en charge systématique des acquis des investissements à l'achèvement du POSER. Dans cette logique, la durabilité financière et technique est progressivement en construction à travers les microprojets financés et la durabilité institutionnelle à travers les ACD et les CRP.

Gestion de connaissances. Dans cadre du POSER, la gestion des connaissances est assurée par le Responsable du Suivi & évaluation. Pour la capitalisation de sa stratégie d'intervention et de ses résultats à travers notamment, les CRP et les ACD, le programme est en train de préparer des fiches de bonnes pratiques selon la méthodologie développée par la FAO. Les ACD et les CRP ont organisé des visites d'échanges sur le FRC, la gestion des microprojets et les bonnes pratiques au profit des bénéficiaires. Au total, 15 producteurs ont participé aux visites. Trois (3) films documentaires sur les succès du Programmes ont été produits en partenariat avec les CRP de São Vicente, Santo Antão, et Santiago Centre. Afin de garantir la diffusion des produits de la capitalisation, la mission recommande au Programme de développer un partenariat solide avec les organes de presse et de mettre en place un plan de capitalisation des résultats du Programme. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des CRP et de l'unité de coordination sur la capitalisation des résultats du programme. Le protocole d'accord entre l'UCP et la DGASP prévoit la réalisation de supports de communication (fiches, dépliants, films, émissions radios et télé) et des notes d'information pour alimenter le site Web et la page Facebook du Programme. La mission est d'avis que le Programme doit organiser des visites d'échange pour les ACD et les CRP sur l'approche chaîne de valeur au Sénégal et la gestion de l'eau au Maroc.

Stratégie de ciblage. La stratégie de ciblage mise en place par le POSER a permis de s'assurer que les couches vulnérables puissent bénéficier des opportunités créées par le programme, surtout au niveau des activités économiques. Les données reçues par la mission ont été désagrégées en homme, femme et jeune, et sur le terrain, la mission a pu rencontrer ces catégories de bénéficiaires et a noté la part importante des femmes chefs de ménages. Dans quelques rares cas, et particulièrement dans la production agricole, l'accès à la terre est apparu comme un facteur potentiel d'exclusion des femmes et des jeunes (cas du village de Lagoa à Santo Antão, Porto Novo) du fait de la rareté des terres disponibles et de la pénibilité de leur mise en valeur quand elles existent. Les autorités rencontrées ont entrepris des démarches pour que cette question soit réglée au niveau des mairies.

Sur un total de 143 Assemblées communautaires tenues, y ont participé, 58 % des hommes et 42 % des femmes, dont 20 % des jeunes. Pour les AGR à travers les CRP, les femmes interviennent pour 42 % et les jeunes pour 21 %. Les femmes ont surtout bénéficié des microprojets de transformation agro-alimentaire (73%) et une hausse au niveau des microprojets de formation professionnelle (passant de 56 à 59% de 2016 à 2017), et des microprojets d'agriculture et de pêche (de 34 à 36%).

La participation des jeunes dans la mise en œuvre du POSER a connu une amélioration par rapport à l'année 2016. Elle passe de 17 à 21% (formation professionnelle, 71%, transformation agro-alimentaire, 42%, agriculture 16%, élevage, 24% et pêche 30%).

Dans le domaine du genre et pour assurer la performance des activités du programme, des actions ont été prises notamment, la formation des ACD, la mise en vigueur du contrat signé le 7 juin 2017 entre le POSER et l'ICIEG (Institut capverdien pour l'égalité et équité de genre). Depuis lors, cet institut a assuré les formations suivantes :

(i) *entrepreneuriat (82% de femmes dans les CRP de Santiago)* (ii) *vie associative et coopérative et l'intégration de la dimension de genre et inclusion des jeunes. En partenariat avec l'ONG Laço Branco pour la promotion de la nouvelle forme de masculinité, 125 hommes, répartis dans Santiago, Fogo, Brava et Maio, ont bénéficié d'une formation sur la promotion de l'équité entre les sexes et construction de nouvelles formes de masculinité.*

Il reste à l'ICIEG, le module sur le leadership féminin, lequel va débiter incessamment.

Afin d'assurer un meilleur impact des investissements sur la lutte contre la pauvreté, la mission recommande que l'UCP face un suivi plus régulier et rigoureux de la stratégie de ciblage.

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
Reconduire le contrat avec ICIEG et Relancer des thèmes à divulguer auprès des bénéficiaires dans les autres îles du pays	UCP, ICIEG	Janvier 2018	Propose
Poursuivre le programme d'appui aux bénéficiaires (leadership féminin, entrepreneuriat féminin, vie associative, construction d'une nouvelle forme de masculinité)	Délégués du MAA, et autres Structures appropriées	Dès janvier 2018	Propose
Préparer et dérouler un programme de suivi des formations sur le terrain	CRP, ACD, POSER, MAA	Permanent	Propose
Dans l'identification et la mise en œuvre des microprojets, documenter la situation des femmes et jeunes sans terre, et faire un plaidoyer auprès des collectivités locales	CRP, ACD, POSER, MAA	Permanent	Propose
Assurer un suivi plus régulier et rigoureux de la stratégie de ciblage	Ciblage /UCP		

Mise en œuvre des microprojets. Au 30 Septembre 2017, le POSER a financé 495 microprojets. Les microprojets sociaux représentent 9% et ceux générateurs de revenus et d'emplois 91%. Les engagements en microprojets par le POSER touchent un total de 9 523 Bénéficiaires directs, ce qui correspond à 87% de l'objectif fixé dans le cadre logique révisé (10 957 bénéficiaires directs). La distribution des bénéficiaires par secteur montre que l'agriculture concentre deux tiers des bénéficiaires du Programme. La Pêche et l'Elevage, regroupent 23% des bénéficiaires. Les microprojets économiques sont répartis de la façon suivante :

- 170 microprojets d'élevage individuels ou collectifs : 80 projets d'élevage de porcs, 51 projets de poules et de poulets de chair, 37 projets de caprins pour la viande et lait pour la fabrication de fromage et 2 projets d'ovins. Le nombre total des bénéficiaires est 614 personnes chefs de familles dont 210 hommes, 404 femmes et 144 jeunes ;
- 93 microprojets d'agriculture avec un nombre total de 2 932 bénéficiaires dont 1 893 hommes, 1 039 femmes et 467 jeunes. Les activités de ces microprojets sont dans la majorité de production maraîchère et sont mis en œuvre à l'aide de la promotion de technologies efficaces, efficientes et pertinentes de mobilisation et de gestion de l'eau, dont l'irrigation goutte-à-goutte, des cultures sous serres sur système d'irrigation goutte à goutte et des cultures sous serres avec des systèmes hydroponiques (cultures à racines nues sur l'eau) pratiqués sur des caisses ;
- 70 microprojets de pêche maritime, dont 66 pour l'acquisition de 134 moteurs hors-bords et d'autres équipements, 66 pour la réhabilitation ou l'acquisition de 78 bateaux pour des pêcheurs individuels ou des groupements de pêcheurs et 50 pour l'achat des caisses thermiques pour le maintien de la chaîne de froid. Le nombre de bénéficiaires est de 419 pêcheurs artisanaux dont 267 hommes et 152 femmes et 125 jeunes ;
- 66 microprojets de petit commerce ou des services ; la tendance depuis 2014 est vers une diminution de ce type de microprojets, suite aux recommandations de la supervision de juillet 2017 pour la priorisation des secteurs productifs (cf point 16 de l'Aide-mémoire de la mission de suivi de juillet 2017 : « Axes d'intervention ») ; le nombre de bénéficiaires est de 185 personnes. Cependant, ces types de microprojets pourraient contribuer à la commercialisation des produits des activités de production agricole et animale.
- 40 microprojets de transformation agroalimentaire qui regroupent une large gamme d'activités pertinentes en milieu rural (fruits et légumes, céréales, etc.) ; ils bénéficient à 120 personnes, dont 87 femmes chef de ménages et 51 jeunes ; les activités de ces microprojets sont des potentiels appuis à la valorisation et commercialisation des produits des autres microprojets économiques.
- 11 microprojets de formation professionnelle pour 165 bénéficiaires (97 femmes et 117 jeunes). Les activités de ces microprojets vont renforcer les capacités des bénéficiaires sur la maîtrise de l'utilisation des modèles de technologies qui sont proposées.

Au cours de l'année 2017 au total 55 microprojets ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre par les ACD au niveau des CRP avec un financement total 200.897.981,38 ECV dont 160.419.648,78 ECV financés par les fonds du FIDA. Pour un total 3 043 bénéficiaires:

- 14 projets structurants ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 1 818 bénéficiaires. Le montant total du financement est 117.336.129,38 ECV dont 99.321.586,78 ECV financé par les fonds du FIDA,
- 8 projets collectifs ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 935 bénéficiaires. Le montant total du financement est 26.948.316,00 ECV dont 24.336.082,00 ECV financé par les fonds du FIDA
- 33 projets individuels ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre pour un nombre total 290 bénéficiaires. Le montant total du financement est 56.613.536,00 ECV dont 36.761.980,00 ECV financés par les fonds du FIDA

Réalisations du PTBA 2017 : les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2017 au 30 septembre sont respectivement de 40% et de 40,18%.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices des revenus par les bénéficiaires en partenariat avec les ACD et les CRP et sur la base des fiches de base consolidées le nombre de microprojets d'activités économiques financés par le POSER est de 453 microprojets. Les bénéficiaires de ces microprojets sont au nombre de 4 435 personnes chefs de familles :

Le projet POSER-Climat a officiellement été lancé le 21 août 2017. Le démarrage du POSER-C bénéficie d'une assistance technique pour accélérer sa mise en œuvre. Les activités réalisées à ce jour, dans le cadre du PTBA 2017 sont les suivantes :

Composante 1 :

- La signature de la convention avec UniCV-ECAA et lancement de l'étude de référence, après approbation de l'INE ;
- La confirmation des sites d'interventions à l'aide des visites de terrain sur les quatre îles du pays (Brava, Fogo, Santiago, São Nicolau) en accord avec les délégations du MAA et du coordinateur de l'UCP ;
- L'inventaire, le rassemblement des études techniques disponibles pour les différents sites confirmés et le plan de réalisation des études techniques ;
- Le recrutement l'équipe technique du projet (génie rural, conservation des sols) ;

Composante 2 :

- L'achat (en cours) des quatre stations météorologiques et de 160 pluviomètres paysans pour l'INMG ;

Composante 3 :

- Le recrutement l'équipe technique du projet (SIG/SE) et personnels additionnels (chauffeur et comptable) ;
- L'achat du matériel / équipement nécessaire au démarrage du projet (équipement informatique, véhicule, mobilier de bureau) ;

Les activités restantes au titre de 2017 incluent :

- La continuation et finalisation de certaines études techniques par les experts techniques du projet afin de constituer les termes de référence pour les DAO devant être lancés en 2018 ;
- La finalisation des protocoles d'accord avec l'INMG et l'ANAS pour les composantes 1 et 2.

Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 se présente comme suit : 50% achevé, 40% en cours. Le taux d'exécution financière (décaissements + engagements actuels à réaliser jusqu'au 31/12/2017) est de 70,09% au 31 octobre 2017 (en partie sur préfinancement POSER).

Les activités prévues au titre de 2018 incluent :

Composante 1 :

- Les formations sur l'intégration des risques climatiques dans les PRLP et microprojets financés par les CRP et l'appui aux CRP et ACD (volet 1.1) ;
- La finalisation des études techniques permettant la constitution des DAO ;
- Le démarrage de la construction des ouvrages de gestion de l'eau et des sols dans trois sites du projet : Fogo (zone nord), Brava et Santiago (Longuera Covada, Ribeireta), après passation des marchés et sélection des entreprises ;

- La finalisation et présentation des résultats de l'étude de référence conduite par UniCV-ECAA ;
- La formation sur la construction et l'entretien des ouvrages de conservation des sols et correction torrentielle destinée aux cadres du MAA, de ses services décentralisés, aux CRP et ACD ;

Composante 2 :

- La conduite et la présentation des résultats des études par l'ANAS sur (1) le bilan hydrique en relation avec les variables climatiques de surface et (2) la pollution des eaux souterraines ;
- L'entrée sur le réseau des stations météorologiques automatiques de l'INMG et les formations auprès des agriculteurs sur l'utilisation des pluviomètres paysans et l'information climatique.

Actions	Responsabilité	Deadline	Statut
Accélérer la mise en œuvre du volet 1.1			
<ul style="list-style-type: none"> • Définir les activités devant être conduites afin de les inscrire dans des termes de référence / protocoles • Procéder à l'appel d'offre • Sélectionner une offre et commencer les activités 	Coordonnateur	12/2017	[proposed]
Etablir les protocoles avec l'INMG et l'ANAS			
<ul style="list-style-type: none"> • Définir les activités devant être intégrées dans les protocoles avec chacune des institutions • Signer les protocoles pour commencer les activités 	Equipe POSER-C / Coordonnateur	12/2017	[proposed]

Gestion financière.

Au 30/09/2017, le taux d'exécution du PTBA 2017 est de 40,18%. Le taux de réalisation de l'Etat capverdien est très satisfaisant tandis que les taux de réalisation des fonds FIDA, FFE et les bénéficiaires restent relativement faibles.

L'amélioration de la performance globale du PTBA reste fortement tributaire de la mise en œuvre des micro-projets et des projets structurants (catégorie I « Fonds PRLP » représentant en poids plus de 50% des prévisions budgétaires du poids). Un accent particulier devra donc être porté sur la sélection et la mise en œuvre rapide et efficiente des activités de cette catégorie si l'on veut atteindre les objectifs fixés par le projet à son élaboration.

Lors de la revue à mi-parcours du projet quinze (15) recommandations ont été formulées sur les aspects fiduciaires du projet. La revue de mise en œuvre de ces recommandations peut être résumée dans le tableau suivant.

Recommandations	Mise en œuvre
1. Prendre les dispositions nécessaires pour assurer la formation d'appoint relative à Tom2Pro et à la passation des marchés	Oui
2. Effectuer l'inventaire physique de clôture des comptes 2016 et procéder au rapprochement physique/comptable	Inventaire effectué, mais les données n'ont pas été rapprochées à la comptabilité
3. Reprendre sous Tom2Pro les immobilisations détaillées par nature, par bailleur et par site (UCP/CRP)	Non
4. Prendre les dispositions nécessaires, dans le cadre de la réglementation nationale en vigueur, pour combler les postes des CRP qui vont être vacants d'ici à fin décembre	Oui Cependant un poste d'animateur au niveau de la CRP Santiago Sul reste à pourvoir
5. Procéder à l'évaluation des performances du personnel sur la des objectifs/résultats de 2016 et transmettre le rapport au FIDA	Non
6. Etablir le PTBA 2017 sur la base des conclusions et des recommandations de la revue à mi-parcours et transmettre au FIDA	Oui
7. Prendre en compte les éléments d'amélioration des décaissements énoncés dans le cadre de la présente revue	Non
8. Mettre en œuvre le nouveau système d'allocation des ressources aux CRP en tenant en compte des directives y relatives en matière d'investissements structurants et de performance d'exécution	Non
9. Tenir compte des ressources disponibles projetés au 31/12/16, pour élaborer les PTBA 2017 et 2018/2019	Oui
10. Régulariser l'écart maîtrisé de reconstitution du compte désigné de 136 551,30 Euros en plus dans ledit compte	Oui

11. Compléter la régularisation des taxes avec les éléments des CRP/ACD	En cours
12. Procéder à l'analyse de la contribution des bénéficiaires pour avoisiner les 10% prévus	Oui
13. Mettre en œuvre des actions de sensibilisation d'appoint auprès des porteurs de micro-projets afin d'accroître de façon substantielle les remboursements	En cours
14. Relever le seuil des ECD	Oui
15. Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2016, validé au cours de la mission	Oui

Huit (8) recommandations mises en œuvre soit 53%

Quatre (4) recommandations non mises en œuvre soit 27%

Deux (2) recommandations en cours de mise en œuvre soit 13%

Une (1) recommandation partiellement mise en œuvre soit 7%

Au 30/09/2017, le montant total exécuté est de 207 345 488,00 CVE pour des prévisions de 516 009 922,85 CVE, soit un taux d'exécution de 40,18%

Les taux par bailleur, par composante et par catégorie se présentent ainsi :

Taux par bailleur :

BAILLEURS	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
FIDA	247 105 565,98	95 790 446,10	38,76%
FFE	210 497 333,99	81 599 268,90	38,76%
Etat	21 046 840,84	13 155 930,00	62,51%
Bénéficiaires	37 360 182,04	16 799 843,00	44,97%
TOTAL	516 009 922,85	207 345 488,00	40,18%

Le taux de réalisation financier de la contrepartie est satisfaisant alors que les taux de réalisation des fonds FIDA, FFE et bénéficiaires restent relativement faibles. Cette situation s'explique par :

- La contrepartie intègre les taxes ;
- Les microprojets sont de faible envergure et leur nombre limité.

Taux par composante :

COMPOSANTES	Prévisions	Réalisations	Taux
Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(PRLP)	355 633 630,00	153 265 250,00	43,10%
Formation, animation et mise en réseau	100 762 646,00	22 370 300,00	22,20%
Coordination et Gestion	59 613 916,00	31 709 938,00	53,19%
TOTAL	516 010 192,00	207 345 488,00	40,18%

Taux par catégorie :

CaTEGORIES	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution
	Montants	Poids en%	Montants	Poids en%	
Catégories I - Fonds PRLP	286 232 589,00	55,47%	108 860 180,00	52,50%	38,03%
Catégories II - Prestation de services	153 085 582,00	29,67%	56 549 134,00	27,27%	36,94%
Catégories III - Personnel	34 267 100,00	6,64%	25 079 950,00	12,10%	73,19%
Catégories IV - Fonctionnement	42 424 651,58	8,22%	16 856 224,00	8,13%	39,73%
TOTAL	516 009 922,58	100%	207 345 488,00	100,00%	40,18%

De façon globale le taux de réalisation du PTBA 2017 est tributaire de la catégorie I au regard du poids de cette catégorie (55.5%) dans le PTBA 2017.

Décaissements/bailleurs. Pour le projet POSER, à la date du 30 septembre 2017, les décaissements cumulés sur les financements extérieurs sont évalués à 9,572 millions de USD soit 46,68% des montants alloués :

- (i) 3,031 millions de dollars USD représentant 47,51% du prêt FIDA ;
- (ii) 2,122 millions de dollars USD représentant 45,93% du prêt supplémentaire FIDA
- (iii) 4,419 millions de dollars USD représentant 46.5% du prêt FFE
- (iv) Zéro pour le don (POSER Climat)

Ce pourcentage reste relativement faible à 18 mois de la date d'achèvement du projet.

En ce qui concerne le POSER Climat l'évaluation des besoins de trésorerie pour le PTBA 2017 et les six premiers mois de de 2018 se détaille comme suit :

		Montants (USD)		
Composantes		Dépenses engagées sur le PTBA 2017 ⁽¹⁾	Evaluation des dépenses du 1er semestre 2018 ⁽²⁾	Total
1	Fonds de financement des PRLP	36 474,92	563 274,43	599 749,35
2	Appui Institutionnel pour l'Adaptation aux CC de l'Agriculture Paysanne	82 468,28	34 006,43	116 474,71
3	Coordination et suivi-évaluation du Projet	130 684,96	67 867,27	198 552,24
Total		249 628,16	665 148,13	914 776,29

⁽¹⁾ Sur ce total de dépenses un montant total de 39 199,92 ont déjà été payés à travers les fonds du POSER (ce montant est à rembourser par le POSER-Climat)

⁽²⁾ Montant évalué sur la base des prévisions de réalisation sur le 1er semestre 2018 du projet de PTBA 2018

Les contrôles indiquent des faiblesses importantes en matière de contrôle interne et les mesures de suivi sont incomplètes.

Les rapports financiers ne sont pas générés et envoyés à intervalles réguliers au FIDA comme indiqué dans les accords de financement.

Des points critiques sur le contrôle interne relevés par l'audit au 31/12/2016 n'ont pas été entièrement mis en œuvre.

Le contrôle des DRF révèle des incohérences dans la chronologie des numéros (A titre d'illustration le n°40 peut être retrouvé à la suite du numéro 258 du même journal). Cette situation dénote de nombreuses suppressions/ressaisies à plusieurs niveaux (utilisateurs) dans le logiciel qui peuvent si aucune solution n'est trouvée remettre en cause l'intégrité et la fiabilité de la base comptable du projet ;

De nombreuses pièces demandées à partir des formulaires 102 ne sont pas disponibles à l'UCP. Les pièces justificatives sont conservées au niveau des CRP (ce qui pose le problème de la responsabilité de la justification des dépenses du projet). Selon les informations fournies par le projet, des contrôles (entre 2 et 3) sont effectués annuellement pour vérifier la conformité des dépenses des CRP cependant nous relevons que ces contrôles ne sont pas systématiquement matérialisés par des rapports.

Sur la base de la sélection effectuée le taux de justifications des ECD donne un pourcentage total justifié de 31,03% détaillé comme suit :

	N°DRF							Total
	11	12	13	14	15	16	17	
Montant sélectionné	178 322,26	158 035,18	154 830,10	154 413,70	103 492,80	152 471,60	265 045,33	1 166 610,97
Pièces justificatives disponibles et contrôlées	52 462,03	51 319,60	39 567,01	70 183,04	34 537,06	29 199,19	84 788,59	362 056,52
%pièces disponibles	29,42%	32,47%	25,56%	45,45%	33,37%	19,15%	31,99%	31,03%

En conclusion le contrôle sur les dépenses des CRP qui représentent plus de 50% des dépenses de l'UCP n'est pas satisfaisant.

Les recommandations critiques suivantes des auditeurs sur le contrôle interne en vigueur n'ont pas été mises en œuvre :

- (a) Les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, notamment qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds ;
- (b) La comptabilisation et le retrait ou paiement du montant correspondant aux 8% pour le développement durable des CRP et ACD doivent être précédés par une non-objection préalable du suivi-évaluation de l'UCP-PNLP qui doit aussi confirmer à priori que les microprojets sont déjà conclus ;
- (c) L'UCP-PNLP doit créer la fonction d'auditeur interne pour l'analyse périodique des systèmes de contrôle interne implémentés dans l'UCP et les CRP de façon à mieux sauvegarder les fonds et les actifs du programme en général.

L'effectif du POSER a été réduit. Le Responsable Animation, Communication et Réseaux est malade depuis quelques mois. Son poste est cumulé par la Responsable Genre et Ciblage. A cette situation s'ajoute la démission de l'Animateur de la CRP Santiago Sud, dont il faut assurer rapidement le remplacement.

Tous les contrats signés par le personnel sont des contrats à durée indéterminée dont le terme indiqué est la fin de projet. Cette situation est contraire aux dispositions de l'accord de financement (Page 11); les salaires servis à certains agents notamment les comptables sont différents de ceux indiqués dans les contrats de travail.

Evaluation des performances. Le personnel n'a pas fait l'objet d'évaluation depuis le début du projet.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Faire remonter toutes les pièces justificatives originales des CRP vers l'UCP. Cela pourra se faire au fur et à mesure de la soumission des demandes des fonds des CRP. Celles-ci pourront à défaut garder des copies à leur niveau	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 juin 2018	[proposed]
Veiller à ce que les ACD et les CRP facturent, comptabilisent et prélèvent leurs pourcentages sur les microprojets	RPSE, RAF, Coordonnateur,	01/01/2018	[proposed]
Mettre en place une cellule de contrôle/validation des pièces des CRP qui devra contrôler les documents comptables et les pièces justificatives à la réception des DRF des CRP avant tout décaissement par l'UCP	Coordonnateur, RAF	01/01/2018	[proposed]
Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO	RAF, le Coordonnateur	30 avril 2018	[proposed]
Analyser et mettre en œuvre les recommandations de l'audit 2016	Coordonnateur, RAF, RPSE	30 avril 2018	[proposed]

Les rapports d'audit ont été soumis avant la date d'échéance. Les rapports sont en grande partie conformes aux termes de référence convenus, aux directives du FIDA et aux normes d'audit acceptables.

Le financement global ne rencontre que des problèmes mineurs. La plupart des engagements juridiques sont respectés par le projet.

Passation des marchés. Des difficultés modérées sont rencontrées lors des acquisitions au niveau du PPM, notamment le manque d'informations dans le PPM pouvant faciliter une appréciation de l'exécution des marchés et un suivi de la planification des activités de passation de marchés initialement prévues.

POSER

Comparaison registre de contrat du Service comptabilité (TOM2PRO) et celui du RPM

Certaines divergences ont été notées entre le registre tenu par la RPM et celui issu du logiciel (différences entre le nombre de contrats répertoriés, ainsi que certaines variations au niveau des dates de contrats). Il y a lieu d'harmoniser les données TOM2PRO avec celles disponibles au niveau de la RPM.

Le taux d'exécution du PPM 2017 est le suivant :

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	6	4	26	20%
Fournitures	0		25	0%
Protocole		3		100%
Total	6	7	51	25%

Examen des dossiers de passation de marchés au niveau de la RPM

Nous avons passé en revue 06 marchés de consultants pour le POSER 2017 avec comme objectifs de s'assurer que les modalités de pré-sélection sont conformes avec les procédures nationales et les directives du FIDA.

Après analyse de l'échantillon, les méthodes utilisées/appliquées pour les services de consultants ne présentent pas d'observation particulières pour la conformité avec les procédures citées plus haut à l'exception du contrat N.003 relatif à l'audit des comptes 2016 prévu sur le PPM pour être effectué par la méthode SQL mais heureusement réalisé avec la méthode SBQC.

On note également un certain retard dans l'exécution du contrat N.015 relatif à l'évaluation des performances du personnel de l'UCP.

En ce qui concerne l'acquisition des biens et services, les prévisions du PPM s'élèvent à 145.752,14 CVE mais aucune des prévisions n'a été exécutée.

A cet effet, le projet devrait, lors de la préparation et soumission du PPM 2018, réfléchir sur ces capacités réelles de réalisation des activités à inclure dans ledit PPM.

Une base de données fournisseurs est disponible au niveau de l'UCP. Elle a été élaborée par la RPM qui effectue des mises à jour périodiques. Cependant, cette base n'a pas fait l'objet de validation par une commission et interne/ou par les autres services.

Nous recommandons à l'UCP de relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission interne qui va valider la base de données lors de son tout prochain renouvellement.

En termes de classement, les dossiers de passation de marchés sont d'une manière générale bien ordonnés mais leur classement nécessite une mise à jour régulière pour palier à certaines petites failles en vue d'en faciliter l'exploitation en cas de vérification.

POSER-Climat

Le PPM 2017 a été élaboré et soumis mais la non-objection n'a pas été accordée à la date de la mission.

Le plan de passation des marchés (PPM 2017-2018) dans le DCP Climat final bien élaboré n'a pas été suivi.

Deux (2) marchés de consultant ont été exécutés concernant le recrutement de deux consultants internationaux en assistance technique pour une valeur de 4.609.663 CVE, soit 41.803,41 euros et l'autre prévu dans le PTBA 2017 mais non reflété dans le PPM 2017 par omission pour une valeur de 716.281,44 CVE soit 6.495,70 euros pour l'assistance technique à l'UCP dans le cadre du POSER-C pour l'actualisation du manuel des procédures du suivi-évaluation.

Le taux de réalisation est le suivant :

PPM de 18 mois

Libellé	Réalisés	Réalisés mais non prévus au PPM	Prévus au PPM	% d'exécution
Consultants	1	6	21	33.33%

Travaux			19	0%
Biens et services			18	0%
Total	1	6	58	12.68%

Actions	Responsabilité	Délai	Statut
<i>Améliorer la présentation du PPM en renseignant les sections nécessaires avant l'envoi de la demande d'ANO au FIDA.</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
<i>Identifier et signer un contrat d'assistance ponctuel avec une personne ressource pour un appui au suivi et à la passation de marchés et prévoir un renforcement des capacités de la RPM</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
<i>Dans la mesure où le registre des contrats présenté lors de la soumission des DRF est celui issu du logiciel TOM2PRO, initier un rapprochement périodique entre le registre extra comptable et celui issu du logiciel pour déceler et corriger les éventuelles incohérences</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
<i>Tenir compte des capacités de mise en œuvre lors de l'élaboration des PPM</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
<i>Relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission qui va valider la base de données fournisseurs</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]
<i>Suivre rigoureusement les règles de passation des marchés pour une bonne élaboration des PPM du POSER-C</i>	Coordonnateur, RAF, SPM		[proposed]

Récapitulatif des principales recommandations

Vue d'ensemble et avancement du projet

Titre de l'action convenue	Date de la mission
Organiser un atelier de partage du manuel de SSE et du cadre logique regroupant les parties prenantes à la mise en œuvre du Programme	11 au 29 novembre 2017
Réaliser une étude d'impact des microprojets sur les bénéficiaires prenant en compte leur durabilité et leur répliquabilité.	11 au 29 novembre 2017
Réviser le mécanisme d'affectation des fonds aux CRP sur la base des besoins de financement des PRLP.	11 au 29 novembre 2017
Renforcer le dispositif de suivi et évaluation du programme par l'utilisation des outils de collecte de données et l'identification au sein des ACD des personnes ressources endogène/ Animateurs (2 par ACD) et de Responsable de Suivi au niveau des CRP.	11 au 29 novembre 2017
Former les personnes ressources endogène des ACD et des responsables SE des CRP sur la collecte et le traitement des données et l'utilisation de la base de données et donner le droit d'accès au système des Responsables suivi comme administrateur local.	11 au 29 novembre 2017
Systématiser l'élaboration des rapports trimestriels au niveau des ACD, des CRP et au niveau de l'UCP du Programme.	11 au 29 novembre 2017
Systématiser (i) des réunions de coordination trimestriel regroupant toutes les parties prenantes pour faire le point sur l'état d'avancement du programme., (ii) des ateliers annuels d'autoévaluation des microprojets pour capturer les bonnes pratiques et (iii) des enquêtes thématiques sur les résultats du projet.	11 au 29 novembre 2017
Dans le cadre des protocoles d'exécution avec les Délégation du MAA recommandés par cette mission, prévoir l'appui aux ACD ET CRP pour la collecte et l'analyse de données.	11 au 29 novembre 2017
Renforcer les sorties de terrain de l'équipe Suivi-évaluation pour assurer la qualité des données collectées.	11 au 29 novembre 2017
Reconduire le contrat avec ICIEG et Relancer des thèmes à divulguer auprès des bénéficiaires dans les autres îles du pays	11 au 29 novembre 2017
Poursuivre le programme d'appui aux bénéficiaires (leadership féminin, entrepreneuriat féminin, vie associative, construction d'une nouvelle forme de masculinité)	11 au 29 novembre 2017
Préparer et dérouler un programme de suivi des formations sur le terrain	11 au 29 novembre 2017
Dans l'identification et la mise en œuvre des microprojets, documenter la situation des femmes et jeunes sans terre, et faire un plaidoyer auprès des collectivités locales	11 au 29 novembre 2017
Assurer un suivi plus régulier et rigoureux de la stratégie de ciblage	11 au 29 novembre 2017
Accélérer la mise en œuvre du volet 1.1	11 au 29 novembre 2017
Etablir les protocoles avec l'INMG et l'ANAS	11 au 29 novembre 2017

Durabilité et mise à l'échelle

Titre de l'action convenue	Date de la mission
<i>Evaluer des capacités d'organisation, de gestion et technique des ACD/CRP et appuyer à l'élaboration de plan d'action pour le renforcement de la professionnalisation et de l'autonomisation par ACD et par CRP</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Faciliter l'accès aux financements des ACD à travers (i) l'intermédiation financière entre les porteurs de microprojets et les IMF, (ii) le renforcement de leur capacité de négociation et de partenariat pour la mobilisation d'autres ressources notamment des bailleurs de fonds, des entreprises privées pour l'exécution des financements du PRLP et (iii) le recouvrement du FRC</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Développer un Protocole de collaboration avec Pro-empresa ancienne l'Agence capverdienne de développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation (ADEI)</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Systématiser les cotisations annuels pour les membres des CRP notamment les ACD, les ONGS...etc.</i>	11 au 29 novembre 2017

Gestion financière et exécution

Titre de l'action convenue	Date de la mission
<i>Faire remonter toutes les pièces justificatives originales des CRP vers l'UCP. Cela pourra se faire au fur et à mesure de la soumission des demandes des fonds des CRP. Celles-ci pourront à défaut garder des copies à leur niveau</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Veiller à ce que les ACD et les CRP facturent, comptabilisent et prélèvent leurs pourcentages sur les microprojets</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Mettre en place une cellule de contrôle/validation des pièces des CRP qui devra contrôler les documents comptables et les pièces justificatives à la réception des DRF des CRP avant tout décaissement par l'UCP</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOMPRO</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Analyser et mettre en œuvre les recommandations de l'audit 2016</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Améliorer la présentation du PPM en renseignant les sections nécessaires avant l'envoi de la demande d'ANO au FIDA.</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Identifier et signer un contrat d'assistance ponctuel avec une personne ressource pour un appui au suivi et à la passation de marchés et prévoir un renforcement des capacités de la RPM</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Dans la mesure où le registre des contrats présenté lors de la soumission des DRF est celui issu du logiciel TOM2PRO, initier un rapprochement périodique entre le registre extra comptable et celui issu du logiciel pour déceler et corriger les éventuelles incohérences</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Tenir compte des capacités de mise en œuvre lors de l'élaboration des PPM</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Relancer l'appel à fournisseurs et mettre en place une commission qui va valider la base de données fournisseurs</i>	11 au 29 novembre 2017
<i>Suivre rigoureusement les règles de passation des marchés pour une bonne élaboration des PPM du POSER-C</i>	11 au 29 novembre 2017

Appendice 1: Progrès physique mesuré par rapport au PTBA

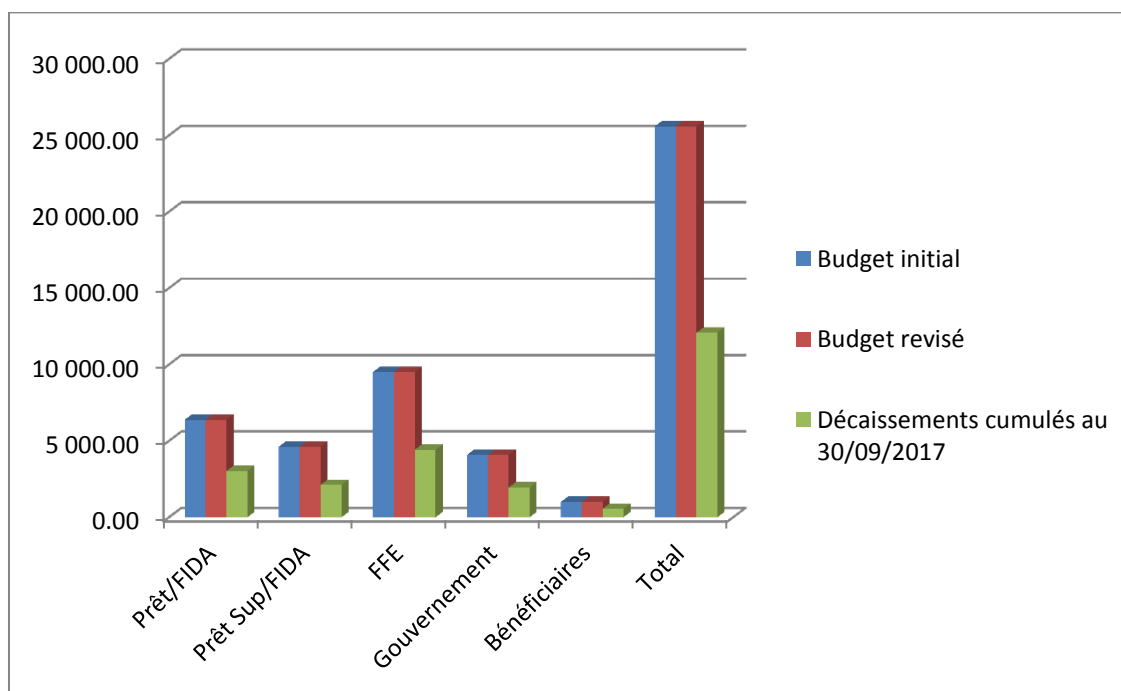
Component/O utcome				Periode: 01-01-2017 to 30-09-2017			Cumulative Actual	Appraisal Target	
		Indicator	Unit	AWP&B	Actual	%			%
Component 1 /Financement des PRLP									
		Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	74,25	185,00	249%	280,50	244	115%
		Bénéficiaires Microprojets Economiques (Porteurs)	Nombre	2223	2290,00	103%	4435,00	4368	102%
		Bénéficiaires Microprojets Sociaux	Nombre	245	1847,00	754%	4173,00	2571	162%
		Bénéficiaires des Emplois Créés par les Microprojets (Non Porteurs)	Nombre	649	341,00	53%	1257,00	1564	80%
		Microprojets Sociaux Réalisés	Nombre	18	7,00	39%	42,00	53	79%
		Microprojets Economiques Réalisés	Nombre	178	64,00	36%	453,00	567	80%
		Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	973	118,00	12%	614,00	2.442	25%
		Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	5	0,00	0%	41,00	40	103%
		Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Nombre	228	11,00	5%	165,00	610	27%
		Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Homme	118,5	0,00	0%	68,00	305	22%
		Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	femme	109,5	11,00	10%	97,00	305	32%
		Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	20,5	1,00	5%	10,00	50	20%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre	740	1854,00	251%	2817,00	2.442,00	115%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	443,5	1152,00	260%	1730,00	1.465	118%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	femme	296	702,00	237%	1087,00	977	111%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	973	118,00	12%	614,00	2.442	25%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	267,5	12,00	4%	210,00	733	29%
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	femme	706	106,00	15%	404,00	1.709	24%
		Ménages ayant accès aux services zoo sanitaires mis en place	Nombre	973	118,00	12%	614,00	2.442	25%
		Installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre	23,5	13,00	55%	66,00	100	66%
Component 2 – Animation et Mise en Reseau									
		Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	69,5	ND	ND	#VALOR!	203	31%
		Membres des groupes communautaires créés/consolidés	Homme	2.582	1584,00	61%	12162,00	15.742	77%
		Membres des groupes communautaires créés/consolidés	femme	2.314	1405,00	61%	12023,00	15.246	79%
		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	77	49,00	64%	403,00	508	79%
		Plans villageois/communautaires élaborés	Nombre	67	49,00	73%	321,00	406	79%

Appendice 2: Financier: performance financière actuelle par bailleur, par composante et décaissements par catégorie

Appendice 2A

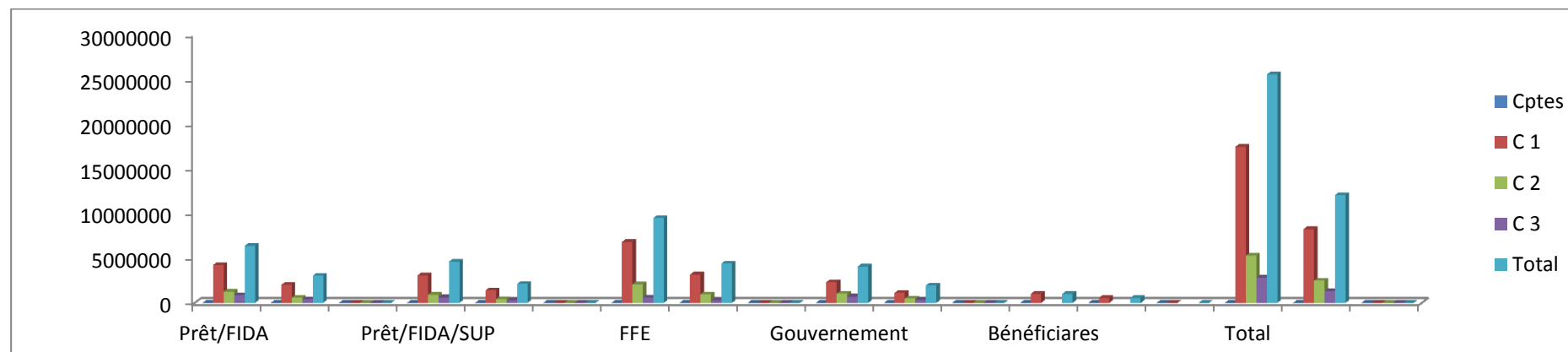
Performance financière par bailleur (USD 000) au 30/09/2017

Financier	Budget initial	Budget révisé	Décaissements cumulés au 30/09/2017	%
Prêt/FIDA	6 380,00	6 380,00	3 030,90	47,51%
Prêt Sup/FIDA	4 620,00	4 620,00	2 121,12	45,91%
FFE	9 504,00	9 504,00	4 419,22	46,50%
Gouvernement	4 083,00	4 083,00	1 955,99	47,91%
Bénéficiaires	1 005,00	1 005,00	552,63	54,99%
Total	25 592,00	25 592,00	12 079,86	47,20%



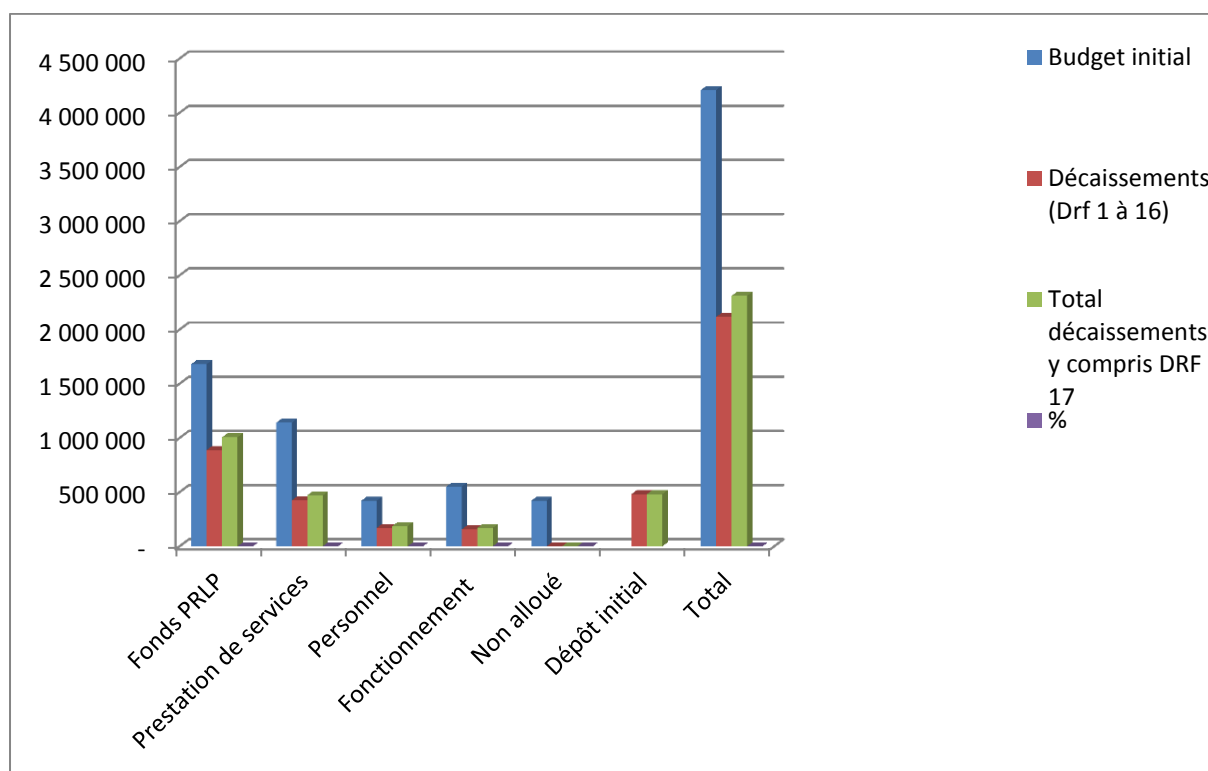
Appendice 2B
Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 30/09/2017

	Prêt/FIDA			Prêt/FIDA/SUP			FFE			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Cptes	Prévisions	Décaiss	%	Prévisions	Décaiss	%	Prévisions	Décaiss	%	Prévisions	Décaiss	%	Prévisions	Décaiss	%	Prévisions	Décaiss	%
C 1	4 248 319,61	2 018 219,69	47,51	3 076 721,65	1413 080,25	45,93	6 825 493,80	3 173 782,02	46,50	2 324 307,20	1113 595,32	47,91	1005 092,40	552 628,32	54,98	17 479 934,66	8 271 305,60	47,32
C 2	1259 920,61	598 541,73	47,51	912 460,78	419 076,03	45,93	2 073 614,00	964 208,45	46,50	1039 930,00	498 239,29	47,91				5 285 925,39	2 480 065,52	46,92
C 3	871 759,84	414 140,89	47,51	631 346,65	289 965,62	45,93	604 798,90	281 225,06	46,50	718 329,30	344 157,67	47,91				2 826 234,69	1 329 489,23	47,04
Total	6 380 000,06	3 030 902,32	47,51	4 620 529,08	2 122 121,90	45,93	9 503 906,70	4 419 215,53	46,50	4 082 566,50	1 955 992,28	47,91	1 005 092,40	552 628,32	54,98	25 592 094,74	12 080 860,35	47,21



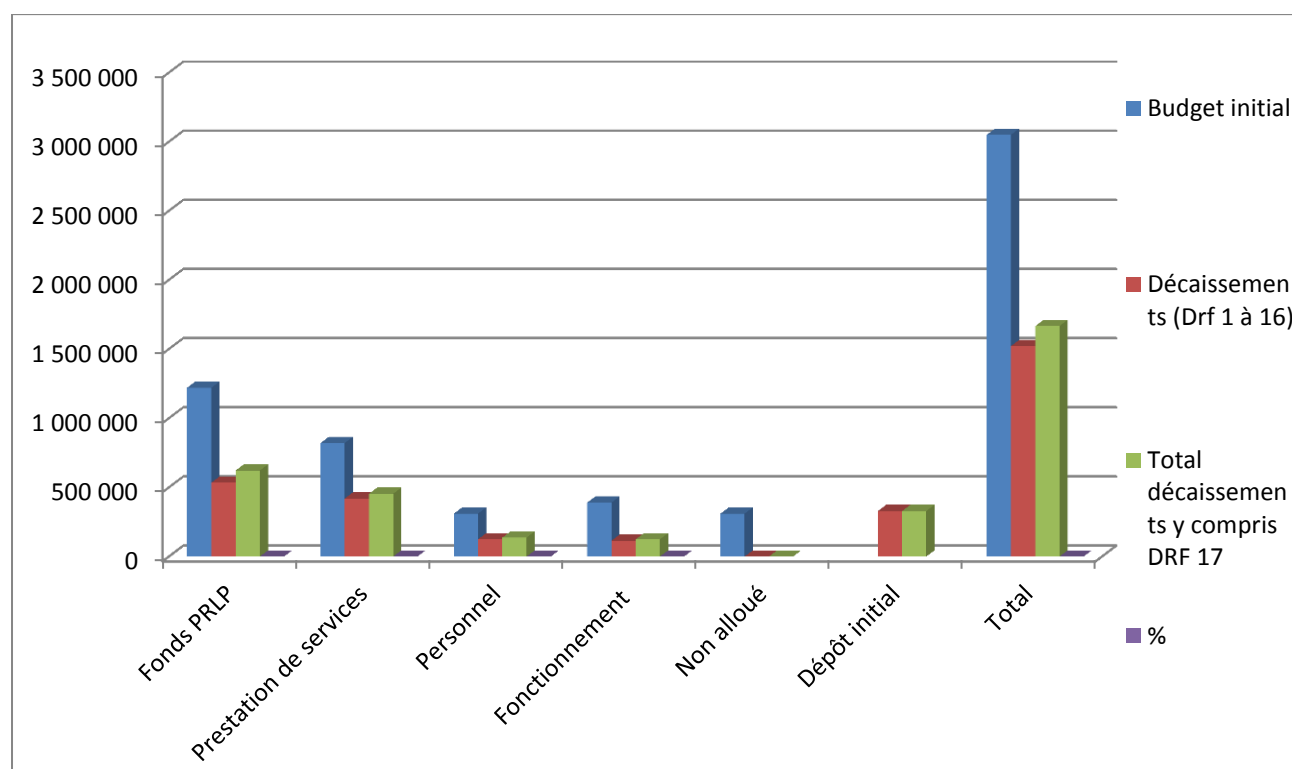
Appendice 2C. Décaissements Prêt/FIDA (DTS) AU 30 SEPTEMBRE 2017

N	Catégorie	Budget initial	Décaissements (Drf 1 à 16)	Solde	%	Drf 17) Non encore décaissée	Total décaissement y compris DRF 17	%
I	Fonds PRLP	1 680 000	888 397.14	791 603	52.88	117 909.00	1 006 306.14	59.90
II	Prestation de services	1 140 000	422 812.50	717 188	37.09	46 529.30	469 341.80	41.17
III	Personnel	420 000	169 416.59	250 583	40.34	16 735.24	186 151.83	44.32
IV	Fonctionnement	550 000	155 273.71	394 726	28.23	13 197.66	168 471.37	30.63
	Non alloué	420 000	0.00	420 000	-		0.00	0.00
	Dépôt initial		481 096.70	-481 097			481 096.70	
	Total	4 210 000	2 116 996.64	2 093 003.36	50.28	194 371.20	2 311 367.84	54.90
Taux de change:								
1DTS = 1,18906995 EURO								



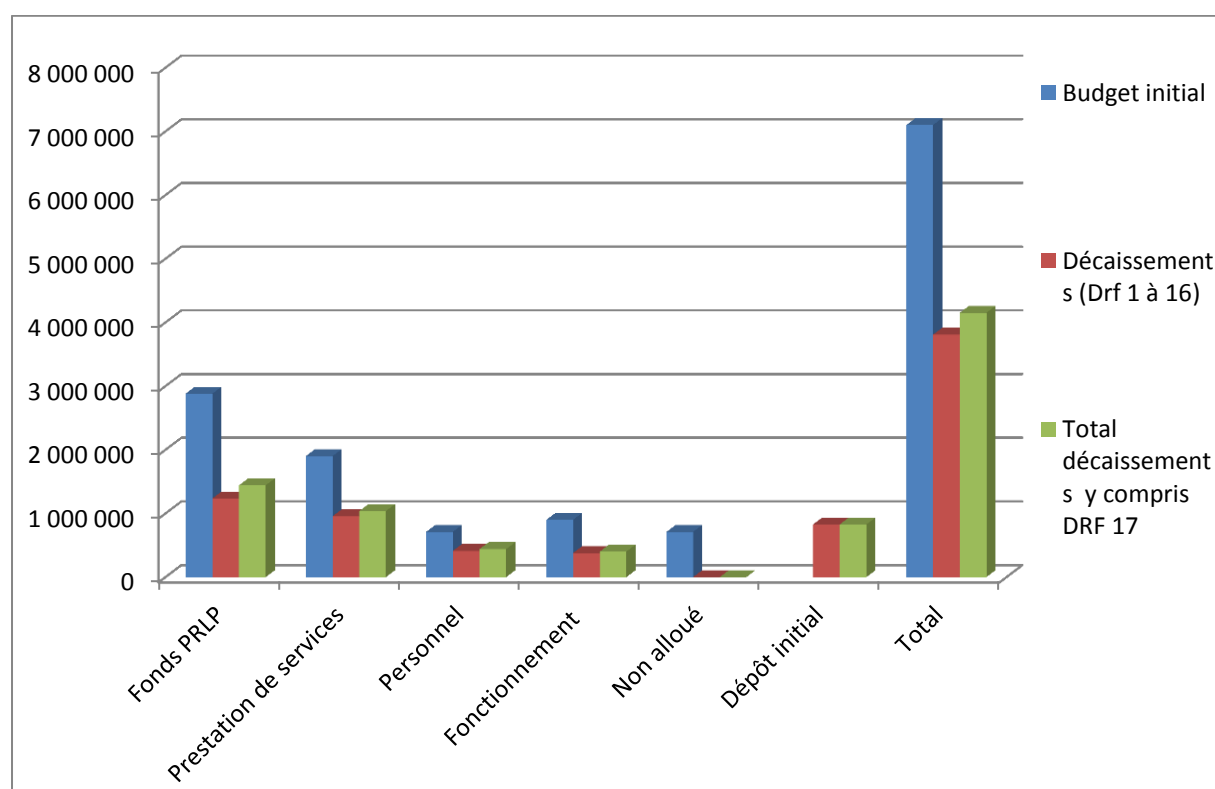
Appendice 2C. Décaissements Prêt supplémentaire/FIDA (DTS) AU 30 SEPTEMBRE 2017

N	Catégorie	Budget initial	Décaissements (Drf 1 à 16)	Solde	%	Drf 17) Non encore décaissée	Total décaissements y compris DRF 17	%
I	Fonds PRLP	1 220 000	534 239,47	685 760,53	43,79	87 480,87	621 720,34	50,96
II	Prestation de services	820 000	419 171,81	400 828,19	51,12	34 521,74	453 693,55	55,33
III	Personnel	310 000	124 787,94	185 212,06	40,25	12 416,47	137 204,41	44,26
IV	Fonctionnement	390 000	114 386,99	275 613,01	29,33	9 791,81	124 178,80	31,84
	Non alloué	310 000	0,00	310 000,00	-		0,00	
	Dépôt initial		328 624,21	-328 624,21			328 624,21	
	Total	3 050 000	1 521 210,42	1 528 789,58	49,88	144 210,89	1 665 421,31	54,60
Taux de change:								
1DTS = 1,18906995 EURO								



Appendice 5C. Décaissements Prêt/FFE (euro) AU 30 SEPTEMBRE 2017

N	Catégorie	Budget initial	Décaissements (Drf 1 à 16)	Solde	%	Drf 17) Non encore décaissée	Total décaissements y compris DRF 17	%
I	Fonds PRLP	2 880 000	1 233 830,60	1 646 169,40	42,84	208 041,75	1 441 872,35	50,07
II	Prestation de services	1 900 000	955 844,53	944 155,47	50,31	82 097,52	1 037 942,05	54,63
III	Personnel	710 000	411 535,47	298 464,53	57,96	29 528,10	441 063,57	62,12
IV	Fonctionnement	900 000	378 023,91	521 976,09	41,99	23 286,30	401 310,21	44,59
	Non alloué	710 000	0,00	710 000,00			0,00	
	Dépôt initial		828 000,00	-828 000,00			828 000,00	
	Total	7 100 000	3 807 234,51	3 292 765,49	53,62	342 954	4 150 188,18	58,45



Appendice 3: Respect des clauses juridiques: état de la mise en œuvre

Section	Disposition	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Remarks
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	N/A	N/A	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme »	N/A	N/A	Cette disposition a été supprimée dans la mesure où le compte désigné est en euro et qu'il y a une parité fixe entre l'euro et l'escudo : 1 euro = 110.265 escudos. La banque reçoit le chèque en escudo et procède au paiement en tenant compte du taux de change fixe.
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme , pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD »	Pour mémoire	Appliqué	Ce point a été amendé
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories » Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari-passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».	Pour mémoire	Appliqué	Ce point a été amendé
Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	31/10/2017	Non Appliqué	A la date du jour 28/11/2017 ce document n'a pas encore été transmis

Section 7.08, a) des conditions générales « Assurance des biens »	« L'emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques, l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du programme selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	31/12/2017	A mettre en Œuvre	
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'agent principal du programme, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du fonds..... »	30/09/2017	Non Appliqué	Seuls les rapports d'avancements sont transmis par le projet.
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'emprunteur/bénéficiaire remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives aux programmes, établis, conformément aux normes et procédures agréées par le fonds, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque années fiscale »	30/04/2017	Appliqué	Les états financiers 2016 ont été transmis au FIDA le 28/04/2017.
Section 9.03, b) des conditions générales « Audit des comptes »	« Remettre au fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception »	30/06/2017	Appliqué	Le rapport d'audit des comptes 2016 a été soumis au FIDA avant le 30/06/2017.

Appendice 4: Analyse des antécédents techniques

Nom du Partenaire (peut également inclure des réseaux, des partenariats multipartites, etc.)	Détails du partenariat : Indiquez si l'ONG, l'OING, l'agence des Nations Unies, l'agence gouvernementale, etc. Le partenariat est-il basé sur un accord écrit? Fournir des détails supplémentaires sur le partenariat
Partenariat de cofinancement	
Coopération espagnole	
KM and Policy partners	
Secteur Privé	
UPRNIMAL; Association des Amis de la Nature	
Coordination / Partenaires de mise en œuvre	
UCP, CRP, ACD, Délégations du MAA	

Appendice 5: Préparation et planification de la mission, termes de référence, horaires, personnes rencontrées.

Termes de références de la missions

TO: Monsieur Lacine Ahidara, Spécialiste en Agronomie
Monsieur Eric Alex Nassouri, Spécialiste en Analyse Financière et Administration
Madame Diéri Monique Mputu, Spécialiste en Genre et Ciblage
Monsieur Sé mou Diouf, Chargé de Programme, Bureau Pays FIDA, Sénégal
Monsieur Oumar Barry, Assistant Technique au POSER
Monsieur Florent Baarsch, Spécialiste Environnement et Climat FIDA, Rome
Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme, Bureau Pays FIDA, Sénégal
Monsieur Gaetan Nsombidi, Assistant de Programme, Bureau Pays FIDA, Congo

FROM: Monsieur Jean Pascal Kaboré,
Chargé de Programme FIDA

DATE: 26 December 2017

SUBJECT: Cabo Verde: Prêt No. L-I-876-CV/ Prêt supplémentaire No. L-I-876A-CV/ Prêt du Fonds fiduciaire No. L-E-13-CV/ Don ASAP 2000001724 - Programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER); - Mission de supervision – 13 au 28 novembre 2017 - Termes de référence

Introduction

1. Le Cap Vert est un archipel de 10 îles, situé au large des côtes de l'Afrique occidentale, d'une superficie totale de 4 033 km². La population résidente est estimée à 513 906 habitants, le taux de croissance à 1,3%. 44% de la population a moins de 20 ans et 38,2% vit en zone rurale.
2. Le cap vert fait face aux problématiques inhérentes à tout Etat Insulaire en Développement dont l'exiguïté du territoire, les ressources naturelles limitées, l'isolement des îles et de certaines populations, les problèmes de sécurités alimentaires et de migration
3. Le secteur agro-sylvo-pastoral est très vulnérable à cause de la rareté des ressources naturelles, des conditions climatiques arides et des systèmes d'exploitation traditionnels peu intensifs. Les terres arables représentent à peine 10% de la superficie du pays. L'agriculture est pratiquée essentiellement par des petites exploitations dont la superficie cultivable moyenne est de 1,26 ha. L'agriculture est à 70 % pluviale et la mobilisation des ressources en eau constitue un défi majeur.
4. Les rendements moyens sont très faibles, de l'ordre de 300 kg/ha pour le maïs et de 90 kg/ha pour les haricots. La production vivrière nationale ne couvre que 30% des besoins alimentaires de base et moins de 15% des céréales⁶. Sur 3 475 ha de terres irrigables, 2 700 ha sont équipés et environ 2 300 ha irrigués chaque année.

Bref aperçu des antécédents

5. Le portefeuille du FIDA au Cap Vert comprend le Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales (POSER), dont l'Accord de financement a été signé le 29 octobre 2012. Le POSER est financé par un prêt et un prêt supplémentaire du FIDA d'un montant respectivement de 4,2 millions et de 3,05 millions de droits de tirage spéciaux. Il est également financé par le fonds fiduciaire espagnol d'un montant de 7,1 millions d'Euro, par le Gouvernement de Cap Vert d'un montant de 4,08 millions de dollars et par les bénéficiaires d'un montant de 1 million des dollars. Le projet a démarré effectivement en 2014.
6. En outre, le Gouvernement du Cap Vert a obtenu auprès du FIDA un don du fond fiduciaire pour le programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne (ASAP) de 2 900 000 DTS pour renforcer la résilience climatique et mettre en place le programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales-climat (POSER)-C) dans le but d'augmenter, de manière résiliente au changement climatique (CC), les revenus

locaux, les emplois et les conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone du Programme. Ce volet financé par ASAP appelé POSER climat mettra en place des activités relatives aux changements climatiques.

7. Le démarrage du POSER a connu un grand retard suite principalement à un lent processus pour le recrutement du personnel des unités techniques des CRP et de l'UCP.

8. Le POSER a changé de tutelle technique en passant du Ministère de la Jeunesse à celui de l'Agriculture. La volonté bien exprimée de la nouvelle tutelle est d'impulser une nouvelle dynamique à la mise en œuvre des activités du POSER qui doit nécessairement s'inscrire dans la stratégie d'actions dudit Ministère au niveau central et décentralisé

9. L'objectif général du POSER est de contribuer en six années à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. Plus spécifiquement, le programme contribue à l'accroissement des revenus des populations en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales dans le but de favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres (en particulier les femmes et les jeunes). Il cible 10 597 ménages ruraux pauvres.

10. Le Programme comprend deux composantes opérationnelles, à savoir : (i) la Composante 1 - Fonds de financement des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP). Cette composante vise à soutenir la mise en place, sélection et financement, de microprojets sollicités par les populations rurales. La nature de ces initiatives (essentiellement économiques) est alignée aux PRLP élaborés par les Commission Régionale de Partenaires (CRP) sur la base des besoins exprimés par les populations à travers des assemblées communautaires avec l'encadrement des Associations Communautaires de Développement (ACD). Il est aussi prévu la mise en place d'un fonds de réinvestissement communautaire (FRC) qui est le résultat du remboursement des prêts permettant de poursuivre le financement des activités au niveau local sans l'appui du programme. (ii) La Composante 2 - Formation, animation et mise en réseau. Cette composante vise à la consolidation et pérennisation des structures institutionnelles (ACD, CRP) mises en place par le PLPR dans la mesure où elles sont les instruments d'encadrement et de soutien à la mise en œuvre des microprojets. Elle est structurée autour de six axes complémentaires: (i) l'animation et le renforcement du réseau des facilitateurs des processus participatifs dans les ACD; (ii) la formation et l'acquisition de compétences; (iii) la constitution de partenariats multi-niveaux; (iv) la mise en réseau ascendant des ACD et CRP; (v) la gestion participative des connaissances; et (vi) la communication. (iii) La troisième composante - Coordination et gestion, concerne la mise en œuvre et le suivi du programme.

11. La revue à mi-parcours d'octobre qui s'est déroulée du 28 novembre au 15 décembre 2016, a établi une série de recommandations essentielles pour optimiser la mise en œuvre des activités du POSER et atteindre des résultats significatifs à la date d'achèvement du 31/03/2019.

12. Les actions prioritaires à exécuter s'articulent autour des points suivants :

- Capitalisation de l'expérience du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) développée dans le cadre du Poser ;
- Recensement des micro-projets de 2014 à 2016 et identification d'un programme d'appui à chaque micro-projet ;
- Réalisation d'une étude d'impact des micro-projets ;
- Réalisation d'une étude diagnostic des ACD porteuses des micro-projets et ;
- Facilitation de la validation de l'étude de la situation de référence par l'Institut National de la Statistique (INE) du Cap-Vert.

13. En plus du POSER, la mission examinera l'état de mise en œuvre des activités inscrites dans le PTBA du POSER Climat et relatives à : i) L'intégration des changements climatiques dans les plans régionaux de lutte contre la pauvreté ii) le développement et l'usage de l'eau à des fins agricoles iii) l'amélioration de l'infiltration de l'eau et la protection des bassins versants iv) l'appui institutionnel pour l'adaptation des petites exploitations aux changements climatiques avec un focus sur le renforcement des informations agro météorologiques et le dialogue sur la gestion stratégique de l'eau.

14. Une des recommandations importantes de la RMP est la priorisation du financement des microprojets structurants. Ainsi, il a été convenu que chaque CRP devait leur affecter au moins 30% des ressources dans le PTBA 2017. La mission a pu apprécier les efforts qui ont été fournis dans ce sens et a néanmoins demandé au Programme de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accroître de façon substantielle lesdits investissements. La mission a en outre appuyé l'équipe du Programme dans la conceptualisation et la définition de la stratégie d'identification des projets, des mécanismes de mise en œuvre et de financement.

15. L'examen de la situation d'avancement global du Programme réalisé lors de la mission de suivi du 20 au 25 août 2017 a mis en évidence des retards relativement importants dans la prise en charge des recommandations.

Objectifs de la mission

16. Les objectifs généraux de la mission de supervision sont : (i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact; (ii) d'examiner les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) de faire le point global sur les Micro Project (MP) financés et examiner l'état d'intégration des activités de projet POSER C dans le POSER ; (iii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme, notamment la prise en compte du pari pasu entre les financements prêt FIDA et prêt fonds fiduciaire espagnol; (iv) de faire le point de la mise en œuvre du don ASAP, (v) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2017 au 30 octobre 2017, par composante aussi bien au niveau physique que financier; (vi) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la revue à mi-parcours et de la mission de suivi du mois d'août 2017; (vii) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, (viii) de faire le point sur l'avancement de la préparation du PTBA 2018 et appuyer l'UCP pour une accélération de la réalisation des objectifs du projet.

17. En outre, la mission apportera un appui et analysera la mise en œuvre du don d'un montant de 800 000 dollars sur le suivi et évaluation du secteur agricole;

18. Elle examinera en profondeur les projets structurants (nombre de projets identifiés et financés à ce jour, processus d'identification de ces microprojets, contraintes). Elle fera des recommandations pour accélérer la mise en œuvre de microprojets en vue d'accélérer l'atteinte des objectifs et améliorer sensiblement le taux de décaissement du POSER.

19. La mission sera conduite par Monsieur Jean Pascal Kaboré, Chargé de Programme FIDA, Chef de mission, et comprendra : Monsieur Lacine Ahidara, Consultant, spécialiste en agronomie et Chef d'équipe technique; Monsieur Semou Diouf, Chargé d'appui Programme FIDA, Monsieur Eric Alex NASSOURI spécialiste des aspects financiers, Madame Monique Mputu spécialiste en genre et ciblage, Monsieur Florent Baarsch, spécialiste environnement et climat FIDA, Madame Dounamba Konare, Assistante du Programme Pays, FIDA, Monsieur Gaetan Nsombidi, Assistant du Programme Pays du FIDA en République du Congo. La mission sera appuyée par Monsieur Omar Barry, Assistant Technique au POSER.

20. Le Gouvernement de Cabo Verde désignera les membres de son équipe dont la participation active est fortement attendue.

Tâches spécifiques de la mission

21. La mission examinera les points suivants:

- Faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours et de la mission de suivi de août 2017,
- Apprécier l'état d'avancement de chaque composante du programme; en particulier examiner l'état de mise en œuvre des PRLP élaborés, le niveau d'exécution des micro-projets et le niveau d'intégration des questions CC dans ces PRLP;
- Examiner et apprécier la performance du fonds de réinvestissement communautaire (FRC) et la compréhension des bénéficiaires porteurs de MP sur le principe du remboursement des sommes allouées ainsi que des modalités de ce remboursement;
- Examiner les activités de formation et de renforcement des capacités mises en œuvre;
- Evaluer la performance de la gestion financière et le niveau de décaissement;
- Examiner le niveau de mise en œuvre du PTBA 2017 et du Plan de passation des marchés;
- Apprécier la prise en compte des aspects de ciblage dans la mise en œuvre des MP.

22. Faire des recommandations permettant d'améliorer l'exécution du programme ainsi que l'atteinte des résultats et des impacts escomptés durant la période restante de mise en œuvre.

Tâches spécifiques des membres de la mission

23. Sous la supervision directe du chef de mission, chaque membre de la mission aura des termes de référence précis et devra participer activement et efficacement à l'atteinte des objectifs globaux et spécifiques de la mission, par sa contribution aux discussions et à la rédaction de l'Aide-mémoire, des fiches techniques ainsi que des différents annexes y compris l'actualisation de l'état d'avancement du projet (PSR).

Monsieur Jean Pascal Kaboré, Chargé de Programme du FIDA et Chef de mission.

24. Il assurera la supervision et la coordination générale de la mission. (i) Il sera responsable de la prise de contacts avec le Gouvernement et les partenaires, et conduira des échanges avec ces derniers. (ii) il prendra en charge les questions relatives au partenariat entre le projet et les services de l'État, les projets, programmes des autres partenaires au développement. (iii) Il participera dans le processus de supervision et contribuera aux réflexions sur tous les aspects de la mission. (iv) Il conduira la revue de la qualité de l'aide-mémoire et du rapport complet et final de la mission de supervision afin de prendre en compte les exigences de qualité de la Division de

l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, avant sa présentation à l'équipe de gestion du programme pays (CPMT).

M. Lacine Ahidara, Spécialiste en Agronomie et chef de l'équipe technique

25. Il (i) coordonnera la rédaction de l'Aide-mémoire, du rapport complet de la mission et la préparation de la mouture de la lettre de management ainsi que de toutes les annexes (PSR et les autres), selon les formats FIDA. Les rapports devront être rédigés conformément au format du FIDA, structurés avec une bonne analyse quantitative et qualitative et une bonne présentation de l'avancement de la mise en œuvre, des résultats, des effets et des impacts des projets. Toute recommandation doit être supportée par un constat. De plus, M. Ahidara (ii) analysera également les aspects de production agricole relatifs aux MP comprenant la production végétale, animale et la pêche; (iii) il examinera le fonctionnement du fonds de réinvestissement communautaire (FRC), le mécanisme instauré par le POSER pour accueillir les remboursements des sommes allouées aux MP et la compréhension de ce mécanisme par les bénéficiaires porteurs de MP; et (iv) il appréciera globalement la qualité des PRLP élaborés. (v) Il formulera à cet effet, un nombre limité de recommandations clés pour améliorer le développement de la production agricole

Monsieur Eric Alex NASSOURI , Spécialiste en Analyse Financière et Administration

Monsieur Florent Baarsch, Spécialiste environnement et climat

26. Il sera chargé: (i) d'analyser l'état d'avancement de la mise en œuvre du don ASAP dont l'appui technique est assuré par le consultant national , (ii) d'identifier les contraintes et les difficultés liées à la mise en œuvre des activités d'adaptation aux changements climatiques, (iii) d'apprécier l'état de mise en œuvre du PTBA de POSER C à savoir le niveau d'avancement du processus d'intégration des changements climatiques dans les Plans Régionaux de lutte contre la pauvreté, et compléter avec les autres activités prévues dans le PTBA de POSER C avant la fin 2017 (iv) d'appuyer l'UCP dans la préparation du PTBA 2018 dans une perspective de prise en compte intégrale des activités d'adaptation aux changements climatiques dans le PTBA, (v) d'apprécier le taux de décaissement et les réalisations physiques de POSER C et de formuler des recommandations pour une mise en œuvre plus accélérée du POSER Climat et son intégration efficace au POSER.

Mme Diéri Monique Mputu. Spécialiste en genre et ciblage.

27. Elle appréciera et analysera les avancées depuis la revue à mi-parcours, en matière de stratégie, méthode et approches mises en œuvre par le programme pour assurer un bon ciblage, une bonne prise en compte des aspects genre et une meilleure inclusion des jeunes (de deux sexes). A cet effet, elle: (i) évaluera l'utilisation des méthodes et des approches ainsi que les outils de ciblage, de genre et d'inclusion des jeunes en documentant les résultats quantitatifs et qualitatifs atteints grâce à l'utilisation de ces approches, méthodes et outils; (ii) appréciera le niveau de ciblage et d'inclusion des ménages vulnérables, des femmes et des jeunes dans le système de sélection et de mise en œuvre des micro-projets ; (iii) appréciera les bénéfices directs et indirects tirés de ces micro-projets par les groupes-cibles ainsi que leur perspective de durabilité; (iv) appréciera la participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes participatifs des ACD et CRP, ainsi que leur représentativité et rôle au niveau des organes de décision; (v) identifiera les contraintes en matière de ciblage, partite homme/femme, et inclusions de jeunes, à travers une analyse détaillée du profil de chaque CRP, et proposera des solutions; (vi) à l'issue de l'analyse, elle fera un nombre limité de recommandations clés nécessaires pour améliorer la performance du programme en matière de ciblage, genre et inclusion des jeunes. Dans la perspective de l'achèvement du programme, elle fera des recommandations pour la consolidation des acquis et leurs maintien dans la durée

Monsieur Sémou Diouf, Chargé de Programme FIDA/Sénégal

28. Il analysera les capacités de planification, de mise en œuvre et de Suivi-évaluation de la mise en œuvre du PTBA par l'équipe de l'UCP et formulera des recommandations d'amélioration. Il appréciera l'état d'avancement de la préparation du PTBA 2018 et proposera des stratégies pour une finalisation efficace, une plus grande cohérence et une facilité d'exploitation.

En relation avec les collègues du Siège du FIDA: (i) il fera le point sur la fonctionnalité du SSE en tant que outil de gestion; (ii) il appréciera le processus de collecte, d'analyse et de rapportage des données/indicateurs et l'utilisation de ces indicateurs par la coordination du programme pour la prise des décisions; (iii) il vérifiera l'effectivité de l'élaboration et de l'utilisation des tableaux de bord périodiques des indicateurs de produit du cadre logique, l'intégration et l'effectivité du suivi technique et financier et leurs utilisations dans les instances de pilotage du programme; (iv) il examinera l'état d'avancement du processus d'installation d'utilisation du logiciel de SE; (v) il appréciera l'état d'élaboration des indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau; (vi) il vérifiera les dispositions prises et/ou nécessaires pour une plus grande intégration des activités du don ASAP dans le système global de Suivi-évaluation du POSER, (vii) il examinera les mécanismes mis en place dès le début du programme pour assurer la durabilité. A l'issue de l'analyse, (viii) il formulera un nombre limité de recommandations clés nécessaires pour améliorer le système de suivi et évaluation du POSER.

Madame Dounamba Konaré et Monsieur Gaetan Nsoubidi respectivement Assistants de Programme du Sénégal et du Congo

29. En collaboration avec le spécialiste de la gestion financière, ils seront chargés de : (i) vérifier les PPM et examiner le registre des contrats établis en 2016 et 2017, pour apprécier les évolutions sur les méthodes appliquées en passation des marchés, la conformité avec les procédures nationales et les directives du FIDA ; (ii) vérifier sur la base d'un échantillon de marchés de 2017 relatifs aux travaux, biens/ fournitures et services de consultants, la conformité du processus de planification, exécution, suivi et clôture des marchés aux procédures nationales et directives du FIDA ; (iii) vérifier en particulier les modalités de pré-sélection et leur conformité avec les procédures nationales et les directives du FIDA ; (iv) vérifier les modalités de gestion des contrats et de paiement des tranches/jalons et émettre une appréciation quant à l'efficacité de la gestion des contrats par le projet ; (v) faire le listing et analyser la situation de marchés litigieux s'il en existe, (vi) appuyer l'UCP à préparer le PPM 2018 et formuler des recommandations pour améliorer le dispositif de passation des marchés.

30. En outre, **Madame Dounamba Konaré** sera chargée de (i) coordonner et assurer, de concert avec M. Ahidara, de la collecte et la disponibilité de toutes les annexes et appendices faisant partie intégrante du rapport de supervision et le respect du format du rapport, (ii) s'assurer de la disponibilité de l'aide-mémoire signé avec l'équipe du POSER avant, (iii) participer aux sessions de travail de l'équipe suivi – évaluation et assurer l'insertion des données dans le système ORMS du FIDA

M. Omar Barry, Assistant Technique du POSER

31. Il analysera tous les aspects relatifs à l'amélioration de la productivité et à l'augmentation de la production agricole (agriculture, maraîchage, pêche et élevage). A cet effet, il: (i) analysera les différents modèles de micro-projets et les paquets d'appui reçus par les bénéficiaires; (ii) appréciera le niveau d'adoption et d'utilisation par les bénéficiaires des bonnes pratiques agricoles promues (itinéraires techniques, maîtrise de l'eau, etc.); (iii) analysera les capacités des partenaires dans le suivi et la fourniture du conseil technique aux producteurs (délégations régionales du Min. de l'Agriculture, services vétérinaires, unités techniques des CRP, prestataires privés, etc.); (iv) analysera le suivi et l'appui conseil aux producteurs en matière d'entrepreneuriat et commercialisation (ADEI, unités techniques des CRP, prestataires privés, etc.); (v) estimera les rendements et la production au niveau des Micro-Projets de production agricole (végétale, élevage et halieutique); (vi) appréciera l'utilisation et la maîtrise de nouvelles technologies efficaces de gestion de l'eau, d'utilisation d'énergie renouvelable et d'adaptation au changement climatique ; et enfin (vii) à l'issue de l'analyse, fera des recommandations et des propositions d'améliorations requises nécessaires.

32. En outre, il fera un bilan global des microprojets d'élevage financés par le programme en mettant un accent sur les aspects suivants: (i) les appuis techniques mis à disposition, (ii) les aspects zootechniques tels que les campagnes de vaccination, le développement de l'aviculture villageoise, le développement de l'élevage ovin; (iii) le ciblage de la pauvreté, parité genre et inclusion des jeunes dans le choix des bénéficiaires de microprojets d'élevage, (iv) le nombre de microprojets d'élevage financés par type d'élevage (caprins, volaille, etc), (v) la création de revenus, les effets des microprojets d'élevage sur les bénéficiaires ainsi que les perspectives de renouvellement des cycles et les perspectives de durabilité, (vi) les contraintes majeures dans le développement des microprojets d'élevage, (vii) les recommandations pour une réalisation optimale des activités d'élevage.

Rédaction de l'Aide-mémoire

33. En étroite collaboration avec les autres membres de la mission, et avec leurs contributions effectives, Monsieur Ahidara préparera et finalisera l'Aide-mémoire de la mission de supervision selon le nouveau Template du FIDA dans les délais requis (comportant tous les éléments requis, y compris une vue d'ensemble du projet et une conclusion. Il s'assurera avec Madame Konaré de la réception auprès des membres de l'équipe de la mission de la totalité des annexes. Outre l'Aide-Mémoire, Monsieur Ahidara préparera le rapport complet de supervision incluant toutes les annexes requises conformément au format du FIDA et une mouture de la lettre de gestion qui devront être transmis au FIDA au plus tard six jours ouvrables après la fin de la mission.

34. Monsieur Kaboré en collaboration avec Mme Konaré, assureront la qualité finale de l'Aide-Mémoire et du rapport final complet de la mission de supervision avant sa transmission au Rome pour la revue interne desdits rapports par la Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA.

Produits attendus de la mission

35. Les différents produits attendus de la mission sont les suivants :

- Un aide-mémoire signé »et les annexes techniques au format FIDA;
- Une lettre de management à l'attention du Ministre de l'Agriculture;
- Une fiche PSR (état d'avancement du projet) mise à jour;

Durée de la mission

36. La mission se déroulera du 13 au 28 novembre 2017, dont sept jours de déplacement sur le terrain. Le programme détaillé de la mission et des visites de terrain sera finalisé avec l'unité de coordination du POSER.

Programme de la mission

PROGRAMME MISSION DE SUPERVISION – GOV-FIDA		
13 à 28 de Novembre 2017		
Programme Indicatif		OBSERVATION
13/11, Lundi		
08H30- 13h15	Session de travail préliminaire avec la mission	Revue sur le programme POSER et le projet POSER-C (UCP+POSER-C)
15H00-18H00	Session de travail avec la mission	
14/11, Mardi		
09h00-18h00	Visite au Région de la CRP -SANTIAGO SUD	CP+RMP+POSER-C+Mission FIDA
16h30	Rencontre avec la CRP et Delegation du MAA	CP+RMP+POSER-C+Mission FIDA
15/11, Mercredi		
09h00 -18H00	Visite au Region de la CRP - SANTIAGO NORTE	CP+RMP+POSER-C+Mission FIDA
16/11, Jeudi		
09H00-10H00	Visite a l'entreprise UPRANIMAL	CP+RMP+RMFE+Mission FIDA
10H30- 11H30	Rencontre avec la DGASP	CP+RMP+RMFE+RGIJ+Mission FIDA
14H00- 15H30	Rencontre avec DGOPG- MAA	RSA+RAF+Mission FIDA
15H00 - 16H30	Rencontre avec ANAS, INMG et Project FAO& UE,ECAA-UNICV	Equipe POSER-C + Mission FIDA (Clima)
15H00- 16H00	Rencontre avec ICIEG	RGIJ+Mission FIDA(Genre)
17/11, Vendredi		
09h00-12h00	Rencontre avec les UT-CRPs et Delegatinons du MAA	POSER+Mission FIDA
14h30	Rencontre avec le INE	CP+RSA+Mission FIDA
19H50	Départ de Praia à São Vicente	CP+RMP+RGIJ+Mission FIDA
18/11, Samedi		
08H30 – 18H00	Visite à São Vicente	CP+RMP+RGIJ+Del MAA+UT+Mission FIDA
19h25	Départ de Praia à São Vicente	M. Jean Pascal Kaboré
19/11, Dimanche		
08H00 -09H00	Départ de São Vicente à Santo Antão	CP+RMP+RGIJ+Mission FIDA

09H30 - 18H00	Visite à Santo Antão	CP+RMP+RGIJ+Mission FIDA
20/11, Lundi		
08H30 - 18H00	Visite à Santo Antão (Suite)	CP+RMP+RGIJ+Del MAA+UT+Mission FIDA
21/11, Mardi		
09H00 – 15H00	Rencontre avec des institutions partenaire a S.Antão et Réunion Synthèse	CP+RMP+RGIJ+Del MAA+UT+Mission FIDA
17H00 – 18H00	Départ de Santo Antão à Vicente	CP+RMP+RGIJ+Mission FIDA
20H45 -21h40	Départ de São Vicente à Praia	CP+RMP+RGIJ+Mission FIDA
22/11, Mercredi		
09h00-13h00	Session de travail a l'UCP	Mission FIDA
15h00-16h00	Reunion avec l'ANAS	Mission FIDA+POSER C
23/11, Jeudi		
09h00-13h00	Session de travail a l'UCP	
09h00-10h00	Réunion avec Le Direction Nationale de l'Environnement	Mission FIDA+POSER C
17h00	Reunion avec UniCV-ECCA	Mission FIDA+POSER C
24/11, Vendredi		
09h00	Rencontre avec la Coopération Espagnole	CP+Mission FIDA
09h00	Reunion avec l'INMG	Mission FIDA+ POSER C
09h00-13h00	Préparation de l'Aide-Mémoire de la Mission	
25/11, Samedi		
	Préparation de l'Aide-Mémoire de la Mission	
26/11, Dimanche		
15h00	Transmission de l'AM à l'UCP	Mission FIDA
27/11, Lundi		
08h00	Rencontre avec le Ministre MAA	CP+ RAF+ RSA+ Mission FIDA+ Coop. Espagnole
10h00	Restitution et revue de l'AM et du PSR avec l'UCP	
15h00	Transmission de l'AM aux autorités	
28/11, Mardi		

08h00	Rencontre avec le Ministre des Finances	CP+ RAF+ RSA+ Mission FIDA+ Coop. Espagnole
10h00-12h00	Restitution de l'AM	
	Depart de la mission	

Liste des personnes rencontrées

Noms et Prenoms	Organisation	Fonction
Antonia Pedro Pina	ANAS	Administrateur
Marise Borges	CRP Santiago Norte	Animatrice
Julio Lima	INMG	Administrateur
Antonino Pereira	INMG	Animateur
Alexandrina Martins	INMG	Animatrice
Alexandre Nevsky Rodrigues	Direction Nationale de l'Environnement	Directeur
Vladimir Ferreira	UniCV	Administrateur ECAA
Arlindon Fortes	UniCV	Administrateur ECAA
Lourenço Furtado Lopes	CRP Santiago Sud	President
Francisco Mendonça	CRP Santiago Sud	Gestionnaire
Elizandro Moreira	CRP Santiago Sud	Animatrice
Maria J. Rosario	MAA	Delegation du MAA
Sandy Freire	MAA	Delegation du MAA
José Júlio Gomes Correia	CRP Santiago Nord	President Santiago Nord
Silvino Furtado	CRP Santiago Nord	Gestionnaire Santiago Nord
Viriato dos Santos	CRP Santiago Centre	President
Nilton Fernandes	CRP Santiago Centre	Gestionnaire Santiago Centre
Clemente Rodrigues	CRP Sao Vicente	President
Adilson Sancha	CRP Sao Vicente	Gestionnaire Sao Viscente/ CRP
António Gomes	CRP Sao Vicente	Animateur
Luís Andrade	CRP Santo Antao	President
Adriel Mendes	CRP Santo Antao	Gestionnaire Sao Antao / CRP
Jose Teixeira	DGASP	Directeur General
Monteiro	DGOPG- MAA	Directrice Generale
Vice President	INE	Vice President
Jaime Puyoles Garcia	COOPERATION ESPAGNOLE	Coordonateur General
Gilberto Silva	MAA	Ministre
Olavo Avelino Garcia Correia	MEFC	Ministre

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Cabo Verde	Identification du prêt/ don:
Nom du projet:	POSER
Organisme d'exécution: UCP	CPM: Mr Jean Pascal KABORE
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Eric Alex NASSOURI	Date de l'examen: 27 Novembre 2017

Objet		Réponses	Observations
A. Risque inhérent			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	L'effectif du POSER a été réduit. Le Responsable Animation, Communication et Réseaux est malade depuis quelques mois. Son poste est cumulé par la Responsable Genre et Ciblage. A cette situation s'ajoute la démission de l'Animateur du CRP Santiago Sul, dont il faut assurer rapidement le remplacement.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Cf. manuel de procédures élaboré en octobre 2014 et révisé en novembre 2017.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le personnel de gestion financière du Programme comprend : i) à l'UCP/Le Coordonnateur, une RAF, un Comptable un Assistant Comptable et une Assistante Administrative ; ii) dans chaque CRP, un Gestionnaire et un Comptable. La formation d'appoint sur Tom2Pro a été réalisée
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel d'exécution et des micro-projets est disponible. Il a été validé et internalisé avec les CRP. Le manuel de procédures administratives financières et comptables est en cours de révision. Les amendements de l'UCP sont attendus pour la fin de ce mois
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Le manuel de procédures comprend une procédure d'évaluation du personnel cependant le projet a contractualisé pour l'élaboration d'un manuel d'évaluation qui est en cours de validation. Une évaluation du personnel est prévue au Décembre et les rapports seront transmis au FIDA.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Existence d'une couverture assurance maladie à travers l'INPS.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les cotisations sont versées régulièrement et les prises en charge sont effectuées normalement.

h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Le personnel ne semble pas être suffisamment informé. Il sera nécessaire de transmettre à l'UCP les documents physiques sur ces politiques et indiquer les liens informatiques y relatifs.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	Le PTBA 2017 a obtenu la non objection/FIDA au 16/03/2017. Le PTBA 2018 connaîtra un retard de soumission par rapport à l'échéance prévue du 31/10/2017
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le canevas du PTBA prévoit son articulation par bailleur, par composante et par catégorie
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Le canevas du PTBA prévoit son articulation par bailleur, par composante et par catégorie.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le PTBA est accompagné d'un PPM et tient compte également des dispositions réglementaires en matière de marchés publics.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	La DRF n° 17 en instance de finalisation à l'UCP (représentent 41.42% du CD). Les DRF 15 et 16 contiennent des décaissements de plus de trois (3) mois
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	L'Etat a mis en place des ressources au début de cette année. Ces fonds sont dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. La contrepartie exprimée en taxes est assujettie à l'exécution du PTBA. Il est nécessaire de régulariser la comptabilisation de toutes les taxes depuis le démarrage du programme
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Des ressources sont été mises à la disposition des CRP dans le cadre des contrats programmes. Des rapports financiers sont disponibles et précisent les niveaux d'utilisation de ces ressources. Le manuel de gestion du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC) a été élaboré, validé et mis en œuvre.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Il n'y a que le compte de contrepartie géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. Les sous comptes de contrepartie des CRP sont logés dans les banques commerciales et font l'objet de rapprochement mensuel.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	La dotation initiale du compte désigné unique FIDA1/2/FFE est adéquate : 1 800 000 euros
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Les DRF sont utilisées.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	E	Les pièces justificatives sont conservées au niveau des CRP (ce qui pose le problème de la responsabilité de la justification des dépenses du projet). Les contrôles annuels sur les CRP (entre 2 et 3 par an) pour vérifier la conformité des dépenses des CRP ne sont pas systématiquement matérialisés par des rapports
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	En situation normale une DRF atteignant le seuil est établie tous les trois mois. Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer un suivi

			rapproché de la remontée des pièces, des ACD/CRP vers l'UCP afin de réduire les délais
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	DRF comptable générée automatique par le logiciel. Le suivi assuré par les comptables qui préparent la première version qui est ensuite validée par la RAF et approuvée et signée par le Coordonnateur et le Représentant autorisé du Ministère des Finances et envoi au FIDA.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Les montants sortis du compte spécial non encore soumis (en cours de justification) se chiffrent à 31 998, 20 euros (2% du CD)
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les rapprochements bancaires des comptes gérés par l'UCP sont effectués mensuellement par le Comptable Senior. Les rapprochements des comptes des CRP sont élaborés par les Comptables et validés par les Gestionnaires. Les relevés bancaires sont transmis à l'UCP en même temps que les demandes de fonds ce qui permet un contrôle de des rapprochements
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Au 30/09/2017 : Taux de décaissement réels : 47,51%/FIDA 1 45,93%/FIDA 2 et 46,5 FFE Taux d'exécution du PTBA/2016 : 40,18%
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	F	Les plans de recouvrement des avances initiales Prêt seront élaborés sur la base du PTBA/PPM et du plan de décaissements 2017
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Dans le manuel, les procédures administratives, financières et comptables en vigueur et celui en révision sont regroupées au sein de cycles d'activités, qui analysent : <ul style="list-style-type: none"> – les procédures de dépenses sur ressources internes et ressources externes, – les interfaces avec les structures hors du programme, mais impliquées dans les procédures. Pour mémoire, certaines tâches de contrôle et de traitement de l'ordonnateur national sont rappelées. Chaque cycle fondamental présente les fonctions qui lui sont attachées, et pour chaque fonction les tâches y afférentes. Ces procédures ont été élaborées en respectant les principes ci-après : <ul style="list-style-type: none"> – systèmes d'autorisation des transactions financières, – fiabilité et présentation comptables appropriées des informations relatives à ces opérations, – justifications et évaluation régulière des informations, – mesures de sécurités et de protection des actifs – procédures d'identification de saisie et traitement des opérations réalisées. Chaque procédure est décrite selon la méthodologie du " play script " expliquant le déroulement séquentiel de chacune des opérations continues dans la procédure. Le plan général adopté pour la description de la procédure est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> – objet de la procédure – application de la procédure – règles de gestion – étapes des opérations – description de la procédure des séances de validation et de partage du manuel de procédures ont été organisées avec l'UCP/CRP/ACD.

b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	CF : observations au 4a
c.	Respect du manuel financier	F	La version du manuel de procédures administratives, financières et comptables en vigueur est disponible. Elle a été validée avec l'UCP/CRP/ACD. Pas de distorsion constatée (audit des comptes 2016).
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	M	Les comptes FIDA/FFE et de contrepartie font l'objet d'un suivi régulier apprécié notamment à travers les rapprochements bancaires de ces comptes. Pour les CRP, la contrepartie est domiciliée dans les comptes bancaires et gérée par les unités techniques. La contribution des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des micro-projets est en cours de mobilisation pour des fins de comptabilisation. Cependant les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, notamment qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds comme le recommandent les auditeurs
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Le registre des contrats (modèle C10), le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats et la fiche de suivi des contrats sont mis en place. Cependant le rapprochement entre le registre extra comptable tenu par la RPM et celui issu du logiciel présente des divergences
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	Prendre en compte toutes les améliorations proposées lors de la présente mission de supervision pour rendre consistante la prise en charge des ECD.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	M	Prendre en compte toutes les améliorations proposées lors de la présente mission de supervision pour rendre consistante la prise en charge des ECD.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Tous les contrôles sont effectifs
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	L'arrête des caisses et PV de contrôle sont disponibles.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Au 30 Septembre 2017 le montant dû aux fournisseurs locaux est de 6 749,44 Euros et concernent essentiellement l'UCP
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	L'audit des comptes 2016 n'a pas décelé de dépense non éligible, la présente mission également à travers les quelques sondages effectués n'a pas décelé de dépenses inéligibles
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Les avances sont presque toutes cautionnées à part celles relatives à des petits travaux et aux contrats de supervision des Services Techniques. Les prestataires qui ne sont capables d'avoir une caution bancaire préfinancent et présentent les justifications en temps opportun. Les avances effectuées par les CRP au profit des ACD sont en cours de justification
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Pas de distorsion constatée.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	E	Le rapprochement entre la comptabilité au 30/09/2017 et le fichier des immobilisations de l'UCP à la même date dégage un écart

			global de -19 427 331 CVE. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2016 a été réalisé en décembre 2016
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	M F F	CF : observations au 4n Les carnets de bord sur les véhicules actuellement en circulation sont en place Existence d'une TDR et d'un ordre de mission .
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Les véhicules actuellement en circulation sont assurés tous risques. Les autres immobilisations et biens ne sont toujours pas couverts.
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Les états des dépenses sont élaborés avec la liste des participants/fonction /localité/nombre de jours/per diems/frais de transport/montant perçu et émargement. Les reçus pour les dépenses de l'atelier notamment pour les fournitures sont disponibles.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	M	Les comptes FIDA/FFE et de contrepartie font l'objet d'un suivi régulier apprécié notamment à travers les rapprochements bancaires de ces comptes. Pour les CRP, la contrepartie est domiciliée dans les comptes bancaires et gérée par les unités techniques. La contribution des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des micro-projets est en cours de mobilisation pour des fins de comptabilisation. Cependant les retraits sur les comptes des CRP doivent être réglementés, nommément qu'il y ait une décision au préalable de l'ensemble de la Direction, enregistré au procès-verbal autorisant tout mouvement de fonds comme le recommandent les auditeurs
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Extraits de comptes reçus, rapprochements bancaires effectués sur la base de l'extrait et du journal de banque
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	il y a un contrat de maintenance des équipements et matériels informatiques. Il existe également un contrat d'assistance et de maintenance pour le Tom2Pro. Il reste à trouver des solutions adéquates au niveau des CRP.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Mise en œuvre d'une comptabilité d'engagement conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Comptabilité en partie double conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS. Le logiciel Tom2Pro permet de tenir une comptabilité générale, budgétaire et analytique et de fournir les extraits y relatifs
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	E	La plupart de la documentation physique est dans les CRPs ce qui ne donne pas l'assurance de la tenue efficiente des registres

d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	M	Cf. 4n
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Back up hebdomadaire des comptes, Back up mensuel de la RAF sur disques durs externes conservés (un sur site et un à domicile).
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour au 30/09/2017.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La contrepartie de l'Etat est régulièrement comptabilisée dès qu'elle est disponible. La prise en charge des exonérations des taxes a été effectuée sur la comptabilité de 2017 ; il reste à régulariser les taxes des exercices antérieurs. La contribution des bénéficiaires est comptabilisée à date pour les activités clôturées
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	Seuls les rapports d'avancements sont transmis par le projet. Les rapports trimestriels ne sont pas transmis
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	M	Seuls les rapports d'avancements sont transmis par le projet. Les rapports trimestriels ne sont pas transmis
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Les fonctionnalités de Tom2Pro permettent de fournir les éléments de la comptabilité analytique et le suivi budgétaire par axe d'analyse/Bailleur, composante, catégorie avec les différents taux d'exécution. Il y a lieu d'éditer les rapports, les commenter et les transmettre aux responsables concernés.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Lors de la revue à mi-parcours du projet quinze (15) recommandations ont été formulées sur les aspects fiduciaires du projet. - Six (6) recommandations mises en œuvre soit 40% - Sept (7) recommandations non mises en œuvre soit 47% - Deux (2) recommandations en cours de mise en œuvre soit 13%
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA (la fonction d'auditeur interne n'existe pas dans l'UCP)
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	NA	NA
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Cf. TDR approuvés par le FIDA
b.	Respect des termes de référence	F	Le rapport de l'auditeur a été accepté par le FIDA.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport été transmis au FIDA avant le 30 juin 2017.
d.	Qualité de l'audit	F	Pour la mission d'audit, les états financiers de l'UCP et ceux des CRP, donnent une image fidèle des ressources et des dépenses, reflètent fidèlement et sincèrement la situation financière, ainsi que le résultat des opérations et des mouvements de trésorerie au 31/12/2016 conformément aux règles et principes comptables

e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	M	sur 08 recommandations, 02 ont été entièrement mises en œuvre et 06 non mises en œuvre
----	--	---	--

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision²

Projet # _____

Organisme d'exécution: _____

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		voir page suivante
1. Organisation et personnel	FM	
2. Budget	F/M	
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	
4. Contrôles internes	E/M	
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	
6. Rapports et suivi	M	
7. Audit interne	N/A	
8. Audit externe	L	
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires: Risque globalement moyen qui nécessite un suivi rapproché.

² Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

Mesures d'atténuations proposées

1. Organisation et personnel

- Trouver une solution aux postes vacants ;
- Valider dans les plus brefs délais le manuel d'évaluation et procéder à l'évaluation du personnel ;
- faire des avenants pour les contrats de travail ayant connu des modifications notamment au niveau de rémunération ;
- Obtenir et rendre disponible les documents sur la politique anti-corruption ;
- une revue des dossiers du personnel pour corriger les insuffisances relevées.

Procéder à l'évaluation des performances du personnel sur la des objectifs/résultats de 2016 et transmettre le rapport au FIDA

2. Budget

- Réduire les délais de de transmission et de validation du PTBA ;
- Appliquer le contrôle a priori de la disponibilité budgétaire pour l'engagement des dépenses.

Faible utilisation de budget 2017

3. Flux de fonds et modalités de décaissement

- Améliorer les délais de production de DRF. Le faire dès que le seuil est atteint sans tenir compte des trois (3) mois tel que appliqué actuellement au projet ;
- régulariser la comptabilisation de toutes les taxes depuis le démarrage du programme ;
- Faire remonter toutes les pièces justificatives originales des CRP vers l'UCP. Cela pourra se faire au fur et à mesure de la soumission des demandes des fonds des CRP. Celles-ci pourront à défaut garder des copies à leur niveau ;
- Mettre en place une cellule de contrôle/validation des pièces des CRP qui devra contrôler les documents comptables et les pièces justificatives à la réception des DRF des CRP avant tout décaissement par l'UCP ;
- Effectuer un suivi rapproché pour assurer la remontée rapide des pièces justificatives des ACD vers les CRP et des CRP vers l'UCP. Cela va faciliter la préparation des DRF, à bonnes dates, et conforter ainsi la mobilisation des ressources des prêts.
Remboursement du FRC et le principe du fonds revolving pour augmenter progressivement le nombre de bénéficiaires ?

4. Contrôles internes

- Prendre en compte toutes les améliorations proposées lors de la présente mission de supervision pour améliorer la justification et la ponctualité des ECD ;
- Mettre en œuvre les recommandations des auditeurs notamment celle concernant concerne les autorisations de décaissements au niveau des CRP ;
- Mettre à jour le fichier des immobilisations dans le logiciel TOM2PRO ;
- Dans la mesure où le registre des contrats présenté lors de la soumission des DRF est celui issu du logiciel TOM2PRO, initier un rapprochement périodique entre le registre extra comptable et celui issu du logiciel pour déceler et corriger les éventuelles incohérences
- Mettre en œuvre l'assurance des biens et autres immobilisations (hors véhiculés) du projet.
- Mettre en place une procédure de maintenance des équipements informatiques au niveau des CRP

Mettre en place tous les recommandations d'audit externe

5. Systèmes, stratégies, procédures comptables

Prendre en compte toutes les propositions de la présente mission de supervision pour améliorer les systèmes, stratégies, procédures comptables Préparer un plan de suivi de ces recommandations (UCP/CRP) et le mettre en œuvre

6. Rapports et suivi

Générer, analyser, commenter et envoyer à intervalles réguliers au FIDA les rapports financiers comme indiqué dans les accords de financement.

8. Audit externe

Préparer un plan de suivi de ces recommandations (UCP/CRP) et le mettre en œuvre.